



HAL
open science

Les écrans de Méditerranée, Histoire de la télévision provençale, 1954-1994

Jérôme Bourdon, Cécile Méadel

► **To cite this version:**

Jérôme Bourdon, Cécile Méadel. Les écrans de Méditerranée, Histoire de la télévision provençale, 1954-1994. INA. Editions Jeanne Laffitte, pp.126, 1994. halshs-00344853

HAL Id: halshs-00344853

<https://shs.hal.science/halshs-00344853>

Submitted on 5 Dec 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

JÉRÔME BOURDON ET CÉCILE MÉADEL

LES ÉCRANS DE MÉDITERRANÉE

HISTOIRE D'UNE TÉLÉVISION RÉGIONALE

1954-1994

La présente version est un exemplaire de travail, sans les dernières modifications apportées dans l'ouvrage édité et sans les cahiers de photo.

JÉRÔME BOURDON ET CÉCILE MÉADEL

LES ÉCRANS DE MÉDITERRANÉE

HISTOIRE D'UNE TÉLÉVISION RÉGIONALE

1954-1994

Marseille, Editions Jeanne Laffitte - InaPublications
1994

Avec la participation de France 3 Méditerranée
Et sur une initiative d'INA Méditerranée

© Editions Jeanne Laffitte-INA
Marseille
Décembre 1994
ISBN...

REMERCIEMENTS

Cet ouvrage est né d'une initiative d'INA-Méditerranée, à l'occasion des quarante ans de la station publique de télévision à Marseille. Cet anniversaire nous laissait peu de temps pour la rédaction d'une histoire. Or aucun travail - ou presque¹ - n'avait étudié la télévision provençale, ni même, à titre de comparaison, une autre chaîne régionale ; les archives étaient en outre éparses et non repérées. Ceci détermina la forme du livre : *Les écrans de Méditerranée* se veut une ouverture à l'histoire de la télévision régionale ; elle aura atteint son but si elle met en appétit pour des recherches de plus longue haleine.

La direction régionale de France 3 a réagi favorablement à notre initiative, et nous a ouvert généreusement le local où sont conservées des archives écrites. Qu'elle en soit ici remerciée, et particulièrement Robert Thévenot.

Nous remercions également tous ceux qui ont accepté de participer à notre enquête, ils ne retrouveront pas toujours leurs propos car l'espace nous était compté mais ils nous ont apporté un éclairage précieux sur la vie de la station : Marie Albe (Léone Alabe), Céline Baruch, Jean de Benedetti, Marie-Christine Bouillé, Jean-Marie Belin, Jean-Claude Boscher, Pierre Bury, Gaétan Capuccio, Michèle Castanet, Guy-Laurent Chénine, Pierre Cordelier, Henri False, Jean Farnaud, Henri Galissian, André Giran, Jean Giraud, Alain Giraud, Jacques Hubinet, Roland Kelberg, Paul Lanteri, Armand Petit, Charles Paolini, André Remacle, Sampiero Sanguinetti, Alain Verdi, François Werner.

¹ Une cassette avait été réalisée à l'occasion des trente-cinq ans de la station. Une courte étude avait porté, à la demande de la station, sur son histoire : Frantz Killius, *1923-1993: Eléments pour une histoire de la radio-télévision de service public en région provençale*, Rapport pour FR3, mars 1993, 49 p.,

Nos remerciements vont encore à Nancy Angel, Isabelle Vochel et au personnel d'INA-Méditerranée, pour leur accueil chaleureux et leur confiance, à Michèle Wautelet de l'INA, à Charlotte Robert pour sa relecture attentive, à Maurice Venier de France 3-Méditerranée et à Géraldine Prado.

Merci à Jacques Durand et à Eddy Charbit qui nous ont apporté des informations sur l'audience.

Enfin, Héloïse Derceux a été associée à notre enquête qu'elle a suivi avec passion et générosité. Qu'elle trouve ici l'expression de notre gratitude.

INTRODUCTION

*“Dix années, Vingt années
Une encore, une encore,
ne font pas une vie.
Etre n’est pas compter.”²“*

“Qu’ai-je oublié encore? Mais des tas de choses, de lieux, d’artistes, de saints et de martyrs, de bâtisseurs et de merveilles !” Ainsi s’expliquait en 1969 le producteur de *Midi au cœur*, Alexandre Toursky, sommé de justifier ses choix³. Ainsi, aurions-nous la même tentation en liminaire de cet ouvrage. Cette histoire est trop brève au regard de ses quarante années de vie, de ses professionnels nombreux, de ses réalisations innombrables. Nous avons dû choisir, forcément injustes, limités par notre documentation, par cet anniversaire remémoré tardivement, par le caractère même de l’ouvrage. Aussi, ne s’agit-il ici que d’une introduction à une aventure qui pourra encore nourrir tant de travaux. Toursky, dans une autre justification, ajoutait “Nous avons le choix entre un immense échantillonnage historique, économique et touristique et l’adoption d’un thème unique. Deux attitudes étaient possibles : tomber dans le «bagasse» et le tutu-panpan ou recenser gravement et sans doute efficacement les principales illustrations de notre expansion régionale. Autrement dit, faire rigoler ou raser somptueusement. Personnellement, je me sentais tiraillé - âne à la fois de Buridan et de Gonfaron - entre l’ombre de Tartarin et le «non» catégorique de Giono au provençalisme de bazar. Laissant la porte du futur ouverte aux grandes réalisations ainsi qu’aux plus belles figures

² Toursky, *Christine ou la connaissance des temps*, Paris, Seghers, 1950.

³ Note du début de l’année 1969 (s.d.).

de notre Galerie, nous avons décidé de faire d'une incompatibilité une essence !"⁴ Ainsi, nous mettons nous sous l'auspice du poète-journaliste de la station provençale.

L'ESPACE RÉGIONAL

Espaces sans cesse remodelés par l'histoire, les régions françaises sont filles de préoccupations politiques, culturelles, sociales, soudées par une histoire partiellement commune, parfois arbitrairement découpées... La radio-télévision n'a pas adopté en ses origines les découpages de l'administration, elle a préféré définir elle-même ses régions, plus vastes mais dont l'unité pose parfois question. Ainsi, lorsque la télévision fait son apparition à Marseille, elle doit couvrir un espace considérable, de Montpellier à Nice en englobant les Alpes-de-Hautes-Provence et la Corse. La zone est considérable, "40 090km² de décors naturels"⁵, surtout au regard de la faiblesse des moyens de la télévision naissante ; en outre l'harmonie est difficile à établir entre des lieux aussi divers. Or, comme l'affirme Pierre Musso, "c'est la région qui fait la télévision et non la télévision qui fait la région"⁶. Aussi la région sera-t-elle redécoupée au cours de son histoire, attribuant peu à peu une autonomie croissante à ses lointaines conquêtes en particulier niçoises, perdant très vite le Languedoc, puis, plus récemment la Corse.

Restent huit départements, dont on rappellera les grandes caractéristiques⁷. Avec 4 260 000 habitants au recensement de 1990, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur comptait 7,5 % de la population française. La Corse, quant à elle, a moins de deux cent cinquante mille

⁴ Lettre de Alexandre Toursky à Laplayne, s.d. (fin de l'année 1968). Sauf précision contraire, les documents cités proviennent des archives de France 3 Méditerranée.

⁵ Comme l'explique le directeur régional dans une note de 1972.

⁶ Musso, P., Ed, (1991) *Régions d'Europe et télévision*, Lille, Miroirs Editions, p. 39.

⁷Les chiffres de ce paragraphe sont extraits de *Données économiques et sociales, Provence-Alpes-Côte d'Azur, édition 1992*, Paris, INSEE, 1991.

habitants. La densité de peuplement est inégale : élevée dans les départements du littoral, faible dans les régions montagneuses. La région est très urbanisée : les communes rurales abritent moins de dix pour cent de la population totale, alors que la moyenne française est de plus d'un quart⁸. La région compte en effet des agglomérations considérables : Marseille (1 230 000 habitants), Nice (517 000), suivie par Toulon (437 000).

Compte tenu de cette diversité, la définition même d'une télévision régionale pose problème. Le chef des services artistiques de Marseille s'interrogeait ainsi en 1963 sur les programmes régionaux de télévision dont la vocation lui paraissait mal définie : "Sont-ce des studios annexes où l'on vient de Paris travailler à grands frais ? Ce fut et c'est encore souvent le cas. Va-t-on opérer en extérieurs en exerçant simplement sur le centre régional une ponction en personnel ou en matériel ? *La roue tourne* et *Intervilles* en sont des exemples. Ou bien, va-t-on nous demander une participation plus importante dans la conception même des productions ? Combien de cas pourrait-on citer ?"⁹ Capitale d'une zone importante, Marseille est aussi la province de Paris, son siège social et son autorité hiérarchique : l'histoire de la télévision méditerranéenne s'éclaire dans cette double tension.

Les relations de la station avec la direction parisienne se modulent sur l'air de «je t'aime, moi non plus», mélange de proximité et de distance, de conflit et de solidarité, d'étroits contrôles et de profondes indifférences. Comme le dit Gaétan Capuccio, producteur de la station puis chef de centre, "la régionalisation est en définitive une somme de contradictions entre le pouvoir national et le pouvoir local." La station doit rendre compte à sa direction parisienne, soucieuse d'équilibre entre les régions, et qui gère chichement les heures - coûteuses à ses yeux - des décrochages régionaux. La direction parisienne, souvent taxée de jacobinisme, rend compte également aux autorités de "tutelle", au sens large : ministères

⁸ *Ibid.*

⁹ Pierre Bury, "Marseille dans les plus beaux décors du monde", *Les cahiers de la télévision*, (n°5), 1963, pp.20-26.

chargés de l'information et de la communication, autorités administratives, institutions de régulation à partir de 1982... Les soucis d'équilibre politique, du moins sur le plan comptable, la volonté de ne pas déplaire au gouvernement sans trop contrarier l'opposition, parfois majoritaire localement, se répercutent sur la station locale soumise à d'autres impératifs, notamment aux demandes des notables locaux, d'autant plus influents qu'ils ont une stature nationale. Comment ne pas penser aux relations heurtées, au fil des ans, avec Gaston Defferre, Jacques Médecin, et, plus tard, avec François Giacobbi ?

Il y a aussi les tiraillements internes à cette région immense et hétérogène. Marseille, la grecque, ne peut prétendre être toute la Provence, plus latine, plus terrienne, moins marchande¹⁰. Les relations de la cité avec l'arrière-pays forment un chapitre clef de l'histoire de la ville, longtemps tournée vers la mer : "Marseille a rarement pesé son destin commercial ou culturel en terme de contiguïté territoriale. Elle charrie avec elle un passé (et une représentation) de ville d'archipel, de ville de réseau discontinu, fonctionnant à distance, et non de quadrillage spatial. L'anti-géographie, par certains côtés ; à l'inverse, le sens des diasporas, des parentés disséminées, des correspondances, des comptoirs, si l'on veut mais dont les échanges sont plus complexes."¹¹ Ceci vaut pour la télévision : le journal qui naît à Marseille en 1963, avec son édition niçoise en 1964, est longtemps déséquilibré. Marseille, point de départ et siège de la station, a toujours été perçue comme privilégiée en moyens et en personnel. Par rapport à l'ensemble Nice-Côte d'Azur, bien sûr : Nice essaiera plusieurs fois de s'émanciper et de constituer une station au sens plein du terme. La Corse revendique au plus tôt son indépendance... télévisuelle mais ne l'obtiendra, après bien des péripéties, qu'en 1992. Les

¹⁰ "Que la France se nomme diversité" écrivait Fernand Braudel dans *L'identité de la France*, Paris, Arthaud-Flammarion, 1986. Cf. Marcel Roncayolo, *L'imaginaire de Marseille, port, ville, pôle*, Marseille, Editions de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, s.d.; et Fernand Braudel, *La Méditerranée. L'espace et l'histoire*, Paris, Flammarion, Champs, 1985, pp. 157-188

¹¹M. Roncayolo, *op. cit.*, p.293.

autres départements, pour être moins bruyants que la Côte d'Azur ou la Corse, veulent aussi faire entendre leur voix. Le projet de décrochage local à Toulon, aujourd'hui mis en œuvre, remonte à 1963.

Il faut tenir compte aussi de la vie interne de la station : par delà les réformes, elle développe une culture professionnelle propre. Le recrutement y est, majoritairement, "méditerranéen" (avec une forte minorité de pieds-noirs à partir de 1962). Plus que dans d'autres stations, on y perçoit parfois des frottements entre les dirigeants à l'accent pointu et le reste des personnels¹², souvent d'autant plus méditerranéens qu'ils le sont... d'adoption. On sent, à la direction de FR3, maintes hésitations : après le long mandat de Robert Bellair, elle cherche ainsi à nommer des personnalités extérieures à la région. En Corse, par contre, dès les premiers projets de journal, il n'est pas question de nommer un responsable qui ne soit originaire de l'île. L'organisation de France 3 - comme celle des institutions qui l'ont précédée, FR3, ORTF, RTF¹³...- pèse également sur le destin de la station régionale. L'opposition entre les journalistes de la rédaction (dont dépendent le journal et un nombre, croissant, de magazines) et le centre de production y est accentuée car les moyens de production relèvent directement de l'autorité centrale de la troisième chaîne, même s'ils constituent, pour la station, une ressource non négligeable et s'ils contribuent à son prestige, en particulier dans les milieux professionnels.

Sur ce fond institutionnel complexe, le public manifeste son intérêt pour les images de la télévision régionale. Les premiers sondages d'audience réguliers ne datent que de 1990, mais, dès avant, on savait la fidélité de l'écoute du journal et son retentissement.

¹² Sur la permanence des spécificités locales, voir Fernand Braudel, *L'identité... op. cit.*, pp 72-78 : "D'ordinaire, ce qui se passe au Nord ne se passera pas de la même manière au Sud et vice-versa : la civilisation (...) n'est presque jamais la même du oui nordique au oui méridional, de l'oïl à l'oc."

¹³ RTF : 1949-1964. ORTF : 1964-1974. FR3 : 1974-1992. Et depuis 1992, France 3.

Aujourd'hui encore, les actualités régionales ont remarquablement résisté à la concurrence et à l'abandon de la diffusion simultanée par les trois chaînes (TF1 en 1985 et Antenne 2 en 1989). La tranche de midi, ouverte en 1987, est aussi, dans la région, une grande réussite. Enfin, certains magazines - notamment *Vaqui*, en provençal - bénéficient d'une audience régulière et d'un attachement qui ne se mesure pas en indice. En Corse, avec l'appui de la langue de l'île, le journal et les magazines réalisent peut-être les parts d'audience les plus élevées de toutes les stations de FR3. Avec cette identité composite, des moyens trop longtemps limités, la télévision de la Méditerranée s'est imposée en quarante ans d'histoire comme un acteur majeur de la vie régionale.

SOURCES

- Dépouillement des archives écrites de France 3 Marseille.
- Entretiens avec une trentaine de témoins (cités dans les remerciements).
 - Archives et Documentation de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille.
 - Dépouillement de la presse régionale échantillonnée (*le Provençal, le Méridional, la Marseillaise*).
 - Documents audiovisuels de l'INA.
 - Archives privées et documents de : Jean de Benedetti, Alain Giran, Jean Giraud, Roland Kelberg, Paul Lanteri, Sampiero Sanguinetti.
 - Consultation de la base de données de l'AFP

CHAPITRE 1 : LE TEMPS DES PIONNIERS

LA TSF

En 1925, Marseille donne naissance à une station de radio. C'est la seule radio publique de la Provence, de la Corse et de la Côte d'Azur tandis que deux stations privées voient le jour en 1927, l'une à Nice-Juan les Pins et l'autre à Nîmes, suivi beaucoup plus tard, en 1942, par un poste monégasque, Radio Monte Carlo. Un peu plus à l'ouest, les stations sont en revanche nombreuses, Montpellier bénéficie de deux radios, Beziers et Nîmes dispose d'un petit poste privé, Toulouse a ses deux stations importantes. Marseille-Provence reste avant la guerre au regard de l'importance de la ville un poste au développement modeste; son association d'auditeurs, les Amis de la Radiodiffusion populaire de Provence, compte un faible nombre d'adhérents, son émetteur demeure peu puissant jusqu'en 1936 ; en outre la station est longtemps hébergée, Poste Colbert, dans des locaux de fortune¹⁴. Sauf dans les Alpes maritimes, son nombre d'auditeurs est proportionnellement un peu inférieur à la moyenne nationale ; les Bouches du Rhône compte par exemple en 70 000 postes en 1936, soit un récepteur pour 18 personnes (contre une moyenne nationale de un pour 14). Elle fait pourtant travailler des reporters célèbres comme Edmond Dehorter ou Alex Virot.

Entre 1940 et 1944, la ville devient un centre radiophonique de première importance : elle héberge les services artistiques de la radiodiffusion

¹⁴ Voir Christian Brochand, *Histoire générale de la radio et de la télévision en France*, Paris, La documentation française, 1994 et Cécile Méadel, *Histoire de la radio des années trente*, Paris, Anthropos-Economica, 1994.

nationale repliée de la capitale¹⁵. Après la Libération, les stations régionales publiques reprennent leurs activités, la station de Marseille couvre une importante zone, de Montpellier à Nice¹⁶, mais l'indépendance des années trente est bien loin, les stations sont désormais sous la tutelle étroite de Paris et leurs émissions limitées à de courtes plages horaires, les relais parisiens dominant largement la programmation.

UN ÉMETTEUR EN RÉGION

Au début des années cinquante, la télévision intéresse encore fort peu de monde. Le couronnement d'Elizabeth II en 1953 provoque un premier frémissement dans le public, comme, plus modestement et dans les milieux politiques, l'élection du Président de la République par le Congrès à Versailles ou l'interview exclusive du Président du Conseil, Joseph Laniel lors d'un journal télévisé¹⁷. Au début de 1954, 70 000 foyers possèdent un récepteur de télévision (pour plus de huit millions de radio). Pourtant c'est à ce moment-là qu'un émetteur de télévision est construit en Provence, troisième émetteur après celui de Lille et de Paris¹⁸.

L'initiative locale joue un rôle clef : dans la tradition des stations de radiodiffusion d'avant-guerre, la construction des postes n'est pas laissée à la seule autorité de tutelle. Les collectivités et notabilités locales contribuent à l'édification de l'émetteur marseillais. La démarche n'a rien pour surprendre : peu de temps auparavant, en 1948, les radio-électriciens marseillais, mécontents des difficultés de réception de la radio dans la

¹⁵ Emile Vuillermoz, "La radiodiffusion nationale à Marseille", *Marseille*, revue municipale, n°18, juin 1941, pp 28-36.

¹⁶ Pour la radio comme pour la télévision des premières années, la région radiophonique englobe neuf départements: les Bouches-du-Rhône, les Alpes-maritimes, le Var, le Vaucluse, les Hautes-Alpes, les Basses-Alpes, la Corse, l'Hérault et le Gard.

¹⁷Voir Jérôme Bourdon, *Haute fidélité, Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris, Seuil, 1994.

¹⁸ Et quelques semaines avant celui de Lyon, inauguré en novembre 1954.

région, avaient proposé de participer, avec la Chambre de commerce et les représentants des auditeurs au financement et à l'exploitation d'une station régionale, riche de programmes locaux¹⁹. Une éphémère «Association des téléspectateurs de Provence» perpétuera brièvement une autre forme de collaboration entre producteurs et publics, venue des années trente.

Trois ans plus tard, la Chambre de Commerce émet le vœu qu'un émetteur de télévision soit créé en Provence "en prenant en compte notamment le fait que Marseille est la deuxième ville de France et qu'elle devrait, à ce titre, avoir la priorité sur les autres"²⁰. La démarche est appuyée par le sénateur du Vaucluse qui intervient auprès du ministre de l'information dans le même sens mais n'obtient qu'une réponse dilatoire : si l'emprunt régional réalisé à Strasbourg obtient le succès escompté, "je ne verrai à ce moment aucun inconvénient à étendre cette méthode" répond le ministre²¹.

Strasbourg n'aboutit pas dans les délais et Marseille est la première ville à mettre sur pied un plan de financement régional de son émetteur. Après de multiples réunions avec les services de la radiodiffusion, les représentants des collectivités locales et ceux de la Chambre de commerce, il est décidé que la moitié des trois cents millions nécessaires à l'édification de l'émetteur sera recueillie grâce à l'émission de bons de souscription, escomptables sur l'achat d'un récepteur. L'autre moitié de ces dépenses sera assurée par des "participations égales de la Ville de Marseille, du Conseil général et de la Chambre de commerce"²². Le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, Emile Hugues se félicite de la compréhension de la Chambre de Commerce et s'engage à accélérer au

¹⁹Assemblée générale du 28 juin 1948 du Syndicat des radio-électriciens de Marseille, Archives de la Chambre de commerce.

²⁰Délibérations de la Chambre de commerce de Marseille, Séance du 19 janvier 1951.

²¹Lettre de Albert Gazier, ministre de l'information à Jean Geoffroy, 23 février 1951.

²² Séance de la Chambre de commerce du 10 avril 1952, Vote d'un emprunt.

maximum les travaux²³. Ce ne sera pas la dernière fois que les collectivités locales participeront à l'équipement en émetteurs. A la fin des années 60, par exemple, le Conseil général des Alpes-maritimes investira plus d'un million de francs pour implanter des relais de télévision dans les régions montagneuses et des réémetteurs de la seconde chaîne²⁴.

PREMIÈRES CONSTRUCTIONS

Au début du mois de janvier 1954, la presse régionale commence à évoquer l'émetteur marseillais de télévision. On sait alors seulement qu'il est placé sur la chaîne de l'Étoile, qui entoure Marseille, qu'il couvrira toute la ville et qu'il permettra de capter les émissions parisiennes.

Marseille connaît alors une phase intense de restructurations urbaines ; de très importantes opérations d'infrastructure sont réalisées²⁵. Dans ce contexte, à la fin du mois de février 1954, est donné le premier coup de pioche officiel de l'émetteur de télévision par le Général Leschi, directeur des services techniques de la radio-télévision et grande figure de son histoire. A cette occasion, dans un discours prémonitoire et alors que les difficultés techniques sont loin d'être toutes résolues, ce grand ingénieur de l'histoire de la télévision souligne que le problème principal sera celui des programmes: "au rythme de 40 heures par semaine, la télévision n'est-elle pas en effet capable de dévorer en deux semaines et demie, la production annuelle du cinéma français?".

La télévision provençale bénéficie d'une heureuse conjoncture par rapport à ses consœurs : en effet, en même temps que l'émetteur, est construite une nouvelle maison de la radio-télévision en plein cœur de la ville, entre le parc Chanot et le stade-vélodrome, dans la zone qui jouxte la foire de Marseille. La radio-télévision est désormais située allée Ray

²³Lettre du 9 octobre 1953 au président de la Chambre de commerce.

²⁴ Lettre de Francis Palmero, président du Conseil général des Alpes-maritimes à Jean-Jacques de Bresson, alors Président de l'ORTF, 20 et 29 janvier 1970.

²⁵ Voir Philippe Sanmarco, Bernard Morel, *Marseille, l'endroit du décor*, Aix-en-Provence, Edisud, 1985, chapitre 4.

Grassi, du nom d'un jeune espoir de la boxe française qui trouva la mort sur le ring. Un centre de la RTF avait été aménagé deux ans auparavant dans l'ancien Palais de Congrès du Parc avec, en particulier, un très grand studio. Puis, alors que le projet de télévision était lancé, il est décidé de regrouper tous les services de la radio dans un même lieu et donc d'y implanter en même temps la nouvelle venue. Le bâtiment impressionne les techniciens par la qualité des traitements acoustiques. Admirative, la presse parle, elle, de cette cathédrale, de son boudoir et "des portes qui s'ouvrent sans qu'on en tourne la poignée". Le studio de télévision n'est pas grand (45 m²) mais, pour quelques années, l'espace ne posera pas de réel problème aux équipes de télévision mieux loties que la plupart de leurs consœurs régionales ; elles récupéreront en outre bientôt un ancien studio de radio.

Les émissions de la journée d'inauguration se préparent dans la fièvre. Un concours de speakerine est organisée, une "bachelière de 19 ans, aux magnifiques yeux bruns et à la voix claire" l'emporte sur la quarantaine de candidates. Elle séduit le jury qui ne se trompe pas sur "sa présence télégénique remarquable": Anne-Marie Peysson n'en fera pas longtemps profiter la télévision marseillaise qu'elle quittera quelques courtes années plus tard pour Paris²⁶. Nathalie Saltchenko, une étudiante des Beaux-Arts de Lyon, âgée de 23 ans, est également retenue.

Enfin, le 20 septembre 1954, ont lieu les premières émissions de la télévision provençale depuis un petit émetteur de secours du parc Chanot²⁷, non sans angoisse : une grève de la télévision a été prévue pour ce jour là, elle est *in extremis* suspendue à 13 heures. Pour répondre peut-être à Gaston Defferre qui insiste sur l'appartenance régionale du nouveau média, le gala joue la culture provençale avec des danses et des chants de la *Couqueto*, une société folkloriste, les *tambourinaires*, les chevaux de Camargue, le prêche du curé de Cucugnan, Luis Mariano...

²⁶ Parmi les nombreuses speakerines qu'emploiera la maison, signalons Jacqueline Diverres, recrutée à la fin des années 60 et qui sera ensuite, au début des années 80, journaliste. Ou encore, à Nice, Evelyne Leclercq qui fit ensuite une carrière parisienne.

²⁷celui de l'Etoile n'étant pas encore disponible.

Pour lui donner plus d'ampleur, cette première journée est organisée en même temps que l'ouverture de la trentième foire internationale de Marseille, au parc Chanot. *Le Provençal*, comme toute la presse, apprécie le gala, son cortège de notabilités locales et nationales, de personnalités du monde politique, économique, culturel et pardonne même aux téléviseurs installés dans le hall de la maison de la radio-télévision d'être restés aveugles et muets. D'autant plus que, divine surprise, le signal est perçu au delà de la zone annoncée, à Salon, Miramas, Aubagne, Rognac, La Ciotat, Martigues... où de nombreux radio-électriciens ont organisé des "réceptions". La qualité de la transmission est unanimement louée, une "image aussi bonne que celle du cinéma". L'émetteur de Marseille a en effet "une portée extraordinaire qui dépasse nos prévisions les plus optimistes"²⁸. Cependant, ce «caprice inattendu des ondes» a parfois un effet néfaste sur le développement de la télévision, comme l'indiquent les marchands de récepteurs. Perçues de loin, "ces émissions, quelquefois pâles, toujours plus ou moins troublées par des parasites de diverses natures prêtèrent le flan à toutes les critiques."²⁹

«IL N'Y A PAS QU'À PARIS»³⁰

La télévision a été intégrée à la radio et son directeur, René Besse, encadre les deux activités. Mais en cette fin des années cinquante, elle n'est encore un tout petit service, employant une petite poignée de

²⁸ René Besse, directeur régional, de la radio-télévision, conférence de presse, *Le Provençal* 22 août 1955.

²⁹ "On perçoit le signal de l'Etoile de Toulon... à Aix, Avignon, Nimes, Montpellier, Béziers... à Perpignan" titre, admiratif pourtant, *TV Marseille*, avril-mai 1955, n°8. L'article précise : "sans optimisme excessif, on peut affirmer, dès à présent que l'émetteur de l'Etoile dessert une population de plus de deux millions d'habitants".

³⁰ Pour reprendre le titre d'une émission des régions de FR3 de 1975 à 1983, assemblée à Marseille, produite par Henri Galissian et Pascal Copeau "qui avait trouvé le titre, une provocation qui ne plaisait guère au très jacobin président de FR3, Claude Contamine."

personnes. Les journalistes, tous pigistes au début, viennent essentiellement de la presse et dans une moindre mesure de la radio. Les techniciens, eux, ont été recrutés au cinéma pour les hommes d'images, ou encore chez les photographes, par exemple le cameraman Armand Petit. A côté d'une majorité de jeunes, quelques professionnels confirmés comme Jean Hubinet³¹ et quelques cadres dépêchés par la RTF comme Irène Fouquet, formatrice aux techniques de l'image, future responsable artistique de Nice, viennent renforcer l'équipe.

Pendant deux mois, les programmes sont nourris surtout par de vieux films de cinéma, par une émission locale et par des émissions parisiennes, qui parviennent à la station "dans des boîtes" et sont donc diffusées avec un différé d'au moins plusieurs heures, dans des conditions qui ne sont pas toujours optimales. Ainsi, l'image parvient parfois à Marseille sans le son, porté sur une autre bande, et les techniciens provençaux ne peuvent pas toujours rétablir la synchronie³². La liaison entre la station provençale et la télévision parisienne ne sera en effet établie qu'en décembre lorsque l'antenne de la Grande Étoile commencera à recevoir les ondes de la capitale relayées par six stations, et à rayonner sur la région. Le réciproque ne sera pas immédiatement possible, et Marseille devra attendre septembre 1956 avant de "prouver que la Provence et toute la région méditerranéenne sont susceptibles d'envoyer vers Paris des images d'un vif intérêt"³³. Passé le premier enthousiasme pour la prouesse technique, la presse régionale rappellera très vite qu'elle attend du nouveau média qu'il s'intéresse aux régions et ne se limite pas à la «kermesse parisienne»³⁴.

«PROVENCE-MAGAZINE»

A l'instigation de Gaston Defferre, *Provence-Magazine*, première émission de la télévision régionale est confiée à Jean de Benedetti,

³¹producteur, réalisateur, futur fondateur des Films du Soleil.

³² *TV Marseille*, n°4, novembre 1954.

³³*Le Provençal*, 22 août 1955.

³⁴Léon Bancal, *Le Provençal*, décembre 1954.

rédacteur en chef adjoint du *Provençal*. Le journaliste constitue son équipe avec des confrères du *Provençal* et du *Méridional*. et, nous a-t-il raconté, l'idée ne lui vint pas d'appeler les gens de la radio. Eux, en revanche, se soucient de la télévision naissante et s'estiment lésés de cette exclusion. Pierre Cordelier, en particulier, réagit fortement : "Dans le cabinet du secrétaire d'État à l'information, Émile Hughes, il y avait un garçon qui était éditorialiste à RTL, un de mes amis intimes, Raymond Thévenin. Nous avons débuté ensemble comme journalistes à Paris. Je l'ai appelé pour qu'il intervienne auprès de Hughes.³⁵" Une campagne est conduite à l'encontre du journaliste du *Provençal* l'accusant de "venir à la télévision pour y faire de la politique". Jean de Benedetti reçoit la visite de l'émissaire du ministre, Raymond Thévenin visiblement agacé de cette «cabale, de cette stupide histoire»³⁶, qui lui apportait aussi l'avis de Wladimir Porché³⁷ : «Benedetti est maître de ses décisions». "J'ai rapidement réfléchi - explique le journaliste - «Dehors» ou «dedans». Dehors, c'était l'épluchage effréné des peaux de banane. A l'intérieur, le contrôle était plus facile et j'ai accepté Cordelier, Bellair et Toursky, ce dernier avec beaucoup de plaisir."³⁸ L'équipe est ainsi constitué et ses journalistes deviendront des piliers de la télévision régionale : autour de Jean de Benedetti, Alexandre Toursky, Robert Bellair, Jean-Paul Seligman, Constant Vautravers, Raymond Gimel, Pierre Cordelier, Bruno Delaye³⁹...avec, pour les reportages, deux cinéastes, Jean Hubinet et Charles Santini escortés d'André Giran, sous la direction artistique de Pierre Fabre.

³⁵ Entretien avec Pierre Cordelier.

³⁶ Lettre de Raymond Thévenin, 1er octobre 1954.

³⁷ Alors directeur général de la RTF.

³⁸ Entretien avec Jean de Benedetti.

³⁹Constant Vautravers et Raymond Gimel viennent du *Provençal*, comme Jean de Benedetti. Jean-Paul Seligman est le seul journaliste du *Méridional*. Bruno Delaye est un célèbre reporter sportif, travaillant alors au *Soir*. Alex Toursky, Robert Bellair et Pierre Cordelier, venant de la radio, sont donc en minorité par rapport à leurs collègues de la presse écrite.

Provence-Magazine réalise dès le début du mois d'octobre 1954 les premiers reportages sur l'actualité régionale, reçoit des vedettes dans son studio du Parc Chanot et marie direct et télécinéma avec une habileté soulignée par la presse. L'émission est diffusée tous les samedis à 13 heures et dure une demi-heure. Les reportages sont réalisés en film muet, noir et blanc, comme les émissions, et commentés le plus souvent en direct⁴⁰. "La technique était rustique, du 16 mm qu'il fallait 4 ou 5 heures pour développer et que l'on montait sans table, avec une colleuse."⁴¹ Le décor est sommaire, c'est celui d'un salon assez ordinaire avec une petite table «de style» (indéterminé), quelques chaises, des rideaux de cretonne fleurie, devant une fenêtre aveugle⁴². La presse est assez satisfaite de l'émission, même si certains journaux soulignent la forte participation du "journal de Gaston Defferre" à l'émission⁴³, parfois surnommée «Provençal-Magazine». Certes, on regrette que les moyens matériels et financiers du magazine soient limités ; une deuxième caméra autoriserait des plans plus variés et diminuerait le recours au télécinéma (en particulier pendant les vacances), et puis l'unique voiture de reportage est largement insuffisante pour couvrir la région⁴⁴...

⁴⁰ La caméra de reportage n'était pas synchrone : elle ne permettait pas de prendre en même temps l'image et le son.

⁴¹ Entretien avec Pierre Cordelier.

⁴² En février 1955, le décor évolue : un bar à grande lumière à côté d'un vaste patio donne au studio "un cachet d'aimable distinction". *TV Marseille*, n°6, février 1955.

⁴³ *La Marseillaise*, 13 décembre 1954 ou encore les 10 et 11 mars 1958. Le journal accuse Jean de Benedetti d'être le maître occulte de la télévision régionale. Rappelons que ce quotidien est proche du parti communiste et que comme l'indique Philippe Sanmarco (*op. cit.*) "la presse marseillaise a joué un rôle considérable dans l'exercice du pouvoir de Gaston Defferre" tant avec *le Provençal*, "porte-parole de la municipalité" qu'avec *le Méridional*, marqué à droite, mais tenu un temps au soutien de la municipalité par la participation des élus de droite.

⁴⁴ Voir l'article de Raymond Gimel relatant ses premières expériences de télévision in *TV Marseille*, n°4, novembre 1954.

Jean de Benedetti a une «allure de pasteur protestant»⁴⁵, il introduit toute ses émissions par sa formule fétiche : «Amis de Provence, bonjour», il cherche l'humour, l'insolite et aime composer des plateaux artistiques prestigieux. Les journaux louent Jean de Benedetti et son style de présentation placé sous le signe de l'originalité : "Après s'être fait coupé les cheveux devant la caméra, après avoir accueilli dans le studio lionceaux et éléphant, après s'être plié à une expérience d'électro-encéphalogramme, il a accepté hier de s'entourer le cou d'un serpent python (4 mètres de long, 40 kilos). Cette petite «fantaisie» absolument inédite en France, présentée dans «Tartarinade», le sourire aux lèvres, et sans perdre le fil de l'interview, était non seulement révélatrice d'un certain courage et d'un singulier amour de la Télévision mais fut aussi sur nos écrans d'une haute cocasserie."⁴⁶ *Provence-Magazine* cherche en effet à compenser la faiblesse de ses moyens⁴⁷ en plaçant en intermède aux reportages et interviews de personnalités des séances inattendues, pastiches, lâchers d'animaux, numéros de music-hall...

D'autres journalistes de *Provence-Magazine* ont la faveur de la presse, relais peut-être de l'opinion publique. Constant Vautravers, normalien, journaliste, coproducteur d'émissions de radio, écrivain, commente les informations télévisées mais "il refuse énergiquement d'avoir un récepteur de télévision chez lui avant dix ans"⁴⁸. Pierre Cordelier, un journaliste, périgourdin, est "à 35 ans, l'incarnation même de la force paisible. Cet ancien élève de science po que le journalisme a conduit à la radio passe, avec une autorité souriante de la politique aux spectacles, du sport à la littérature, fait taire les bavards et met les importuns à la porte

⁴⁵ Comme il se qualifie lui-même. Archives et entretien Jean de Benedetti.

⁴⁶ *Le Provençal*, 3 juin 1956.

⁴⁷ L'émission, en dépit de son caractère journalistique, est financée sur les crédits artistiques de l'antenne régionale, déjà pauvre; il semble que la direction ait suggéré au responsable de faire appel à des bénévoles pour compenser la faiblesse des moyens, reprenant ainsi une pratique de la radio des années trente.

⁴⁸ "Télé-portrait", *Télé57*, 29 décembre 1957.

du studio.”⁴⁹ Pierre Cordelier a ses spécialités, la corrida en particulier, mais il traite tous les sujets⁵⁰. “Dans cette émission, on a fait beaucoup de «sujets» à nous, Toursky et moi. J’ai fait une émission sur Saint-John Perse, une sur Braque et beaucoup de sujets sur la corrida, dont l’un était intitulé “Une certaine idée de la corrida”, en diffusion nationale. C’est en 1957 que j’ai montré les premières images de corrida sur les antennes de la télévision régionale.⁵¹” Robert Bellair est moins remarqué par la presse, quand ses responsabilités administratives ne vont cesser de croître.

En janvier 1957, la partie “informations” de *Provence-Magazine, Actualités Méditerranée*, se sépare de l’émission pour être diffusée deux fois par semaine, sur un créneau différent. Tandis que Robert Bellair et Pierre Cordelier prennent en charge l’actualité, *Provence Magazine*⁵², toujours conduit par Jean de Benedetti s’affirme alors comme émission de variétés : “Le samedi amenait à Marseille toutes les vedettes de la chanson, du théâtre et de l’opéra. S’y ajoutait du pittoresque avec un souci constant de l’image.” L’émission s’arrête en 1962⁵³ : “Quand de Benedetti est parti, l’émission s’est arrêtée. Les émissions étaient très liées à des individus”⁵⁴.

LE POÈTE ET LA TÉLÉVISION

Le Journal de Mickey et les *Cahiers du Sud*, l’Ukraine et la Provence, les concours de beauté des stations balnéaires, la sémantique et la peinture, comédien par accident, peintre par épisodes, Alexandre Toursky⁵⁵ est une charade, il a marqué les quinze premières années de la télévision

⁴⁹ *Le Provençal*, 28 janvier 1954.

⁵⁰ Entretien avec Marie Albe.

⁵¹ Entretien avec Pierre Cordelier. On retrouve aussitôt dans le courrier des directeurs régionaux des lettres de protestation des adversaires de la corrida.

⁵² qui portera de 1957 à 1961 le nom de *Escale au Soleil*.

⁵³ Jean de Benedetti devient alors responsable de l’ACP (Agence centrale de Presse).

⁵⁴ Entretien avec Pierre Cordelier.

⁵⁵ dit Alex.

provençale, par ses talents mais aussi par son caractère extrême, passionné et chaleureux. Quand il entre à la RDF en 1949, il a publié de nombreux recueils d'une poésie sombre, lyrique, personnelle : "Dispute aux morts ce peu / de chair qui m'épouvante / empêche-moi d'entendre l'écho de ma question"⁵⁶. Il est un des animateurs de la vie littéraire marseillaise avec les *Cahiers du Sud* mais aussi le Club des Amis d'Arion qui réunit les écrivains de la région.

Responsable d'une chronique quotidienne à la radio, il s'intéresse à la télévision dès ses débuts. Réalisateur des premiers courts-métrages tournés par la station (*Via Marseille, Un billet pour Toulon, Un ciseau d'ombre*), producteur de *Dimanche en France*, animateur de la *Coupe de France des variétés* avec Pierre Brive, il sillonne surtout la région en quête de reportages et de personnages pour sa chronique du vendredi «Carte postale». Très attaché à la Provence⁵⁷, en connaissant toutes les ressources touristiques comme artistiques, on lui confie à plusieurs reprises les émissions nationales sur la région : "Né à Cannes, fils d'une mère qui vit le jour à Gardanne, elle-même de vieille souche ciotadaine, j'étais comme on dit dans le coup. Si l'on trouve que mon nom ne fleure pas assez le romarin, toute la responsabilité en incombe au rejeton d'une famille de boutiquiers de Kazan qui jugea bon de venir se battre chez nous en 14."⁵⁸

En décembre 1962, il est à l'initiative de la première émission culturelle régionale, *L'Album des arts et des lettres*, un magazine mensuel que viendra

⁵⁶ Outre cet extrait de *Christine ou la connaissance des temps* (op. cit.), citons *Enfances* en 1937 (La Phalange), primé par l'Académie française, *Ma destinée s'achève à l'aube*, (Editions du filin) en 1946, *Les Armes prohibées* chez Robert Laffont, en 1942... et son dernier ouvrage, posthume, *Loin de l'étang* en 1971 chez Seghers.

⁵⁷ Dont il disait: "en attendant, ce que je souhaite à mon Midi, qui n'est pas et ne sera jamais un «Disneyland» pour vacanciers, c'est de devenir dans le concert national, un interlocuteur exigeant." Note s.d. (début 1969).

⁵⁸Note de Alexandre Toursky pour répondre aux critiques contre *Midi au cœur*, son émission du 10 janvier 1969., diffusée sur la première chaîne.

plus tard remplacer *De soleil et d'azur* de Maguy Roubaud⁵⁹. Il est détaché aux relations publiques de la station en 1967 où il conçoit des émissions "en contact direct et permanent avec la clientèle": journal réalisé dans une ville ou dans un village, émissions publiques, visites guidées...⁶⁰ Il meurt peu après, des suites d'un accident de voiture, beaucoup regretté, trop vite oublié⁶¹.

PANNES ET CONCURRENCE

L'intérêt pour la nouvelle télévision demeure encore vivace: ainsi Gaston Defferre, le député-maire de Marseille, consacre une visite aux installations du Parc Chanot mais la satisfaction des premières semaines s'effrite vite. Les téléspectateurs se plaignent des interruptions, des pannes nombreuses, de l'incapacité de la station phocéenne à proposer un programme de remplacement. La rubrique du *Provençal* consacrée au Courrier des téléspectateurs devient le bureau des lamentations⁶². L'Association des téléspectateurs de Provence, créée en août 1953, avant même que la télévision ne soit reçue en Provence⁶³, s'en fait l'écho au début de l'année 1955 et présente ses doléances à la R.T.F. qui répond que le mauvais temps est cause de nombreux incidents, que l'on a fait des prodiges techniques pour ouvrir si vite et que l'antenne définitive devrait

⁵⁹ Une autre "figure" importante de l'histoire de la station, journaliste, productrice d'émission jusqu'à sa mort accidentelle en 1989.

⁶⁰ Discours de A. Toursky (s.d., 1970) sur "Les relations publiques".

⁶¹ Le 6 juin 1970, quelques jours après sa mort, la télévision lui consacre une émission. Dans les jours qui suivent, son nom est donné à un nouveau théâtre qui existe toujours, mais aucun de ses ouvrages n'est plus disponible aujourd'hui.

⁶² *La Marseillaise* (13 décembre 1954) a pourtant soupçonné la rubrique d'être une contre-partie des «accords secrets de publicité» passés entre le *Provençal* et la télévision marseillaise".

⁶³ Présidée par Pierre Gindre, un industriel, l'association se donne comme objectif de "favoriser l'organisation, le fonctionnement et le développement de la télévision en Provence et en France".

être mise en place à la mi-1955. Elle le sera en fait dès le mois de mars et la zone de réception de la station s'étend jusqu'à Montpellier et Aubenas. Les problèmes d'émetteur sont assez vite résolus, mais en février 1956, le froid se met de la partie et l'émetteur de l'Étoile subit une importante avarie qui le rend inutilisable pendant une semaine. En dépit des campagnes d'informations menées par les professionnels de la radio-électricité, les téléspectateurs de Provence sont encore peu nombreux : à la fin du mois d'avril 1955, cinq mille postes ont été déclarés dans la région⁶⁴.

Les deux ou trois premières années, la presse accorde une place de premier plan à la télévision (un papier par semaine environ dans *le Provençal* de 1954 à 1956) ; ensuite, rares sont les articles consacrés à la télévision régionale⁶⁵ ; même les transformations importantes, les nominations, les travaux ne sont guère signalés. D'autres projets de télévision mûrissent pourtant dans la région. Depuis 1949, Monaco, par le truchement de Charles Michelson, un publicitaire mêlé depuis 1935 à la création de plusieurs postes privés de radiodiffusion, étudiait la possibilité de construire un émetteur de télévision pour la principauté, situé en France sur le Mont Agel. Le démarrage est fort long, retardé en particulier par le krach de la banque monégasque en 1955⁶⁶. En décembre 1955, *Le Provençal* signale à ses lecteurs que Télé-Monte-Carlo lance une nouvelle télévision mais en fait, seuls quelques «privilegiés topographiques» provençaux peuvent recevoir la station monégasque dont la zone d'émission reste limitée à la Côte d'Azur et dont la programmation est faible.

Du côté de la RTF marseillaise, en tout état de cause, les choses sont claires et le resteront, le monopole n'est pas une chose vaine, d'autant plus que les émissions monégasques brouillent parfois l'antenne nationale qui

⁶⁴*Le Provençal*, 25 avril 1955.

⁶⁵ En février 1955, une rubrique régulière est créée : "Une semaine devant l'écran", signée par le journaliste François Vidi (un pseudonyme ou un nom prédestiné?). Mais l'espace consacré à la télévision régionale diminue très vite.

⁶⁶Voir Brochand, *op.cit.*, vol.2, pp 310-320.

proteste à de nombreuses reprises. En 1964, le responsable de la station provençale, Pierre-Antoine Deraigne ordonne "qu'aucune publicité ne soit faite à toutes manifestations organisées ou patronnées par une entreprise de radiodiffusion ou de télévision autre que la RTF"⁶⁷. A la fin des années 60, Télé-Monte-Carlo, dont la diffusion ne couvre pourtant qu'imparfaitement les Bouches-du-Rhône, vient provoquer la télévision nationale sur son fief en installant à Marseille même une salle de huit cents places dans laquelle elle enregistre une émission intitulée *Un million de Marseillais*.

PARIS-PROVINCE

Deux ans après le lancement de l'émetteur provençal, la liaison entre Paris et Marseille fonctionne dans les deux sens ; le mariage du prince de Monaco en avril 1956 en fournira une preuve éclatante en renvoyant vers Paris depuis le Pic de la Loube les nombreuses émissions qui lui sont consacrées. Pourtant l'échange, vu de province, n'est pas équilibré. L'image que donne d'eux la télévision parisienne semble aux Provençaux, en particulier, bien caricaturale: "Cessera-t-on de présenter la province sous un jour ridicule? Lille, Strasbourg, Lyon ne nous apportèrent rien d'autres que des sketches de patronage. Et, pour Paris, Marseille continue d'être symbolisée par la «partie de pétanque» qui ne fait même plus sourire le grand-père?"⁶⁸ L'argument, s'il est appliqué pour la première fois à la télévision, est déjà largement développé et a beaucoup servi à qualifier les relations culturelles avec la capitale ; il va alimenter longtemps la chronique des échanges entre la télévision provençale et sa «mère» parisienne.

Pendant trois ans, *Provence Magazine* reste la seule émission de la télévision provençale, une demi-heure toujours diffusée le samedi au moment du déjeuner. A partir de janvier 1957, une des rubriques de l'émission, *Actualités Méditerranée*, prend son autonomie et devient un programme *per se*. Première ébauche du journal régional, *Actualités*

⁶⁷ Note du 13 mai 1964.

⁶⁸ *Le Provençal*, 27 mai 1956.

Méditerranée est une revue filmée des principaux événements de la semaine, réalisée par Jean Hubinet avec des journalistes pigistes et, pour commencer, deux cameramen, Jacques Bianchi et André Giran. L'émission dure vingt minutes, elle est diffusée à deux reprises, le mardi en fin de journée et le mercredi à l'heure du déjeuner. Au même moment, est lancée la première émission sportive régionale; *Sport Flash* est animée par le journaliste Bruno Delaye avec Pierre Cordelier, toujours. De durée variable (entre cinq et quinze minutes), elle est diffusée le lundi en fin de soirée.

Comment les téléspectateurs apprécient-ils ces émissions ? La RTF, qui a mis en place une série hétérogène d'instruments de mesure de son public, ne se soucie guère de l'audience des émissions régionales⁶⁹. Un "vote de paille"⁷⁰ organisé par un journal hebdomadaire de programmes nous donne quelques indications sur la réception des programmes en Provence. Le caractère «officiel» des reportages pèse selon *Téléprogramme Magazine* aux téléspectateurs qui demandent "davantage de «faits divers», au lieu des prises d'armes, lancements de navire et sempiternelles inaugurations". Ils voudraient également davantage d'OM avec des comptes-rendus filmés, davantage de reportages locaux en direct et de retransmissions du TNP ou de l'Opéra. Côté émissions, *Actualités Méditerranée* et ses informations sont deux fois moins appréciées que les deux autres émissions que produit alors la télévision régionale, *Sport Flash* et *Provence Magazine*. Les présentateurs préférés sont Raymond Gimel (309

⁶⁹ Sur les enquêtes de la RTF dans les années cinquante, voir Cécile Méadel, "La formation des comportements et des goûts. Les sondages à la télévision française dans les années cinquante", in *Ces réseaux que la raison ignore*, Paris, L'harmattan, 1992. Selon Jacques Durand, les quelques rares enquêtes des années 60 et 70 auraient donné des résultats peu satisfaisants.

⁷⁰ Il s'agit d'une enquête menée le plus souvent par un journal auprès de ses lecteurs. Etablie sur la base de la coopération volontaire du public et sans recherche de représentativité, cette mesure est considérée par les statisticiens comme peu fiable.

points) et Jean de Benedetti (303 points), loin devant Axel Toursky (205 points), Robert Bellair (192) ou Pierre Seligman (89)⁷¹.

⁷¹ Téléprogramme Magazine, n°168, 11-17 janvier 1959 (supplément 4 pages Marseille).

CHAPITRE 2 : PROVENCE ACTUALITÉS

LE LONG RÈGNE DE ROBERT BELLAIR

Après René Besse, un postier qui de l'avis général ne s'intéressait guère à la télévision naissante, Pierre-Antoine Deraigne est directeur régional de 1961 à 1964, "parachuté de Paris", ou du moins vécu comme tel. Soucieux de son personnel (il intervient à plusieurs reprises à Paris pour que soit appliquée "la plus élémentaire justice sociale"), il ne manque pas d'un certain caractère. En témoigne, entre autres, une anecdote qui nous a été racontée par André Remacle, un journaliste de *La Marseillaise*, écrivain, collaborateur de la radio. Celui-ci propose une pièce pour un concours de théâtre intitulée *Quatre pas sur le sable*. "J'ai été choisi à l'unanimité. Quelqu'un dans le jury, après le vote, a dit : «Mais vous ne savez pas qui est Remacle... il est communiste.» Deraigne a dit alors : «On l'a choisi et je ne permettrais pas que l'on change d'avis.» Il était de droite mais il était honnête." conclut l'écrivain. Le prix ne lui sera cependant pas attribué, à la suite, semble-t-il, d'une intervention parisienne.

Pierre-Antoine Deraigne n'était pour autant pas apprécié de tous ; de l'avis de ses collaborateurs, il ne s'intégra pas à la ville. A lire son courrier, il se préoccupa davantage de problèmes administratifs - et en particulier de problèmes de personnels - que des programmes ou des relations avec les pouvoirs locaux. Il prit fort mal son éviction par l'homme qu'il n'avait eu de cesse de soutenir : Robert Bellair⁷².

⁷² Six ans après, rencontrant un membre de la station marseillaise, il provoqua un petit incident, raconté bien sûr à l'intéressé qui le rapporta en ces termes à un directeur de l'ORTF : "M. Deraigne a eu l'extrême amabilité de s'informer de ma santé en ces termes : Ce cochon qui dirige

Robert Bellair, ce Périgourdin qui s'attache lui furieusement, à Marseille marque plus durablement la station. "L'homme avait des lunettes fumées, un porte-cigarette, une DS noire et un chauffeur qui s'appelait Jules" - le décrit un journaliste qui ne l'a pas connu à ses débuts - est familier de tous, notable parmi les notables, mais aussi politique parmi les politiques. Gaulliste avoué, on le dit protégé d'Alain Peyrefitte, le redouté ministre de l'Information des années soixante⁷³. A Marseille, *Le Méridional* le soutient quand *Le Provençal* l'attaque, l'accusant d'allégeance trop marquée au gaullisme⁷⁴. Ses appuis politiques passent également par les réseaux de la Résistance (les FFL) dans laquelle il s'est engagé à l'âge de 17 ans.

Recruté comme journaliste, il travaille à la radio marseillaise depuis 1949 et devient un des piliers de la rédaction et participe à l'émission *Provence-Magazine*. A partir du mois d'août 1962, il est chargé de coordonner les activités des services de l'actualité radio-télévisée, tandis que Max Gaussen est secrétaire de rédaction. Pierre-Antoine Deraigne, le directeur régional, n'a que compliment pour ce journaliste qui travaille bien au-delà des horaires réglementaires et qui encadre sans problème l'équipe du journal télévisé. En 1964, bénéficiant d'une promotion remarquablement rapide, Robert Bellair est nommé directeur régional et son long règne (13 ans) ne fera pas l'unanimité.

Jaloux de ses prérogatives, Robert Bellair aime tout contrôler, ne tolère pas que des équipes parisiennes viennent sur son territoire sans le consulter, entretient des relations souvent orageuses avec ses collaborateurs (il suscite en particulier des haines tenaces chez certains anciens professionnels de la télévision qu'il fait partir, en utilisant parfois ses réseaux politiques). "Il n'avait pas de formation universitaire. Mais il avait une intelligence de situation, de l'intuition. Il supportait mal de

Marseille n'est pas encore crevé ?" Lettre de R. Bellair à W. Studer, 24 janvier 1970.

⁷³ Voir Jérôme Bourdon, *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, Paris, Anthropos, 1990.

⁷⁴ Voir par exemple *Le Provençal* du 5 octobre 1958 et *Le Méridional* du 6 octobre 1958.

diriger des gens qui l'avaient connu comme simple employé⁷⁵." Habile politique, il plie quand il faut, et réussit à survivre aux colères répétées de Gaston Defferre et des hommes politiques de tous bords.

Robert Bellair nomme Max Gaussen à la tête du bureau régional d'information (BRI), et, après quelques tracas, finit par imposer son choix à Paris. Il loue les qualités du journaliste, un ancien entré à la RTF en 1955, et décrit par là même ses conceptions du journalisme régional : "Un seul m'a en fait remplacé. Il a 38 ans et connaît maintenant, tout comme moi, tous les problèmes de la Région, toutes les personnalités, leur couleur, leurs "relations", leurs amis ou ennemis, bref tout ce qu'il faut savoir pour mener à bien notre mission. Ce garçon a toute ma confiance, il réagit comme moi. Il est obéissant et d'humeur égale, accepté partout. (...) Les gens qu'il dirige travaillent bien et dans la bonne humeur⁷⁶." Il a comme adjoint (ingénieur en chef) Jean Giraud, présent dès les premières heures de la télévision et qui partira en 1971, laissant la place à Paul Lanteri.

LA BELLE ÉPOQUE DES JOURNALISTES

Pendant quelques années, la télévision occupe une position marginale à l'intérieur comme à l'extérieur de la Radio-télévision française. Les responsables des informations régionales sont chargés en même temps de la radio et de la télévision et c'est au plus ancien et plus populaire des médias qu'ils consacrent toute leur énergie, d'autant plus que la télévision leur échappe partiellement : "L'information télévisée échappe paradoxalement à l'autorité du secrétaire de rédaction" regrette Fredien Santini en septembre 1960. Selon une tradition venue de la radio d'avant-guerre et qui se perpétue pour l'information radiodiffusée régionale, la plupart des journalistes sont pigistes⁷⁷ et le plus souvent, la télévision

⁷⁵ Entretien avec Paul Lanteri.

⁷⁶ Lettre de Robert Bellair à Bernard Gouley, 17 novembre 1964.

⁷⁷En 1960, un seul journaliste, Fredien Santini, responsable de l'information radio, est salarié de la RTF, tous les autres collaborateurs (7 chroniqueurs et reporters) sont rémunérés à la pige. Lettre de Fredien Santini au directeur de l'information, 5 septembre 1960.

n'est que leur second employeur, assez peu prodigue de surcroît. En outre, les moyens financiers sont très limités ; en 1963, par exemple, la télévision est obligée de suspendre ses collaborations avec un certain nombre de journalistes pigistes car les crédits de l'année précédente n'ont pas été reconduits.

A partir de 1958-1959, l'équipe de la télévision commence à se structurer, et à se renforcer, d'autant plus qu'arrivent d'Algérie en 1962 et 1963 des professionnels, surtout techniciens, que la station doit reclasser⁷⁸. Face aux gros bataillons de la radio, l'équipe de la télévision est encore petite, elle couvre une région importante, de Perpignan à Menton ; elle sillonne les routes avec une grande liberté et une indépendance dont elle gardera longtemps la nostalgie.

L'émission locale est d'abord hebdomadaire ; certes, il y a le journal parisien quotidien qui réclame beaucoup de reportages, mais la pression est lointaine. Un sens bien compris des hiérarchies pousse pourtant le directeur régional de Marseille, Pierre-Antoine Deraigne à écrire au directeur des informations parlées et télévisées, André Gérard, "Croyez que je pense davantage au JT qu'à nos émissions régionales auxquelles je n'attache qu'une importance très relative"⁷⁹. Les journalistes et techniciens peuvent sans trop de contrôle choisir leur sujet, déterminer le temps qu'ils lui consacreront et le traitement qu'ils lui feront subir. "Les conditions de travail étaient tout à fait différentes. On n'avait pas la notion de concurrence, la pression d'un passage à l'antenne rapide. (...) Nous, on avait le temps. Il n'y avait pas de concurrence entre les chaînes. On n'était pas contrôlé, on était toujours par monts et par vaux."⁸⁰

⁷⁸Pour l'ensemble des activités, radio et télévision, en 1960, budget : 6,5 millions, 195 agents dont 22 administratifs. En 1962, budget : 9,9 millions, 264 agents, dont 33 administratifs.

⁷⁹Lettre du 8 mai 1962.

⁸⁰ Entretien avec Armand Petit, cameraman, journaliste.

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN

A l'instigation d'Alain Peyrefitte, ministre de l'Information de 1961 à 1966, l'information régionale connaît un développement sans précédent. Des journaux quotidiens sont partout créés. A Marseille, *Provence-Actualités* débute le 29 novembre 1963. Diffusé à 19 h 25, l'émission devient la grande affaire de la station. Alain Peyrefitte assiste à l'inauguration, emmenant avec lui Robert Bordas, le directeur général de la RTF et Roland Dordhain, il proclame : "Chaque soir, vous verrez des images de cette activité qui de la région marseillaise, et de la Provence, votre région va faire une région à la pointe du progrès et de l'expansion de la France." Rude ambition pour un journal !

L'horaire de diffusion pose quelque problème : doit-on exclure les émissions régionales de ce qu'on n'appelle pas encore le *prime-time*. "Alors qu'en radiodiffusion sonore, les programmes régionaux sont donnés en «décrochage», c'est-à-dire en coupure du relais d'un programme donné, en télévision régionale on applique en général le principe d'émissions hors antenne, c'est-à-dire diffusées avant l'ouverture du programme national. Doit-on s'en tenir à cette règle qui, automatiquement, nous repousse à des heures de moindre audience ?"⁸¹ Le chef de services artistiques signale pourtant que Bordeaux, qui a coupé un programme parisien pour y substituer une des ses émissions a immédiatement provoqué des réactions du "public qui considère avoir droit à l'ensemble des programmes parisiens, ainsi qu'à son supplément régional."

"A ses débuts, et jusque vers la fin des années soixante, le journal télévisé régional se définit comme des actualités cinématographiques offertes à domicile. Les sujets sont en noir et blanc, muets, longs et réalisés à partir d'un scénario ; ils racontent une histoire en cinq ou six

⁸¹ Pierre Bury (1963). "Marseille dans les plus beaux décors du monde". *Les cahiers de la télévision*, (n°5), pp.20-26.

minutes (...). L'image illustre plus qu'elle ne révèle."⁸² Ensuite, les sujets deviendront plus courts, plus synthétiques et moins "écrits". Pauvres, les actualités régionales se cantonnent souvent à leur département d'origine⁸³. Les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes sont à peu près couverts, mais les sept autres départements de la région⁸⁴ "n'ont que très rarement l'occasion de s'exprimer à l'écran"⁸⁵. Le journal comprend beaucoup de sujets culturels ou touristiques, les événements politiques sont eux abordés avec une prudence certaine : "On se gardait bien d'aborder les sujets politiques de fond, qui sont restés pratiquement tabous jusqu'à la fin des années soixante. Je participais pourtant au journal dès qu'il y avait des élections, je couvrais la préfecture, la mairie. Mais il n'y avait pas de discussions, pas de commentaires. On diffusait les chiffres et c'était tout."⁸⁶

A la rentrée 1965, les actualités régionales de Marseille sont restructurées. Elles sont désormais composées de trois rubriques qui durent chacune environ quatre minutes. La première est toujours consacrée à l'actualité, les autres sont organisées autour de grands thèmes ; le mardi par exemple, après l'actualité, suivent "La vie maritime" et les "Jeunes", le jeudi, "Pour vous madame" et, en alternance, "Jeux et traditions" ou "Les animaux"... Les sujets thématiques sont traités sous forme de magazine ou d'un petit ensemble de sujets brefs. En fait, *Provence-Magazine* alternait déjà des chroniques hebdomadaires régulières, mais leur organisation est mieux structurée, et leur thème diversifié. Quoi qu'il en soit, la réforme est jugée par Paris suffisamment intéressante pour que le délégué aux stations régionales, Bernard Gouley,

⁸² Jérôme Denery, *L'évolution du journal télévisé régional Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse de 1954 à 1974*, Mémoire de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, 1983-1984.

⁸³ Alors que la zone de réception de la station s'étend : dès 1962, 9 émetteurs et 26 réémetteurs permettent de couvrir la région.

⁸⁴Var, Vaucluse, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Corse, Hérault, Gard.

⁸⁵ Note de Pierre-Antoine Deraigne pour M. Bulot, administrateur des journaux de la RTF, 16 mai 1963.

⁸⁶Entretien avec Marie Albe.

demande aux autres stations régionales de s'en "inspirer et d'adapter les grandes lignes de cette formule à leur région"⁸⁷.

Malgré cette pression de l'actualité quotidienne, il subsista sans doute quelque temps un certain décalage entre les normes de professionnalisme de la radio et celles de la télévision, d'autant plus que l'équipement de la télévision était souvent vétuste ou incomplet⁸⁸. Le responsable de la télévision, Robert Bellair, ayant lui-même été journaliste, portait un jugement sans complaisance sur le travail réalisé par ses équipes. Dans un courrier à Henri Toreilles, le chef du centre de production, il donne des notes aux huit sujets du journal télévisé régional du 6 septembre 1965 ; il estime que trois étaient très mauvais et deux assez bien. "En conclusion, mis à part l'excellent travail de M. Liabœuf, les sujets tournés par les cameramen contractuels sont de très mauvaise qualité". Et il rajoute "Je vous laisse le soin d'établir si la faute est due au matériel utilisé ou au «laisser-aller» de certains cameramen⁸⁹." Le propos, qui ne dut rien arranger des relations que l'homme entretenait avec ses anciens collègues devenus subordonnés, était sans doute partiellement fondé. "C'était une autre manière de travailler, sans doute moins sérieuse mais plus drôle. Quand je suis rentré en retard d'un reportage sur une avalanche à Montgenève parce que j'étais parti me promener deux jours à Turin avec une équipe de la RAI rencontrée là-bas, j'ai rapporté le reportage avec trois jours de retard, Bellair était vert, fou de rage. On était seuls à faire des images. Il faut bien dire aussi que c'est peut-être pour ça que Paris a envoyé des équipes en province pour couvrir certains reportages. On a sans doute un peu exagéré. On choisissait des reportages pour se faire plaisir. Après, les choses ont changé."⁹⁰

De fait, les exigences professionnelles sont assez vite adoptées par la rédaction marseillaise. La pression extérieure augmente, la deuxième

⁸⁷Note et lettre du 23 septembre 1965.

⁸⁸ Le premier car de reportage, noir et blanc arrive à la station en 1969, «récupéré» des services parisiens. En 1972, Marseille obtient un car couleur neuf.

⁸⁹note du 6 septembre 1965.

⁹⁰Un journaliste.

chaîne qui commence ses émissions en 1964, exige elle aussi son lot de sujets régionaux. Robert Bellair lui-même souligne les qualités professionnelles de ses équipes et en particulier de Daniel Leschi, Jacques Linski, André Hatchondo, Jacques Vigneux... En revanche, les relations se tendent entre le directeur régional et le rédacteur en chef, Max Gausson, qu'il a pourtant choisi.

MARSEILLE ET SES PROVINCES

En matière de radio déjà, la région est décentralisée et dispose d'un certain nombre de bureaux, à Nice, Toulon, Ajaccio, Gap et Avignon qui s'occupent non seulement d'information locale, mais aussi de la redevance, de la réception et des services techniques. Les journalistes de ces bureaux locaux fournissent des "correspondances" à la télévision mais ne sont pas équipés pour les reportages. La RTF décide assez rapidement de démultiplier les studios régionaux. Au début des années soixante sont inaugurés des studios à Ajaccio, Nice, Toulon. Dès 1963, la RTF demande au directeur régional d'envisager la diffusion d'émission locales depuis Toulon, ce que la réduction des budgets rend difficile⁹¹. En revanche, la Côte d'Azur bénéficie rapidement d'une antenne.

En 1962, la RTF, toujours dans le cadre de cette politique de régionalisation de l'information, décide d'établir à Nice un bureau d'information pour la télévision ; trois cameramen, pigistes réguliers, sont mutés. Jusque-là, la correspondance du journal télévisé était assurée par une sorte d'agence privée, entièrement indépendante de la RTF. L'année suivante, la RTF décide d'accroître encore sa présence sur la Côte d'Azur et d'exploiter un centre autonome d'actualités télévisées dans les studios niçois de cinéma de la Victorine⁹² (le centre est déjà utilisé pour alimenter Paris et Marseille en reportages sur la Côte d'Azur, nombreux puisqu'environ vingt-cinq sujets sont envoyés chaque mois aux actualités nationales). Depuis le 21 février 1964, date de son lancement par Alain

⁹¹Note de Deraigne du 13 mars 1963.

⁹² Lettre de P. A. Deraigne à Georges Riou, chef de cabinet du ministre de l'information du 16 octobre 1963.

Peyrefitte, ministre de l'information, le centre de Nice diffuse un journal quotidien de 19 h 40 à 19 h 55 sur la première chaîne.

Le responsable de l'information, déjà chargé de la radio, s'occupera des retransmissions, du télécinéma, il commandera également des sujets d'actualités locales "à des opérateurs titulaires et pigistes", sous la responsabilité de "M. Giran, faisant fonction de chef opérateur", chargé en fait d'assurer la responsabilité de la correspondance télévisée de Nice⁹³. Irène Fouquet est alors responsable du bureau régional artistique. Jusque-là, une équipe de trois cameramen pigistes couvrait l'actualité des Alpes-Maritimes. André Giran est alors journaliste à Marseille, entré comme pigiste en 1956 après avoir collaboré à *Paris-Match* et *France Dimanche* pendant dix ans. Un militant gaulliste, Maurice Ferro fait démarrer le journal niçois en 1963. Puis, trois ans plus tard Jacques Donot, un journaliste qui travaille à la radio publique depuis 1936, dirige l'ensemble des services (BRI et BAR⁹⁴) de Nice. Ancien résistant, déporté, spécialiste de l'aviation, le journaliste reste en place jusqu'en 1974. Ce journal a une telle ampleur que, selon Pierre-Antoine Deraigne, "Nice a pratiquement acquis en matière de radio et de télévision son indépendance complète"⁹⁵, pratiquement et non totalement car l'autonomie totale de la Côte d'Azur est une revendication permanente. Les moyens de Nice ne sont pas négligeables, si on les compare à ceux de la station régionale ; Nice dispose d'un studio avec les installations techniques annexes, de deux voitures de reportages et d'un studio de prises de vue à Menton.

En mai 1968, la grève touche la télévision régionale mais sans atteindre l'intensité qu'elle connaît à Paris, sauf à Nice où le climat est très tendu. Dans ses courriers à Paris, le directeur régional minimise le conflit ; à Marseille, selon lui, les syndicats n'existeraient quasiment plus depuis quatre ans ; seuls les techniciens auraient été majoritairement en grève ; il

⁹³Note de service, 528/DRD/63 et lettre de Pierre-Antoine Deraigne à l'inspection générale du 8 mai 1962. André Giran rejoindra Marseille à l'arrivée de Maurice Ferro, quelques mois plus tard.

⁹⁴ Bureau régional d'information et Bureau artistique régional.

⁹⁵ Lettre de Pierre-Antoine Deraigne au rédacteur en chef de *Télémagazine*, 29 juillet 1964.

oublie d'indiquer que la position des journalistes, pigistes, rendait plus difficile leur participation au mouvement. Il affirme aussi⁹⁶ : "l'objectivité de nos émissions n'est jamais mise en cause. Il n'a été question d'objectivité que le jour où sont arrivés les «commandos» parisiens conduits par Maurice Séveno⁹⁷." Pour certains, cependant, "la grève était naturelle. Tous les matins, nous nous retrouvions en face de la station dans le jardin"⁹⁸. Le travail reprit cependant sans tensions violentes entre les non-grévistes et les autres, et sans licenciements massifs.

⁹⁶ Lettre à Bernard Gouley, 21 juin 1968.

⁹⁷L'un des rares journalistes socialistes de l'antenne parisienne, il fut licencié de l'ORTF après les événements de mai.

⁹⁸Marie Albe, entretien.

DES AUTORITÉS

Comment se passent les relations avec l'autorité centrale, avec Paris ? Le contrôle est globalement faible sur les programmes et les contenus. La RTF ne se mêle des émissions que lorsqu'elles suscitent des réactions politiques, ou encore lorsqu'il y a concurrence avec ses propres programmes. Ainsi, le responsable national des stations régionales, Bernard Gouley dans les années soixante, rappelle que la sortie de films nouveaux ne doit pas être évoquée dans les journaux régionaux puisqu'elle est du ressort des "magazines spécialisés de Paris"⁹⁹. La pression ne semble pas avoir été très forte dans ces premières années pour obtenir des régions des reportages plus nombreux. Il est vrai que la télévision parisienne n'en était elle-même qu'à ses débuts. Paris regarde les réalisations de ses antennes régionales avec condescendance ainsi que le montre cette belle dénégation : [parlant de *Dimanche en France* qui a succédé à *Provence Magazine*] "c'est là une excellente émission régionale qui prouve, s'il en était besoin, que l'on peut faire largement confiance aux équipes de province"¹⁰⁰.

Quelques années plus tard, les contacts ne sont pas plus étroits mais les conflits se multiplient à propos des sujets régionaux. Tantôt, une équipe parisienne arrive en Provence, parfois sans avoir prévenu la région, réclame un soutien des équipes techniques, tourne un sujet qui vient d'être réalisé par la télévision régionale, s'inspire d'un autre qu'elle vient de faire pour nourrir un de ses programmes... Tantôt, les reportages régionaux insérés dans le journal national ne sont pas annoncés, les sujets choisis à Paris sont "refusés *a priori*", les journalistes et les rédactions ne sont pas nommés... Tantôt encore, les plus beaux matches sportifs sont «fauchés» aux journalistes locaux frustrés, à qui Paris ne laisse que des matches de second ordre. Bref, en dépit des cinq cents sujets annuels que les journalistes de Marseille s'honorent de fournir aux actualités

⁹⁹ Note du 23 novembre 1965.

¹⁰⁰ Rapport d'écoute du Contrôle artistique des émissions, RTF, 26 avril 1959. Archives Jean de Benedetti.

nationales, Robert Bellair regrette "l'absence de contact amical entre le journal télévisé [national] et les Bureaux régionaux d'information."¹⁰¹

Si les contenus préoccupent relativement peu Paris, en revanche l'autorité centrale entend exercer un plein contrôle sur les décisions administratives et les aspects politiques, être tenue au courant de manière très suivie de l'activité de ses régions. Les directeurs régionaux doivent appeler quotidiennement par téléphone le responsable des stations régionales¹⁰². Une note du directeur général en janvier 1965 précise que la direction de la RTF doit être systématiquement et immédiatement informée de tous les contacts que les directeurs régionaux ont avec les syndicats¹⁰³. Des réunions régulières (mensuelles, le plus souvent) sont organisées à Paris dès les années soixante pour confronter les directeurs régionaux et la direction centrale. Les questions les plus souvent abordées portent sur des difficultés techniques (problèmes d'émetteur, d'absence de moyens...) et surtout les problèmes d'effectifs, toujours manquants, toujours insuffisants... A la fin des années soixante, l'ORTF affiche sa volonté de mener une politique de décentralisation qui porte essentiellement sur les moyens. Les responsabilités financières et administratives des stations régionales sont accrues, leurs équipements sont améliorés¹⁰⁴. L'aboutissement de ce mouvement sera en 1973 la création de la troisième chaîne.

Paris se manifeste souvent à la suite de protestations émanant d'un homme politique local mécontent d'une décision de l'antenne régionale. Le choix des personnels ne fait pas l'objet de contrôle *a priori* mais peut donner lieu à des vérifications ultérieures. Ainsi, la RTF met-elle en garde Pierre-Antoine Deraigne contre "les opinions activistes de M. Marceau Ferrari", le correspondant de Toulon qui travaille, il est vrai, à *la République du Var*, un "journal d'obédience socialiste, dirigé par M. Defferre, frère du député-maire de Marseille"¹⁰⁵. Le directeur régional,

¹⁰¹Lettre à Bernard Gouley, 13 octobre 1967.

¹⁰²Note de Bernard Gouley du 8 janvier 1965.

¹⁰³Note de Bernard Gouley.

¹⁰⁴ Voir Frantz Killius, *op. cit.*, pp.30-31.

¹⁰⁵ Lettre de Pierre-Antoine Deraigne à Jean Guillon du 25 avril 1963.

pour défendre son collaborateur, vérifie d'abord auprès du commissaire des renseignements généraux la vacuité des faits qui sont reprochés au journaliste (une enquête a été conduite sur lui), puis il obtient un satisfecit du député UNR du Var. Cette défiance concerne avant tout les journalistes : l'ingénieur Paul Lanteri par exemple raconte n'avoir jamais caché ses sympathies pour le parti communiste : "Bellair appela Claude Mercier - le directeur technique de l'ORTF - au moment de ma nomination, en 1965 et lui dit «Mais il est communiste». Mercier lui répondit : «Comment le savez-vous ? - Il me l'a dit. - Alors vous voyez, il ne le cache pas.» Cela n'a jamais posé de problème." conclut Paul Lanteri.

De nombreuses précautions sont prises au moment des élections. Robert Bellair, sans doute pour éviter tous problèmes, interdit par exemple que tout nom de candidat soit prononcé à l'antenne à partir du 26 février 1965, date d'ouverture de la campagne électorale. Il est vrai que la pré-candidature de Gaston Defferre aux élections présidentielles ne lui facilitait pas les choses¹⁰⁶.

Croissant en importance et en reconnaissance, la télévision prend l'habitude de gérer les demandes des notables qui trouvent toujours qu'elle ne leur consacre pas assez de temps. Peu à peu, elle s'impose comme un acteur important de la communication régionale.

Les responsables de la télévision régionale sont vus par tous comme les courtiers placiers de l'ensemble des activités de la région et nul ne comprend qu'ils n'accordent pas autant d'importance qu'ils le devraient à l'inauguration de tel monument, à la fête votive de telle commune ou au meeting aérien de telle autre. Le courrier des directeurs de stations, et dans une moindre mesure celui des responsables de l'information est une suite ininterrompue, dès les années cinquante, de lettres demandant ou exigeant la collaboration de la RTF. Le partage des tâches n'est pas toujours clair ; la télévision régionale s'est donné comme règle de rendre compte des événements mais de ne pas les annoncer pour "ne pas aborder le côté publicitaire"¹⁰⁷. Certains l'acceptent mal et les responsables des

¹⁰⁶ Note du 24 février 1965.

¹⁰⁷ Exemples de reportages : le 18 février 65 : le prix des écoles des beaux-arts, une convention de la ville de Marseille et un congrès de sports

arènes d'Arles refusent ainsi de laisser entrer les reporters de la RTF parce que la station régionale n'a pas accepté la veille de faire l'annonce d'une corrida¹⁰⁸. Robert Bellair tient à s'en expliquer auprès du maire "pour ne pas gâter les excellentes relations qui unissent la ville avec notre maison". A la fin des années soixante, la station provençale tenta de satisfaire - et de circonscrire - les sollicitations des milieux artistiques en créant *De soleil et d'azur*, "un magazine destiné à absorber ces demandes qui auraient incombé autrement à la rédaction¹⁰⁹".

Les autorités administratives ne sont pas en reste, et en ces débuts des années soixante, les directeurs régionaux de la télévision ne sont pas toujours en position de leur résister, au moins ouvertement. Quand le préfet exige, par exemple en octobre 1965, à la suite d'une intervention d'un secrétaire d'État, que soit couvert le cocktail d'inauguration de l'Union française immobilière "lançant à Marseille une importante opération de construction de logements de grand standing", Robert Bellair, *volens nolens*, doit lui accorder une minute quarante-cinq de *Provence Actualités*¹¹⁰. "Dans l'actualité régionale, il y avait des figures imposées, beaucoup d'inaugurations, de rubans à couper, de remises de médailles. On faisait beaucoup d'officiel. Il y a eu un préfet qui exigeait qu'on le voie toujours les jours. Au moindre de ses discours, il y avait un cameraman de chez nous."¹¹¹

La direction régionale est en fait en contact étroit avec les autorités préfectorales. Ainsi, à la demande du responsable des stations régionales de la RTF, Robert Bellair explique que "les rapports avec le préfet régional sont très fréquents et qu'ils revêtent trois aspects : 1) par courrier quotidien, 2) par téléphone, 3) au cours de réunions mensuelles pour les

sous-marins. Le 23 janvier 65 : l'inauguration du centre routier marseillais, la soirée des ballets de l'opéra et Luna Park.

¹⁰⁸ Lettre de Robert Bellair du 21 septembre 1964.

¹⁰⁹ Entretien avec Henri Galissian.

¹¹⁰ Lettre du préfet des Bouches-du-Rhône, s.d. et réaction manuscrite de R. Bellair.

¹¹¹ Entretien avec Armand Petit.

grands sujets magazines d'ordre économique"¹¹². Ces échanges portent sur le contenu de l'information mais aussi sur l'orientation qui leur sera donnée.

Des listes précises des reportages réalisés sont dressées régulièrement, moins pour évaluer le journal que pour répondre aux lettres de protestation et aux articles de presse mettant en doute l'objectivité de la télévision régionale. De manière plus ou moins implicite, il semble que la règle des deux tiers pour la majorité et du tiers pour l'opposition soit à peu près respectée. En 1973, dans un de ces comptes d'apothicaire qu'exigent les nombreux protestataires, Marseille fait savoir que, durant les deux premiers mois de l'année, elle a consacré 40 minutes et 32 secondes avec deux diapositives et quatre citations aux personnalités politiques appartenant à la majorité, tandis que l'opposition a bénéficié de 24 minutes et 8 secondes, plus deux diapositives et sept citations.

DES ÉLUS ET DE GASTON DEFFERRE

Présent dès les débuts de la construction de l'émetteur, Gaston Defferre était intéressé à divers titres par la télévision: comme responsable du *Provençal*, comme ancien ministre de l'information, mais avant tout comme député des Bouches du Rhône et maire de Marseille. Il surveille déjà attentivement la radio, soucieux en particulier de maintenir l'influence des communistes et de reconquérir les classes populaires marseillaises¹¹³. Il aurait demandé ainsi un rapport à Jean de Benedetti, journaliste à la fois au *Provençal* et à la télévision, afin d'identifier les employés communistes de la station¹¹⁴, le chef de centre, Henri Toreilles étant particulièrement visé. *Le Provençal* développa une polémique accusant M. Cléressy d'accorder trop d'importance au journal communiste *la Marseillaise* dans les revues de presse qu'il donnait à la station. *La Marseillaise* répondit, elle, en accusant *le Provençal* et son patron

¹¹²Lettre du 9 juillet 1965.

¹¹³ Voir Philippe Sanmarco, Bernard Morel, *Marseille, l'endroit du décor*, op. cit.

¹¹⁴ Frantz Killius *op. cit.* p. 17.

d'avoir "noyauté" la télévision, et même d'avoir conclu des accords publicitaires secrets ; l'époque était alors au conflit ouvert entre les communistes et les socialistes marseillais.

Pendant près de trente années, la télévision provençale et le maire de Marseille vont entretenir un commerce permanent de polémiques et de nécessaires ententes, obligés de collaborer, mais sans jamais parvenir à trouver le ton juste de leurs relations. Le maire de Marseille trouve toujours que la télévision le brime, qu'elle s'intéresse peu à ses faits et actes. La télévision répond par des chiffres, soutient qu'elle consacre autant de temps qu'elle le peut, tente de se couvrir lorsque la polémique remonte au niveau national.

Les premières années avaient pourtant bien commencé. Gaston Defferre avait participé au lancement de l'émetteur, il était intervenu auprès de la RTF pour obtenir des moyens plus importants pour le journal régional... Mais, dès les années soixante, les relations se gâtent. En 1964, *le Provençal* soutient que "des ordres ont été donnés pour que Gaston Defferre ne paraisse plus à la télévision"¹¹⁵. On est alors en campagne pour la présidence de la république et Gaston Defferre est comme on le sait candidat à la candidature¹¹⁶; le prétexte de l'incident est une réception de parlementaires soviétiques à l'hôtel de ville qui n'a pas été couverte. Pierre-Antoine Deraigne, le directeur régional, se défend vertement d'avoir exercé une quelconque censure, ou d'avoir reçu des consignes dans ce sens ; le voyage des députés soviétiques avait été couvert la veille lorsqu'ils étaient en Avignon ; certes "il eût été préférable de filmer ces parlementaires dans le cadre de votre mairie plutôt que dans celui du Château des Papes"¹¹⁷ mais "nous sommes très souvent l'objet de sollicitations de la part de certains représentants de départements limitrophes des Bouches-du-Rhône qui estiment que notre télévision régionale est trop spécifiquement marseillaise et ne tient pas suffisamment compte des activités déployées dans d'autres villes". Au responsable parisien des stations régionales, il écrit, exaspéré, que Gaston

¹¹⁵ Le 2 mars 1964.

¹¹⁶ Ce sera en définitive François Mitterrand.

¹¹⁷ lettre du 4 mars 1964.

Defferre utilise la télévision comme argument de propagande et qu'il est de mauvaise foi. Le 15 février 1964, il se tourne par exemple vers les caméras et leur dit "je vous remercie d'être venu mais je sais bien que les images que vous avez enregistrées ne seront pas diffusées ce soir"¹¹⁸ ; fureur des journalistes... Les images sont bien diffusées le soir même et Robert Bellair le signale au cabinet du maire.

Avec une grande régularité, les incidents se perpétuent. Le ton est donné : Gaston Defferre soutient que "si le maire de Marseille était UNR, non seulement on parlerait de lui à tout propos, mais encore on ne manquerait pas de vanter ses mérites à chaque occasion"¹¹⁹. Le directeur proteste de sa bonne fois et établit un relevé des apparitions du maire. Au premier trimestre 1967 par exemple, son "représentant" ou lui-même auraient été vus ou évoqués une fois par semaine. Le directeur régional reconnaît pourtant que Gaston Defferre, à la différence de certains hommes politiques, ne s'attend pas à ce que chacune de ses actions soit couverte par la télévision régionale : un accord est souvent négocié avec son cabinet pour choisir les faits les plus marquants. Le nombre élevé de petits incidents qui opposent le maire de Marseille à la station régionale ne doit pas faire illusion ; la pression des autres élus a laissé moins de traces dans les archives, sinon dans les mémoires, parce qu'elle s'exerçait de manière plus directe et qu'elle obtenait à meilleur compte des résultats.

Si la présence du maire de Marseille dans le journal télévisé ne le satisfait pas, elle ne contente pas non plus ses adversaires. Et le pauvre directeur régional est également obligé de s'expliquer aux membres de la majorité qui estiment que l'on voit trop souvent M. Defferre à la télévision. A Christian de la Malène, député UNR, il fait par exemple savoir que "M. Defferre avait été filmé trois fois au cours des deux mois précédents et à l'occasion de manifestations dont nous ne pouvons pas ne pas rendre compte et qu'il était indispensable que ce député admit que M. Defferre était tout de même le maire de la deuxième ville de France"¹²⁰.

¹¹⁸ Lettre de Pierre-Antoine Deraigne au délégué du directeur général aux stations régionales, 5 mars 1964.

¹¹⁹ Lettre du 13 mai 1967.

¹²⁰ Ibid.

Les décomptes étaient parfois un peu spécieux, il est vrai. A la fin de la campagne électorale de 1965, Gaston Defferre se plaint que Joseph Comiti soit passé plus souvent que lui, ce qui est exact comme l'indique une note de Bellair, mais au titre de sa qualité de président de l'ordre des médecins des Bouches-du-Rhône et il "n'a jamais été fait allusion à sa qualité de candidat"¹²¹ ! Si Gaston Defferre est le plus notable des hommes politiques dont les protestations arrivent régulièrement à la station, il est loin d'être le seul. Jacques Médecin, lui aussi comme de nombreux hommes politiques de la région, se plaint régulièrement de la place qui lui est accordée par le journal télévisé et réclame des droits de réponse.

Pris entre les pouvoirs locaux, dont la télévision dépend en partie pour obtenir des informations ou des introductions et l'administration de la RTF soucieuse que les régions ne provoquent aucune vague, dans un climat global d'inféodation au pouvoir politique, les directeurs régionaux ont une tâche difficile !

¹²¹ Le 6 mai 1965.

CHAPITRE 3 : 1974-1983 : JOURNALISME D'ABORD ?

Pourquoi mettre le journalisme en exergue de cette période? Les années 1972-1974 avaient été, à bien des égards, celle de la production¹²², renouant avec l'initiative régionale des pionniers des années cinquante. Après l'éclatement de l'ORTF en 1974, la troisième chaîne, rebaptisée France Régions 3 (FR3) amorce une mutation qui donne au journalisme un rôle toujours croissant.

Un des objectifs souhaités de l'éclatement de l'ORTF était certes de réduire les effectifs des journalistes¹²³ et de faire partir les plus remuants des leaders syndicaux. Pourtant, les stations recrutent à nouveau, car les heures d'antenne régionale croissent. Au journal régional (19 h 20-19 h 40), diffusé simultanément sur les trois chaînes du lundi au samedi (mais pas l'été) s'ajoutent en 1976 (pour le BRI), deux magazines de treize minutes, deux fois par semaine, le lundi et le jeudi. On passe de deux heures hebdomadaires à deux heures trente. L'année suivante, sont créés deux autres magazines le mercredi et le samedi - et le journal ne s'interrompt plus l'été. La diffusion simultanée sur les trois chaînes lui donne une audience considérable, et les hommes politiques régionaux le savent, ou du moins, en l'absence d'instruments de mesure, le pensent.

CONTROVERSE

Les premières années de FR3 sont marquées par les controverses politiques. Le climat de revendication des années soixante-dix (alimenté par les "radios libres" à partir de 1978), la popularité de l'Union de la Gauche (que tout le monde annonce victorieuse aux élections législatives

¹²² Voir chapitre 5.

¹²³ Sous une forme ou une autre, plus de deux cents journalistes de l'ORTF seront licenciés, dont soixante à FR3.

de mars 1978), enfin les controverses intra-majoritaires entre giscardiens et gaullistes - dont la télévision est un enjeu privilégié, attisent le feu. FR3 est attaquée sur plusieurs fronts. Le directeur des régions, Claude Lemoine, est un fin politique ; à partir de 1962, il a fréquenté les cabinets de tous les ministres de l'Information ; il entre à l'ORTF en 1968, il devient responsables des stations régionales de 1974 à 1981. Il ménage les différents courants de la majorité, représentés dans les directions régionales, alors que l'opposition en est généralement écartée.

A partir de 1969, et plus encore de 1975, un souci d'équité chronométrique, venu des grandes élections nationales, gagne progressivement la chaîne. Les décomptes des temps de parole - la pratique semble devenir alors régulière¹²⁴ - ne montrent pas, à Marseille du moins, que l'opposition soit systématiquement désavantagée. Les responsables de FR3 sont vigilants, sous l'œil acéré des hommes politiques de tous bords.

Le 23 avril 1976, le rédacteur en chef de Marseille envoie à Claude Lemoine un relevé des temps de paroles et d'images, portant sur le mois de mars : la télévision a consacré 7 minutes 40 aux représentants du gouvernement, 5 minutes 35 à la majorité, 11 minutes 50 au PS et aux radicaux de gauche - mais rien au Parti Communiste (généralement désavantagé sur toutes les chaînes dans les décomptes de l'époque). Le 10 novembre 1976, dans un bilan de l'année 1976, il constate : "nous avons été dans l'obligation (...) de refuser un grand nombre de sollicitations venant de tous les horizons : ce qui a eu pour effet de mécontenter tout le monde. Chacun des deux grands groupes politiques s'estime lésé par rapport à l'autre : c'est sans doute la preuve que nous avons réussi". L'argumentation devient un classique chez les journalistes de la télévision appelés à se justifier de manière récurrente.

A l'approche des élections municipales de 1977, et plus encore des législatives de 1978, les tensions et les inquiétudes croissent. Lors d'une

¹²⁴De tels relevés sont demandés par la direction générale à l'approche des élections et en temps de campagne - pour pouvoir répondre aux controverses. Mais on en trouve aussi dans les périodes de calme politique.

réunion des chefs de BRI, le 5 octobre 1976, est réclamé, dès le 11 octobre, chaque semaine, à l'échelon central, un relevé minuté des sonores diffusés "lorsqu'ils concernent les élections municipales". L'autonomie des BRI est réduite au minimum : ils couvriront par exemple, durant les quinze jours de la campagne du premier tour, "en muet l'actualité tournant autour des élections. Toutefois, l'activité des leaders politiques nationaux sera couverte en sonore dans la mesure où ils ne seront pas candidats dans les régions"¹²⁵. Une note du président de FR3 du 2 janvier 1977 interdit en effet explicitement les interviews des responsables politiques et des candidats : pas de débats, pas de reportages avant les soirées de résultats. Conséquence à Nice, par exemple : le 25 février, Claude Contamine, le prudent président de FR3, fait supprimer de l'antenne, au dernier moment, une interview de Claude Labbé, président du groupe parlementaire RPR de l'Assemblée, en s'appuyant sur sa note du 2 janvier, dont les journalistes découvrent alors l'existence.

L'insatisfaction couve : le 1er décembre 1976, *le Provençal* reprend une dépêche de l'Agence centrale de presse affirmant que FR3 Marseille a opposé un refus d'antenne au président du Conseil général des Bouches-du-Rhône qui lui aurait demandé de "traiter contradictoirement avec un représentant de la majorité de la question de la nouvelle répartition de la taxe d'habitation". En fait, l'accusation n'était pas fondée : la proposition de débat ne concernait que des représentants de l'opposition.

UNE NOUVELLE DIRECTION

A la fin de 1977, Robert Bellair, de plus en plus contesté, quitte Marseille, la mort dans l'âme. Nommé inspecteur général à Paris, il reviendra fréquemment dans la cité où il garde sa résidence. Son remplaçant est issu de l'ex-ORTF : Bernard Griveau y a été recruté comme journaliste dans les années soixante. A Paris jusqu'en mai 1968 - où il figure parmi la poignée de journalistes qui refusent de faire grève même au plus fort du conflit, il est ensuite envoyé dans les régions où il fera une longue carrière. Il n'a pas l'âme d'un "baron régional" comme Robert

¹²⁵ Procès-verbal de la réunion du 5 octobre 1976.

Bellair - il est plus modeste de style et d'allure. Il ne connaît rien à la Provence : volonté délibérée de la direction peut-être, de rompre avec "l'entre-soi" régional que la direction parisienne n'aime guère, et de reprendre les rênes.

Volonté confirmée par la nomination d'un nouveau rédacteur en chef le 1er février 1978 : aux côtés d'un Breton, un Alsacien dirigera la rédaction. Agé de 29 ans, Jean-Marie Belin est le plus jeune chef de bureau d'information de FR3. Formé dans une école de journalistes (cas de plus en plus fréquent), il a débuté dans le France Inter de l'avant 1974, qui fut une pépinière pour la télévision, avant d'exercer des fonctions à Strasbourg, Clermont-Ferrand et, le 1er août 1975, à Amiens où il devient rédacteur en chef. C'est à la demande de Claude Lemoine qu'il arrive à Marseille dont, se souvient-il, pas grand monde ne voulait dans "cette époque à risque" qui précédait les élections législatives de mars 1978.

Entre Jean-Marie Belin et son prédécesseur, le contraste est complet. Nommé en 1975, Guy Jolivet était alors, à 51 ans, le doyen des chefs de BRI. Ex-cameraman formé par la télévision publique, membre de FO, le traditionnel syndicat maison des débuts de la RTF, il pratiquait un style très détendu, chemise hawaïenne orange et tongues... Après s'être constamment heurté à son directeur, le sourcilleux Robert Bellair, il finira par partir en vacances prolongées dans le courant de l'année 1977.

Le tandem Griveau-Belin ne fonctionne pas, lui non plus, sans quelques tensions. L'un et l'autre, comme il est quasiment de règle à cette époque à FR3, sont proches de la majorité présidentielle. Bernard Griveau est un pompidolien fervent (plusieurs se souviennent de la photo de Georges Pompidou dans son bureau), Jean-Marie Belin voue une grande admiration à Raymond Barre. Il y a aussi écart de générations, de conceptions de l'information. Face à un Bernard Griveau peut-être plus institutionnel - mais qui n'intervient pas dans les affaires de la rédaction - le rédacteur en chef, à l'autorité très affirmée, défend une conception active de l'actualité, dont il surveille les droits par rapport à ceux de la production. On reconnaît facilement dans Jean-Marie Belin un de ceux que des syndicalistes baptiseront les "chevau-légers" de Claude Lemoine. Le nouveau rédacteur en chef se heurte parfois à une rédaction plus âgée et dont certains membres sont politiquement plus à droite.

MUTATIONS PROFESSIONNELLES

Symboliquement, Jean-Marie Belin constitue un tandem d'adjoints. Il fait venir un fidèle, qu'il flanque d'un Marseillais. Le fidèle, c'est Pierre Dangas, qu'il a connu à Amiens ; il assure le suivi de l'actualité. Le «Marseillais», c'est Guy-Laurent Chénine, journaliste de la RTF arrivé en 1962 d'Algérie, à Marseille depuis 1973, avec le titre, mais non la fonction de rédacteur en chef, plutôt responsable de l'organisation.

Le 22 mai 1978, le journal de Marseille change de générique et de présentation. De la rotation de journalistes, pour beaucoup des anciens (plus de quarante ans), on passe à des présentateurs moins nombreux, plus jeunes : Pierre Dangas, par exemple, Gérard Paolini ou Jean-Marie Belin lui-même. Les sujets sont raccourcis. La formule des "rafales de brèves", empruntée au journal national, est adoptée le 2 octobre. Les journaux télévisés en direct à l'extérieur sont multipliés, les contributions de Marseille au journal national de FR3 également. La "conférence critique" où l'on passe en revue le journal de la veille devient systématique.

Les nouveaux responsables sont arrivés aussi dans un contexte où la définition même des métiers évolue, se durcit, se juridise. Beaucoup revendiquent un statut, là où ils avaient auparavant exercé librement, et peut-être sans souci, un métier. Les Marseillais, il est vrai, ont quelque raison de s'irriter d'un argument qu'on oppose volontiers à leur revendication. "Vous avez le soleil et la mer, de quoi vous plaignez-vous donc?", aurait ainsi lancé Robert Bellair en décembre 1976 à trois délégués syndicaux de la station de Nice, en les recevant dans son bureau¹²⁶. En 1975, un responsable de FR3 oppose le même argument à un cameraman¹²⁷ venu réclamer un contrat de journaliste : "votre avancement, c'est le soleil". Lequel cameraman partira seize mois "au placard", avant que Bernard Griveau ne lui redonne du travail. Le soleil ne saurait suffire, par exemple à une des plus anciennes de la station,

¹²⁶ SNJ-FR3, "FR3, l'information baillonnée", Supplément au *Journaliste*, n°162, p. 26.

¹²⁷ Entretien avec Armand Petit.

Marie Albe, qui se voit soudain refuser sa carte de presse et fait intervenir, en 1980, le même Bernard Griveau auprès de la commission de la carte¹²⁸.

A l'intérieur de la station aussi, le statut professionnel devient un enjeu. Dans une motion, le 7 novembre 1978, les "journalistes reporters d'images de la rédaction de FR3 Marseille" s'élèvent "contre la dégradation de leur profession au sein du journal télévisé régional" : ils rappellent que le cameraman reste auteur des images, que son "sens artistique" doit se retrouver au montage. Toute cette conception va être, précisément, remise en cause par le passage du film à la vidéo.

Depuis les origines de la télévision, les sujets du journal étaient tournés, montés et diffusés en film 16 mm. A partir de 1976, toutes les télévisions du monde passent progressivement à l'électronique. En actualités, cette mutation porte un nom, ENG (Electronic News Gathering). Marseille est l'une des premières stations à être équipée, à partir de décembre 1978. Deux ensembles vidéo comportant une caméra, un magnétoscope portable et un ensemble de montage, sont affectés à Marseille et à Ajaccio. Nice surveille jalousement ce changement, dont son BRI ne bénéficiera que plus tard.

L'intérêt est multiple. D'abord et surtout, on supprime l'étape du développement. On gagne sur le temps : la technique répond ici à une véritable obsession des journalistes de télévision. L'ENG est également associée avec des "boîtes noires" implantées en différents points du territoire, qui permettent de rapatrier directement, par faisceaux hertziens, des images au centre d'actualité. Dans la région, l'enquête sur l'implantation des boîtes noires est achevée à la fin de 1980¹²⁹ : elles seront mises en place peu après. Autre usage : couplée avec des micro-émetteurs, l'ENG permet de diffuser en extérieurs et en direct, sans passer par le plateau de Marseille, des séquences du journal (par exemple en direct de la Foire de Marseille, le 26 Mars 1980). L'ENG est aussi utilisée, non sans controverses, pour les événements de Corse de janvier 1980¹³⁰.

¹²⁸Lettre de Bernard Griveau le 13 mai 1980.

¹²⁹Note de Jacques Doin, ingénieur régional, 2 septembre 1980.

¹³⁰Voir chapitre 4.

Au-delà, les promoteurs du nouvel outil insistent : il ne s'agit pas seulement d'un changement technique. Le "tout électronique" doit imposer une autre information, un autre rythme, une meilleure préparation des sujets qui doivent être diffusés plus vite, donc avec davantage de risque. Pour les personnels, le risque d'appauvrissement des métiers est souligné par les syndicats.

TENSIONS ET MENACES

Qu'en est-il des rapports avec le pouvoir politique ? Les relations avec Gaston Defferre ne s'améliorent guère. Celui-ci continue de protester, avec le même ton, sur les "exactions" de la télévision régionale à son égard. A propos de l'inauguration d'un ouvrage d'assainissement à Marseille, il s'étonne, le 10 mai 1979, que la télévision n'ait pas repris une partie de son discours d'inauguration, et assène son argument favori : "si l'ouvrage avait été inauguré par une personnalité de la majorité ou un membre du gouvernement, je ne doute pas qu'il aurait été traité avec une autre ampleur par vos services". Gaston Defferre revient à la charge en janvier 1980, à propos des actions entreprises par la ville en faveur des économies d'énergie, et reçoit une lettre qui l'a peut-être satisfait, puisque la correspondance s'arrête là. Enfin, à la suite d'un reportage sur un hôpital où Gaston Defferre estime n'avoir pas été vu à l'antenne, un journaliste de la station ouvre *le Provençal* et y découvre à la une, un billet du maire intitulé : "malveillants ou incapables?"¹³¹. On voit que, depuis les années soixante, les relations entre la station de Marseille et le maire de la ville gardent immuablement le même ton, sur le même fonds d'insatisfaction.

Les relations avec le RPR se tendent. Le 18 novembre 1978, les militants RPR des Bouches-du-Rhône protestent auprès de Bernard Griveau contre "le silence systématique sur toutes les actions du RPR" qui caractériserait le journal de FR3. Joseph Comiti, député RPR des Bouches du Rhône, transmet la lettre à Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication. Il la fait également parvenir à Claude Contamine, qui

¹³¹ Entretien avec Guy-Laurent Chénine.

s'enquiert de l'incident auprès de la station. Ses responsables observent habilement que la rédaction nationale est peut-être concernée aussi par l'ire du RPR. Ils remettent également une liste détaillée de tous les sujets consacrés à des personnalités du RPR en 1978.

Dans l'opposition, plus que le parti socialiste, le Parti communiste et, plus marginalement mais avec plus de violence, les droites extrêmes manifestent leur mauvaise humeur. Comme au niveau national, l'habitude se prend, dans ces années, d'aller protester au siège même de la télévision. Ce que font, le 17 novembre 1979, une centaine de manifestants représentant les sections du PCF des chantiers de la Seyne et de la Ciotat, ainsi que deux députés, qui sont reçus par Guy-Laurent Chénine, adjoint au rédacteur en chef. Du côté des extrêmes droites, la présence des communautés immigrées - notamment musulmanes - au journal télévisé, crée des tensions, qui se traduisent par des lettres et des coups de téléphone injurieux, voire par une descente à la station - où des travaux de sécurité pour rendre l'accès plus difficile sont à l'ordre du jour.

Les menaces sont parfois plus directes. Dans la nuit du 5 juin 1980, à 3 h 15, la voiture de fonction du rédacteur en chef - garée non loin de son domicile - est entièrement détruite par une explosion au plastic. On n'a pas voulu tuer, mais semer la peur. Les soupçons se portent d'abord sur la Corse, où les tensions sont vives (le siège en construction d'une future station régionale y a été touché par plusieurs attentats) ; certains accusent plutôt l'extrême-droite. La police ne retrouvera pas les auteurs de l'attentat.

LA CÔTE D'AZUR

Beaucoup plus que Marseille, Nice est traversée par de forts conflits entre la base et le sommet. La personnalité de Jean-Claude Courdy, chef des services de 1975 à 1977, est éminemment contestée. Après avoir commencé sa carrière en 1948 à Radio Toulouse, Jean-Claude Courdy a été, pendant sept ans (de 1963 à 1970) correspondant de l'ORTF à Tokyo. Au début de l'année 1975, il devient "chef des services" à Nice, et Paul Fougerol, ancien cameraman, est nommé rédacteur en chef. En effet, à défaut de devenir une station régionale autonome, Nice obtient alors un

statut original de bureau régional d'information à direction bicéphale. De quoi satisfaire la station, mais aussi, semble-t-il, les notables de la région, jaloux d'avoir eux-aussi affaire, comme à Marseille, à un «quasi» directeur.

Le chef des services lance une opération "Spécial Villages" (avec un journal radiodiffusé réalisé tous les jeudis en direct d'une localité différente) qui connaît un grand succès ; la télévision consacre un reportage le soir même un reportage au même village, c'est le succédané d'un journal sur place en direct, une formule qui ne sera généralisée que beaucoup plus tard. Une page "Spécial Jeunes" est également ouverte à des groupes d'adolescents dans les actualités télévisées du mercredi soir.

En période électorale, Jean-Claude Courdy fait très vite parler de lui. Le 5 janvier 1976, un candidat d'opposition aux élections cantonales de Cannes écrit à Robert Bellair : il s'indigne de l'interview accordée par le journal télévisé de Nice à Jacques Sallebert, candidat de la majorité - et ancien journaliste, prestigieux, de l'ORTF. Robert Bellair transmet la lettre au chef des services niçois, réclamant le même avantage pour l'opposition.

Avec une partie de la rédaction, les tensions sont constantes, tout au long du mandat du directeur, provoquant plusieurs arrêts de travail. En décembre 1976, Sampiero Sanguinetti, journaliste de retour de Corse, est nommé à Nice où il devient délégué syndical SNJ de l'établissement Nice-Côte d'Azur. Dans la rédaction, d'autres journalistes, membres du SNJ s'associent à lui et critiquent, sans relâche, ce qu'ils vivent comme une censure permanente.

De novembre 1976 à février 1977, Jean-Claude Courdy présente lui-même des émissions consacrées aux élections. Coiffant son rédacteur en chef, le chef des services n'hésite généralement pas à assurer des éditoriaux dans le journal. Le 26 février, premier jour de la campagne officielle, il anime une émission littéraire à la radio et un débat politique à la télévision.

Le 4 mars, on apprend, à l'occasion de la clôture des candidatures, que Jean-Claude Courdy est candidat à Biot, non loin de Nice, sur une liste - proche de la majorité de l'époque - de "l'union sociale biotoise" où il fait état de ses fonctions (il sera d'ailleurs élu). Le même jour, en conférence de rédaction, Sampiero Sanguinetti lui conteste le droit de mettre au point

les soirées d'élections municipales des 13 et 20 mars. Jean-Claude Courdy l'invite alors à quitter la salle, ce qu'il fait, accompagné de plusieurs membres du SNJ, dont Norbert Balit. Le jeudi 10 mars 1977, le bureau du SNJ Nice-Côte d'Azur proteste auprès de la direction générale de FR3. Le lendemain, huit journalistes sur les quinze que comprend la rédaction refusent d'être solidaires du texte du SNJ¹³².

Un inspecteur général venu de Paris prépare alors un dossier disciplinaire contre Norbert Balit, auquel on reproche surtout son indépendance de caractère et, semble-t-il, sa participation à la contestation du mois de mars; il sera finalement mis à pied pour un mois avec retenue de salaire de 30 %, une sanction exceptionnelle à FR3¹³³. La même année, le chef de services de Nice est nommé, à Paris, adjoint au producteur de l'émission *Tribune Libre*.

Fin 1977, un autre tandem est constitué : Gérard Morin, chef des services et Patrick Visonneau, chef du BRI. Entré à la radio publique en 1955, Gérard Morin est l'un des rares journalistes ayant des responsabilités à FR3 et appartenant au Parti socialiste, ce que beaucoup de journalistes ignorent. Les rapports s'améliorent sensiblement avec les frondeurs de la rédaction, dont les nouveaux responsables reconnaissent le dévouement et les qualités de travail. Les tensions réapparaissent à la fin de 1979, à l'occasion de la longue grève de *Nice-Matin*. Les syndicalistes affirment que d'importantes pressions sont exercées par la direction du quotidien sur la station de FR3, reléguant trop souvent les reportages sur ce conflit social à une place marginale alors qu'il s'agit, à leur sens, de l'événement majeur sur la Côte d'Azur.

A la fin de l'année 1980, toute la rédaction de Nice est confrontée à un autre problème : faut-il donner la parole à l'extrême-droite, et comment ? Le mardi 2 septembre 1980, la direction de FR3 Côte d'Azur, inquiète de la teneur d'un reportage sur la FANE (la Fédération d'action nationale et européenne, un groupuscule d'extrême droite) à Nice, le fait visionner - avant diffusion - par des membres du consistoire juif de la ville et décide de surseoir à cette diffusion. On y entend notamment un responsable de la

¹³²*Le Monde*, 12 et 15 mars 1977.

¹³³*Le Monde*, 10 octobre 1977.

FANE de Nice déclarer : “Je suis hitlérien et pro-nazi”. L’un des membres du consistoire déclare qu’il n’accepte pas de telle déclaration à la télévision française¹³⁴.

Le 3 septembre, la diffusion est interdite à l’initiative de la direction générale de FR3 ; le même jour, le gouvernement décide la dissolution de la FANE. Les journalistes responsables du reportage crient à une censure de Paris. Les passages litigieux du reportage sont publiés dans l’hebdomadaire communiste *le Patriote Côte d’Azur* du 12 septembre, provoquant de nouveaux motifs de tension entre le chef des services et sa rédaction.

LE PROVENÇAL À L’ANTENNE

Il est un dernier sujet de controverse, mais non des moindres : la présence des langues régionales à la radio et à la télévision. Dès avant 1974, Robert Bellair avait proposé, à plusieurs reprises, la création d’un magazine en langue provençale, mais il n’avait jamais obtenu l’autorisation de Paris¹³⁵. Le 14 octobre 1977, à 19 h 10, la troisième chaîne diffuse, pour la première fois, un programme en provençal¹³⁶. Il s’agit d’un court-métrage qui sera suivi par d’autres expériences similaires - en tout 8 émissions de 13 minutes jusqu’en septembre 1979. La presse régionale unanime s’en félicite. La pression ne cesse de s’accroître de la part des provençalistes : en août 1978, une lettre des responsables de “l’École occitane d’été” est adressée à Bernard Griveau ; satisfaits de la mention de leur École au journal télévisé, ils déplorent cependant “qu’encore aujourd’hui la télévision régionale ne fasse aucune place à la langue du pays et une place symbolique à cette langue à la radio”¹³⁷. En mars, *Parlaren*, le mouvement le plus actif, est reçu par Bernard

¹³⁴*Le Monde*, 5 septembre 1980.

¹³⁵En 1972, il existe un seul magazine télévisé en langue régionale (le breton, à Rennes) diffusé sur les ondes de l’ORTF.

¹³⁶*Le Méridional*, 9 octobre 1977.

¹³⁷*Le Provençal*, 9 août 1978.

Griveau¹³⁸. En mai 1978, le Conseil général des Bouches-du-Rhône “pour une fois unanime vient de voter un vœu pour la diffusion sur FR3 Marseille d’émissions consacrées à la langue d’oc”¹³⁹. En décembre 1979, plusieurs membres du même mouvement adressent un flot de lettres de protestation à Bernard Griveau.

Ce n’est cependant qu’après 1981 que la station franchit le pas et diffuse régulièrement des programmes en provençal. En mai, Guy Thomas, nouveau président de FR3, charge Julien Coutouly d’une mission sur les langues régionales. Le 11 décembre, celui-ci organise une réunion à FR3-Marseille. Au-delà des controverses sur la pratique, cette réunion manifeste un attachement très fort à la langue. On y apprend aussi quelles ont été les réticences de l’avant-1981. C’est Bernard Griveau lui-même qui déclare : “le seul blâme que j’ai eu, mais écrit, sous l’ancien régime, de mon président-directeur général et ami portait sur le fait que j’avais ajouté 5 minutes d’émissions par jour en langue provençale”¹⁴⁰.

¹³⁸*Le Méridional*, 30 mars 1978.

¹³⁹*Le Méridional*, 24 mai 1978.

¹⁴⁰ Procès-verbal de la réunion du 11 décembre.

RÊVES NOUVEAUX, PROBLÈMES ANCIENS

Pour beaucoup de journalistes, le changement politique de 1981 est perçu comme l'occasion d'imposer un véritable changement. Des groupes de réflexion et de concertation se constituent à Nice comme à Marseille. L'encadrement prend part à la réflexion, et des journalistes de bord divers rêvent à une véritable régionalisation de la télévision, réclamant par exemple des "tribunes libres régionalisées", une meilleure expression des "cultures locales (langues et dialectes)", un développement des stations avec une possibilité de "plan de carrière dans une même région". Sans craindre la concurrence - à l'époque, le monopole public n'a pas encore vécu -, beaucoup de journalistes réclament la fin de la diffusion simultanée des actualités sur les trois chaînes, vécue comme une contrainte, en échange de l'ouverture de nouveaux créneaux.

Pourtant, dans l'attente de la régionalisation, FR3 va retrouver des problèmes traditionnels : frustrations politiques et difficiles relations avec l'encadrement. A la veille des élections de mai 1981, un renversement des protestations s'était déjà préparé. *Le Méridional* du 8 mai titre un article: "Pierre Mauroy privilégié par FR3".

Bernard Griveau et Jean-Marie Belin restent en place après le 10 mai. Nouveau directeur de l'information de FR3, jusqu'en 1983, Edouard Guibert est une haute figure syndicale (SNJ) de l'ex-ORTF. On attend de lui des changements radicaux. A Marseille, il ne répond pas aux sollicitations de Guy-Laurent Chénine, auquel sa longue carrière fait espérer le titre de rédacteur en chef. Seul un nouveau venu, Claude-Jean Pajard, un journaliste de l'ORTF qui participa à la première grève du journal télévisé en 1962, arrive dans la rédaction et proclame le changement avvenu.

La répartition des pouvoirs n'évolue pas. Au cours de l'année 1982, les rapports se tendent avec les hommes politiques, notamment avec l'entourage de Gaston Defferre. Jean-Marie Belin, pris en tenaille entre la rédaction - où beaucoup souhaitent son départ - et son directeur régional, choisit de démissionner. Il part en octobre 1982, laissant derrière lui Pierre Dangas, son adjoint. La rédaction, mobilisée par Armand Petit, fait nommer alors Guy-Laurent Chénine, qui restera plus de sept ans avec le

titre de rédacteur en chef. Bernard Griveau, quant à lui, part au cours de l'été 1983. Il a été nommé, à sa demande, chef de BRI à Nantes et retrouve ainsi, sans déplaisir, son pays d'origine.

Guy-Laurent Chénine connaît bien le terrain, mais sera peut-être victime de sa trop grande familiarité avec la rédaction comme avec l'environnement politique. Il doit affronter une situation très tendue. A la veille des élections municipales de 1983, on pronostique la victoire de Jean-Claude Gaudin sur Gaston Defferre. Entre les deux tours, Jean-Claude Gaudin réclame un débat avec Gaston Defferre. Il a lieu en direct, à 20 h 30, dans un créneau exceptionnel sur l'antenne régionale. Dans le studio, le climat est glacial. Il faut, comme toujours, du temps pour trouver l'arbitre qui sera accepté par les deux candidats : ce sera Pierre Dangas, assisté de deux autres journalistes.

A Nice comme à Marseille, une relative continuité peut-être observée : Patrick Visonneau demeure rédacteur en chef, tandis que Gérard Morin, nommé directeur régional à Toulouse, cède la place à Max Gausson, ancien rédacteur en chef à Marseille avant 1974. Cependant, beaucoup plus qu'à Marseille, la pré-campagne municipale de 1983 crée des difficultés d'une intensité jamais atteinte avec Jacques Médecin. A trois reprises, dans ses meetings, le maire de Nice met violemment en cause le journal de FR3, les 13, 20 et 27 février. Sans diffuser ces attaques, les journalistes choisissent de conserver les rushes, où l'on peut entendre : "ils sont venus parce qu'il fait froid et qu'ils pensaient qu'il n'y aurait personne". Lettres et coups de téléphone, entre les responsables de la station et le maire ne conduisent pas à l'apaisement. Alors qu'on commence à parler de télévisions locales privées, des autorités municipales qui lui sont réputées favorables mettent la télévision publique sur la défensive.

CHAPITRE 4 : LA SPÉCIFICITÉ CORSE

Bien avant qu'éclate dans les médias la "question corse" - avec la dramatique prise d'otages d'Aléria (21-22 août 1975) -, l'île occupe dans les préoccupations des responsables de l'ORTF une place une part. Deux nécessités sont très tôt évoquées : un journal (ou une émission d'actualités) quotidien, l'installation de moyens importants et d'un personnel propre. Le passage à l'acte sera difficile : jusqu'en 1982, la Corse doit, selon la direction, être gérée depuis Marseille, ce qui provoque des incidents répétés ; les attentes des milieux politiques et militants corses vis-à-vis de la télévision ne sont pas homogènes ; enfin, la future station sera détruite maintes fois par des attentats, puis accusée de complicité avec les nationalistes.

UNE HISTOIRE IGNORÉE

Jusqu'en 1958 où la RTF construit les premiers émetteurs, l'île ne reçoit que les images de la télévision italienne¹⁴¹. En 1966, la deuxième chaîne y est inaugurée, deux ans après son démarrage officiel à Paris. La Corse est équipée pour recevoir les décrochages de Marseille, notamment le journal quotidien, à partir de 1963. Plus qu'ailleurs, cette information "marseillaise" ou provençale paraît inadéquate.

Le 1er septembre 1965, la Corse reçoit la visite du directeur général adjoint de l'ORTF, André Astoux, qui explique longuement les efforts faits en faveur de l'île : amélioration de la réception et création d'émissions spécifiques. Les actualités télévisées de Marseille consacrent un sujet à

¹⁴¹ Document FR3: "Inventaire économique de la Corse", Titre IV, Chapitre 3B, Radiodiffusion télévision.

cette visite. Émaillé d'erreurs, le commentaire écorche aussi la prononciation des noms corses. Fredien Santini, rédacteur en chef à Marseille, que son origine corse a placé plus d'une fois en position difficile, adresse alors une note à Robert Bellair : "J'ai le regret de vous préciser que la diffusion mardi soir de la séquence consacrée au récent voyage d'étude de Monsieur Astoux en Corse a suscité de la part des téléspectateurs corses, des réactions peu flatteuses pour notre Office (...). Je pense quant à moi, qu'il serait souhaitable pour la bonne réputation de l'ORTF que de pareilles erreurs ne se renouvellent pas"¹⁴².

Tout au long des années soixante, l'ORTF déploie des efforts qui demeurent en deçà des attentes. Le 16 mars 1970, Robert Bellair annonce par lettre au préfet de Corse la prochaine visite du directeur général de l'ORTF pour discuter "l'extension des programmes départementaux par l'installation d'un Centre d'actualités télévisées à Ajaccio". Pour la première fois, à notre connaissance, il envisage l'idée d'une diffusion spécifique à l'île. Il précise que 85 % de la population corse reçoit la première chaîne, 70 % la deuxième - le coût de construction des réémetteurs dans les zones d'ombres étant particulièrement élevé compte tenu du relief montagneux. Il soutient que la Corse doit disposer de programmes spécifiques : les émissions continentales ne satisfont pas la population. Cette antienne sera répétée des années durant.

Les 5 et 6 juin 1972, lors d'une réunion à Paris, des responsables de l'ORTF envisagent la réalisation à terme de "20 minutes quotidiennes (...), qui ne seront pas pour autant 20 minutes d'actualités, mais un rendez-vous quotidien pouvant comporter actualité, magazine, folklore, rediffusion de Marseille ou de Nice". "L'actualité corse" paraît donc difficile à traiter de front. La fédération culturelle *Scola Corsa* qui regroupe les enseignants de langue corse, envoie des projets d'émissions régulières en corse.

En 1975, FR3 ne dispose toujours que d'une base légère à Bastia et de deux implantations à Ajaccio. La chaîne prévoit alors de bâtir un véritable centre de diffusion et de production autonome, sur un terrain que le conseil municipal d'Ajaccio avait proposé gratuitement à l'ORTF dès 1971,

¹⁴² Note de Fredien Santini, 2 septembre 1965.

à la sortie ouest d'Ajaccio, sur la route des Sanguinaires, au lieu dit "Scudo-Cala di Sole". Le mise en service est prévue pour le deuxième trimestre 1978. Le centre du Scudo ne verra jamais le jour.

Dans l'île, élus et notables de tous bords ne cachent pas leur insatisfaction. En janvier 1973, un débat sur l'ORTF a lieu au Conseil général de la Corse. Le constat est clair : personne n'est content. Un rapport est adopté sans avis contraire, qui affirme : "Les émissions de Radio-Corse et du Spécial Corse télévisé sont un instrument de propagande au service du pouvoir. Elles sont faites dans l'unique souci de servir l'UDR et le gouvernement"¹⁴³. A la suite d'un voyage en Corse de Pierre Messmer, Premier ministre, en mars 1974, François Giacobbi, président (MRG) du Conseil général, qui s'était déjà fait entendre dans le débat de 1973, fait une déclaration à la préfecture, estimant que radio et télévision ont donné, de façon unilatérale, le point de vue du gouvernement.

PREMIÈRES ÉMISSIONS

En l'absence de journal propre, la station s'efforce, notamment à la demande de Bernard Griveau, le directeur régional, de réaliser des émissions. Le journal de Marseille donne à la Corse une place grandissante¹⁴⁴. En 1972, les actualités provençales consacrent 15 à 20 minutes par mois à la Corse. Un magazine télévisé, le *Spécial Corse*, est diffusé chaque semaine le mercredi de 13 h 30 à 14 heures¹⁴⁵.

Après 1975, la situation s'améliore sensiblement. A partir de 1979 - et sans doute un peu plus tôt, la plupart des journaux diffusés de Marseille ont un sujet corse¹⁴⁶. C'est trop pour certains continentaux auxquels la direction de FR3 rappelle l'importance du peuplement corse en Provence et sur la Côte d'Azur. Ce n'est pas assez pour les journalistes corses qui se

¹⁴³ *Le Provençal-Corse*, 11 janvier 1973.

¹⁴⁴ Note sur "FR3 et la langue corse", 1981.

¹⁴⁵ Selon une note de Robert Bellair à Claude Lemoine (27 mars 1972).

¹⁴⁶ Note de Charles Santini, chargé de mission en Corse, à Bernard Griveau du 15 mars 1980.

plaignent également de conditions de travail particulièrement frustrantes. En actualité, ils envoient à Marseille leurs pellicules non développées, un plan de montage préétabli d'après un commentaire - alors qu'ils ignorent tout encore de la qualité de leurs images. Ils retrouvent tout ou partie de leurs sujets à l'antenne, remontés sans qu'ils soient consultés par les journalistes du continent. Venu en stage à Marseille en 1978-79, un pigiste¹⁴⁷ de l'île n'apprécie guère le traitement des sujets corses en conférence de rédaction, qui lui semblent servir de bouche-trou, qui sont parfois diffusés longtemps après leur envoi.

Réclamée très tôt, la présence de la langue corse sur les ondes est relativement récente, y compris en radio où elle a commencé en 1969. En télévision, à partir de juillet 1976, *Vita Corsa* (moitié en Corse, moitié en Français), est diffusé par les émetteurs de Marseille le vendredi à 18 heures. Le 6 juin 1978, *Vita Corsa* cède la place aux premières émissions de télévision diffusées spécifiquement à partir de la Corse, en décrochage : deux magazines de 13 minutes programmés à 19 h 40 : le mercredi, en français, *Corse 3*, et le samedi, en corse, *Di Casa*. C'est dans l'île, une première et modeste satisfaction¹⁴⁸. A l'inverse de ceux du journal, les sujets des magazines sont montés en Corse même. Les images sont particulièrement soignées, mais la prudence règne : "Il y avait tellement de sujets interdits que cela nous laissait du temps pour les fromages et les châtaignes"¹⁴⁹.

En 1979, pour nourrir les émissions nouvelles, un réalisateur, Jacques Ordines, accompagné d'une assistante, Marie-Christine Bouillé, nouent, avec enthousiasme, des contacts dans l'île. A l'automne 1979, trois émissions sont réalisées ; l'une porte sur un groupe de chants polyphoniques, *Cantu U Populu Corsu* ; le responsable des programmes, Jean Bacqué, perçoit, à l'issue du travail, que le film présente "par moments un caractère contestataire" ; il fait en particulier allusion aux

¹⁴⁷Entretien avec Alain Verdi.

¹⁴⁸ Toutes ces émissions font, à l'époque, l'objet de rediffusions sur d'autres chaînes, dans des créneaux de faible audience, à destination des Corses du continent.

¹⁴⁹Entretien avec Alain Verdi.

paroles de certains chants¹⁵⁰. Bernard Griveau donne cependant le feu vert. Programmé le 25 avril 1980, le film provoque une nouvelle "affaire" : les élus s'émeuvent, Marseille doit s'expliquer à Paris, et l'on raconte même que Bernard Griveau est convoqué à l'Élysée...

SOUS LE FEU DES ATTENTATS

Après 1975, les indépendantistes font de la radiotélévision une cible privilégiée. La construction d'une "Maison de la Radio" corse est à peine amorcée que deux attentats la frappent, les 28 avril et 28 septembre 1978, la deuxième fois avec d'importants dégâts. Les travaux reprennent. Le 8 juin 1979, dans une allocution aux élus de la région corse, c'est le Président de la République lui-même qui annonce, à partir du "printemps prochain, un journal télévisé quotidien destiné à la Corse". Un troisième attentat, le 28 avril 1980, oblige à reconstruire un tiers de l'édifice. A FR3, on comprend que le site choisi est particulièrement vulnérable, par sa situation isolée à plusieurs centaines de mètres des plus proches habitations. D'autres attentats sont commis contre des locaux de FR3 à Rès les Pins, dans la nuit du 9 au 10 mars 1980, et le 24 mars 1981.

Dans l'attente, il faut bien "couvrir" la Corse, avec les moyens du bord. Dès les origines, la revendication autonomiste pose d'épineux problèmes. A ne pas faire la propagande "d'État", l'ORTF est très vite accusé de "propagande antinationale"¹⁵¹ ; il en est ainsi lors de la couverture radio de la prise d'otages d'Aléria, qui attire aussitôt une foule sur les lieux, au grand déplaisir de la police. Le journaliste qui couvre l'événement et se retrouve au premier plan des polémiques est Sampiero Sanguinetti.

¹⁵⁰Note de la direction de FR3 Marseille retraçant l'histoire du film, le 7 mai 1980.

¹⁵¹Question du maire de Porto-Vecchio à Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et de la Communication, à propos de la radio de l'île d'Elbe, en octobre 1979 - voir paragraphe suivant.

Pigiste à Marseille, il est nommé en Corse en septembre 1974. Fils de l'amiral et neveu du tribun gaulliste, il porte un nom illustre¹⁵².

Critiqué par certains notables pour avoir donné trop de place à la revendication nationaliste, il est muté à Nice, à son corps défendant, le 15 avril 1976¹⁵³. En juin, Aimé Pietri, un autre journaliste doit quitter FR3 Corse. Pigiste récemment recruté, il avait couvert le procès de quatre autonomistes corses devant la Cour de sûreté de l'Etat. Il fera de nouveau parler de lui en collaborant à une radio de nationalité italienne émettant de l'île d'Elbe à destination de la Corse, à dater du 27 octobre 1979.

L'affaire de Bastelica est plus lourde de conséquences. Le 6 janvier 1980, trois personnes sont séquestrées par un groupe d'autonomistes corses appartenant à l'UPC (Union du peuple corse), à Bastelica, à 40 km au nord-est d'Ajaccio. Le soir, on apprend qu'il s'agit d'un ancien inspecteur adjoint du service départemental d'incendie de la Corse du Sud, d'un armurier d'Ajaccio et d'un jeune homme. Une équipe de FR3 Corse se rend le soir à la mairie du village où les trois hommes sont retenus : ils rencontrent sans mal le groupe d'autonomistes et leurs otages. Ils tournent notamment des images où l'on voit des cartes du SAC (Service d'action civique) et du RPR, ainsi que des armes de fort calibre. Très rapidement - d'autant plus que c'est une des premières utilisations du reportage électronique dans l'île - le sujet est monté, envoyé à Marseille ; il est diffusé le 7 au soir.

Le 8 janvier, les journalistes de FR3 Corse, dans une dépêche à l'AFP, dénoncent leur reportage "tronqué" à la diffusion. Le rédacteur en chef de Marseille¹⁵⁴ se souvient d'avoir accepté, après une négociation avec le directeur régional qui lui réclamait la suppression pure et simple du reportage, de couper certains plans litigieux. Dans des conditions d'extrême tension, et sous surveillance étroite, FR3 Corse continue de

¹⁵² Et un prénom qui ne l'est pas moins en Corse : Sampieru Corsu fut, au XV^e siècle, un chef d'armes qui conduisit les Corses à la révolte contre Gênes.

¹⁵³ Voir les différentes réactions que suscite son départ dans *Le Provençal Corse*, 7-11 avril 1976.

¹⁵⁴ Entretien avec Jean-Marie Belin.

suivre les événements *mezza voce* jusqu'au 10 janvier, jour où TF1 envoie également une équipe¹⁵⁵. L'affaire a une issue tragique : les ravisseurs passent les barrages policiers, se réfugient dans un hôtel d'Ajaccio où ils prennent des otages. Les forces de l'ordre ne maîtrisent pas la situation. Deux automobilistes ajacciens, étrangers à l'affaire, sont tués. Lors de leurs funérailles, Antenne 2 est présent, mais les journalistes de FR3 Corse sont interdits de reportage.

L'affaire pose ou repose de multiples problèmes : pour les journalistes corses, qui ont pu (c'est une des premières fois) monter eux-mêmes leur sujet grâce à l'ENG, l'intervention de Marseille est inacceptable. Le rédacteur en chef de Marseille a dû, quant à lui, s'autocensurer à la demande de sa direction. Les syndicats de journalistes de l'île sont unanimes à dénoncer la censure du reportage.

Un an plus tard, se tient le procès des accusés de Bastelica devant la Cour de Sécurité de l'État. Comme pour d'autres procès d'indépendantistes, la direction de la troisième chaîne refuse que des journalistes de FR3-Corse couvrent l'événement : cette manifestation de défiance à leur égard est mal vécue. En Corse, les sujets consacrés aux manifestations de soutien aux détenus provoquent des échanges acides entre les journalistes et le rédacteur en chef. Ce dernier doit réaliser un équilibre - impossible - entre les souhaits des jeunes journalistes de l'île, les vœux des notables et la surveillance de la direction parisienne, sans parler des pressions des nationalistes.

¹⁵⁵ Selon une note FR3 sur "les moyens de journalisme électronique dans la région Provence-Côte d'Azur Corse", non daté (probablement 1980).

L'INFORMATION EN PROCÈS

Après mai 1981, la Corse demeure une priorité. Plus encore qu'à Marseille, le personnel est en effervescence : lettre de délégués du personnel au président de la chaîne, groupe de réflexion, questionnaire sur l'avenir de la télévision en Corse....

Dès le 14 mai, Guy Thomas, nouveau président de FR3, nomme Sampiero Sanguinetti "chef du service de la radio-télévision en Corse" à compter du 9 septembre. Celui-ci est, globalement, bien accueilli par les personnels et par ses confrères dans l'île. Il jouit d'une autonomie considérable par rapport à ses prédécesseurs. Au bout de quelques mois, il cumule les fonctions de chef du service et de rédacteur en chef. Les moyens croissent. La Corse bénéficie largement de la large vague de titularisation de pigistes de l'automne 1981. Bastia est presque aussi bien doté qu'Ajaccio. Il est vrai que les journalistes n'ont pas le temps de chômer.

A l'antenne, les choses changent très vite. Le corse conquiert droit de cité quotidien à la radio, y compris pour parler de l'actualité générale (le sport notamment). A la télévision, la Corse réalise bientôt trois magazines par semaine, puis cinq¹⁵⁶, dont *Féminoscope*, un magazine hebdomadaire d'un quart d'heure sur les femmes. Ambition affichée par Sampiero Sanguinetti dès son arrivée : le journal quotidien en langue corse, *Corsica Sera*, est inauguré le 16 décembre 1982 - FR3 abandonne alors la gestion de la radio corse à Radio France. Une longue période de tensions et de polémiques s'ouvre.

L'actualité du moment, nourrie de violences, complique la tâche, notamment les relations avec la police et la justice. Le 9 février 1983, André Schoch, coiffeur à Ajaccio, est assassiné par des racketteurs. La police demande la diffusion à l'antenne de conversations enregistrées auparavant par la victime, pour aider à l'identification des assassins. Les journalistes refusent ce que certains qualifient d'appel à la délation.

¹⁵⁶Lors de la création du *19/20* en janvier 1986, FR3 Corse sera l'un des rares BRI à ne pas le diffuser en entier, pour laisser la place à ces magazines quotidiens.

Finalement, à l'instigation de la Haute Autorité, la police diffuse à l'antenne, les 17 et 18 mars, un numéro de téléphone destiné aux spectateurs souhaitant entendre ces enregistrements. C'est la solution adoptée outre-Manche par la BBC dans des situations similaires. La justice n'est pas en reste : du 21 février 1983 au 6 février 1984, trente-six éditions de *Corsica Sera* sont concernées par des ordres de réquisition, touchant des affaires liées aux indépendantistes¹⁵⁷.

Dès le 20 septembre 1983, Pierre Mauroy lui-même croit bon, pour désamorcer les tensions, de saisir la Haute Autorité qui examine un certain nombre de reportages de FR3 Corse. En décembre, Édouard Guibert, directeur de l'information de FR3, se rend en Corse pour y rencontrer le préfet et le président de l'Assemblée régionale. Dans une interview à *Nice Matin*, le 9 décembre, François Giacobbi, président (MRG) du Conseil général de la Haute-Corse, annonce qu'il fait procéder "à des calculs précis sur des enregistrements systématiques pendant des mois". L'accusation est claire : FR3 Corse avantagerait systématiquement, non la gauche, mais les nationalistes. Déclarations et chiffres sont bientôt repris par la presse¹⁵⁸. Début 1984, François Giacobbi adresse un dossier sur l'information en Corse à André Holleaux, président de FR3 et à Paul Lanteri, nouveau directeur régional à Marseille.

En janvier 1984, la police saisit à FR3 Corse une cassette concernant une manifestation nationaliste à Serriera. Pour la première fois, la saisie concerne non des images déjà diffusées, mais des rushes inédits. Les journalistes jugent inacceptable cette requête qui créerait une confusion entre le travail journalistique et policier. Le 19 janvier, le SNJ FR3 lance un mot d'ordre de grève nationale pour protester contre les conditions de travail des journalistes en Corse. Il finit par y renoncer et demande que toutes les stations consacrent un sujet à la Corse en signe de solidarité - ce à quoi la direction se refuse. Le jeudi 26, la grève générale des journalistes de la chaîne a finalement lieu. Pour se défendre publiquement, la rédaction de FR3 Corse a demandé que la chaîne passe une cassette sur le problème de l'information en Corse, ce que la direction générale refuse à

¹⁵⁷ Archives Sampiero Sanguinetti.

¹⁵⁸ Cf. par exemple *Le Point*, 9 janvier 1984.

nouveau. A la fin du mois, Sampiero Sanguinetti et Édouard Guibert viennent discuter l'affaire devant la Haute Autorité.

Le rôle de FR3 Corse devient une affaire politique nationale de grande ampleur avec la publication d'un rapport sénatorial en juin 1984, par trois sénateurs, Charles Pasqua, Roger Boileau et Jules Faigt¹⁵⁹. Les auteurs reprennent les analyses du conseil général de la Haute-Corse, lequel a aussi fourni une cassette "d'extraits de journaux télévisés du 11 juin 1983 au 7 octobre 1983". Sampiero Sanguinetti adresse à la Haute Autorité, ainsi qu'à d'autres interlocuteurs, un contre-rapport¹⁶⁰ où il défend point par point FR3 Corse sur les différents chefs d'accusation. Le 4 juillet 1984, le SNJ de FR3 est reçu par la Haute Autorité. La veille, André Holleaux réexprime sa confiance dans la rédaction de FR3-Corse.

La polémique porte surtout sur les "temps d'antenne" consacrés aux "partis nationalistes", légaux ou dissous, aux "divers nationalistes", à la "violence" et à "l'ordre public", par contraste avec les rubriques "opposition nationale" et "majorité présidentielle". Les méthodes de comptabilité sont contestées par le responsable de FR3-Corse. En tout état de cause, il existe une incompatibilité de fond entre des journalistes attentifs à l'identité de l'île qu'ils estiment avoir été trop longtemps bafouée, et des notables très sensibles à tout ce qui peut ressembler à une "présence des nationalistes" à l'antenne et qui voudraient voir l'information contribuer à ramener le calme. Le compte-rendu des

¹⁵⁹ "Rapport d'information fait au nom de la commission des Affaires culturelles à la suite de la mission effectuée du 28 février au 1er mars 1984 pour étudier les conditions dans lesquelles l'information diffusée par les sociétés de programme de radio et de télévision en Corse rend compte de l'activité des mouvements séparatistes". Annexe au procès-verbal de la séance du 13 juin 1984.

¹⁶⁰ "Analyse du rapport d'information présenté par Messieurs Charles Pasqua, Roger Boileau et Jules Faigt, au nom de la commission des Affaires culturelles du Sénat, au sujet des conditions dans lesquelles d'information diffusée par les Sociétés de Programme de radio et de télévision en Corse rend compte de l'activité des mouvements séparatistes", FR3, Ajaccio, 29 juin 1984. Archives S. Sanguinetti.

conférences de presse ou des communiqués de mouvements dissous dans *Corsica Sera* irrite particulièrement les sénateurs, qui s'en prennent aussi au ton des présentateurs : "on ne peut évidemment restituer par écrit le ton employé par le journaliste, mais les membres de la mission ont observé que dès qu'une "manifestation du Souvenir" est organisée par un mouvement séparatiste, aussitôt les voix deviennent graves et empreintes d'émotion"¹⁶¹.

Il ne faudrait pas interpréter cette tension seulement selon l'opposition droite/gauche¹⁶². Beaucoup de secteurs de la société corse s'élèvent contre *Corsica Sera* : des élus du Parti Socialiste, des puristes de la langue corse qui craignent de la voir corrompue par son passage à l'antenne nationale, jusqu'à ces bergers qui, en octobre 1985, s'estiment diffamés par des propos sur la responsabilité des incendies, une source très ancienne de polémiques dans l'île, et qui portent plainte non seulement contre la télévision mais également contre l'édition corse de *Nice Matin* .

Les deux années qui suivent n'apportent pas l'apaisement. Sitôt arrivé au ministère de l'Intérieur après les élections de mars 1986, Charles Pasqua reçoit de François Giacobbi un nouveau dossier sur l'information en Corse. Dans *le Point* du 19 mai 1986, François Léotard, ministre de la Culture et de la Communication du nouveau gouvernement, est interviewé sur la politique audiovisuelle. "Chasse aux sorcières?", l'interroge-t-on. Non, "pêche aux talents", répond-il, sauf pour Radio France outre-mer, Radio France Internationale ou FR3 Corse, car, "en Nouvelle-Calédonie, aux Antilles ou en Corse, des journalistes, entre autres, ont joué, contre la France, la collusion avec des puissances étrangères". Jamais un ministre en exercice n'a porté une accusation aussi grave contre des journalistes du service public de l'audiovisuel. Vingt membres de la rédaction de FR3-Corse poursuivent François Léotard en diffamation. Le 27 octobre, le tribunal de grande instance d'Ajaccio se

¹⁶¹Rapport sénatorial, op. cit., p. 16.

¹⁶²Sur ce point voir Jean-Louis Fabiani, "La télé au pays, production locale des images et représentation politique", *Actes de la recherche en sciences sociales* n°71-72, 1988, pp 102-107.

déclare incompétent, estimant qu'un ministre, protégé par sa qualité, ne peut être condamné par une juridiction de droit commun.

Le 18 février 1987, Sampiero Sanguinetti est relevé de ses fonctions : la direction ne lui fait officiellement aucun grief, et elle lui propose un poste à Paris. Il veut rester en région : début mai, il sera nommé "grand reporter" à Marseille. Dans ce "placard", il se consacre à nouveau, activement, au syndicalisme. L'actualité corse est dominée par son départ pendant une semaine : grèves à FR3 Corse, lettres et déclarations se succèdent¹⁶³. Le 2 mars, un nouveau chef des services, Michel Satti, arrive dans l'île. Le premier rédacteur en chef pressenti se récite. Finalement, Yves Rambeau, journaliste à RFO, est nommé. Dès son arrivée, Michel Satti déclare à l'AFP : "nous recevons ici un accueil un peu difficile". Doux euphémisme. Le premier mois, il essuie deux mouvements de grève. Le 21 avril, il est enlevé par deux hommes armés se réclamant de l'ex-FNLC alors qu'il s'apprête à garer sa voiture sur le parking de son immeuble. Il est remis en liberté peu après. Il prend très vite plusieurs décisions. Il écarte de l'antenne Jean-Marc Leccia, présentateur vedette qui traitait souvent de sujets politiques, celui-là même dont le ton était critiqué dans le rapport sénatorial. Il réveille aussi l'ancienne rivalité entre Ajaccio et Bastia.

Les rapports avec la rédaction continuent de poser problème. Le 17 octobre, la station régionale diffuse le reportage exclusif d'une conférence de presse clandestine de l'ex-FNLC, ce qui fait bouillir de colère le préfet. En juillet 1987, à la suite d'une visite d'un inspecteur général venu de Paris à la demande de Michel Satti, deux journalistes, Danielle Jammet et Jean-Marc Leccia font l'objet d'une mutation autoritaire, et quatre autres reçoivent un avertissement écrit, ce qui provoque une grève de 24 heures au plan national à FR3, grève qui se prolonge en Corse. Les deux journalistes mutés confient l'affaire à la justice. Les mutations sont annulées le 3 août par le tribunal des prud'hommes de Corse du Sud. A la rentrée, Yves Rambeau fait savoir qu'il décide de quitter la Corse "pour des raisons personnelles et familiales". Il est remplacé par Claude

¹⁶³Cf. *Le Monde*, 26 février 1987, 1er-2 mars 1987.

Lagaillarde, rédacteur en chef qui vient de quitter TF1 privatisé, un ancien de la RTF où il est entré à 1956.

Le 29 octobre, un conseil d'administration extraordinaire de FR3 entérine deux décisions de René Han, le nouveau président de FR3 : le licenciement de trois journalistes (dont les deux "mutés" de juillet 1987), et la diffusion depuis Marseille et non plus Ajaccio des programmes corses. Deux signes de défiance absolue, ces mesures sont tout à fait exceptionnelles, par leur contenu : le licenciement de journalistes est rarissime à FR3 ; le transfert du siège d'un BRI est une procédure inédite. En outre, les conseils d'administration des sociétés audiovisuelles ne sont pas réputés pour la vigueur de leurs interventions dans la gestion des chaînes. Mais il a fallu donner du poids à des initiatives politiques dramatiques, qui provoquent une nouvelle grève en novembre 1987. En mai 1988, après la réélection de François Mitterrand, la direction renonce finalement à poursuivre les trois journalistes. Dans la rédaction, l'affaire a laissé des traces¹⁶⁴. La solidarité de Bastia avec Ajaccio n'a pas été totale, et les divisions politiques sous-jacentes sont réapparues à l'occasion du conflit.

Malgré les controverses, le succès d'audience de *Corsica Sera* ne se dément pas. Selon une enquête réalisée début 1987 par le Centre régional de documentation pédagogique et l'Insee¹⁶⁵, *Corsica Sera* est suivi régulièrement par 48 % de la population, et 67 % des personnes interrogées déclarent que le journal leur manquerait s'il n'existait pas.

¹⁶⁴Entretien avec Alain Verdi.

¹⁶⁵ Citée par *le Monde*, 31 octobre 1987.

VERS UNE DIRECTION AUTONOME

La station d'Ajaccio ne trouve pas le calme pour autant. Sur le plan interne d'abord : le 8 août 1988, elle connaît une nouvelle grève de 24 heures à l'appel des sections SNJ et STC (nationalistes) de la station avec le soutien du SNJ-CGT et de la CFDT. Les grévistes demandent le départ de Michel Satti, et protestent contre le non renouvellement des contrats de deux journalistes pigistes.

En juillet 1990, le CSA, préalablement saisi par François Giacobbi, demande à la direction de FR3 de veiller au pluralisme à la station FR3-Corse. Selon le CSA, pour l'année 1989, le journal a accordé 20 % du temps de parole alloué aux hommes politiques à des "personnalités locales ayant des convictions indépendantistes", alors que leur représentation dans les deux conseils généraux de l'île est de l'ordre de 10 %. Le SNJ de FR3 Corse proteste vivement dans une prise de position publique contre le principe même de l'intervention du CSA et contre ce mode d'appréciation des temps de parole.

Le 18 mai 1992, François Werner (nouveau directeur régional) et Henri False (directeur délégué au développement régional de FR3) viennent en Corse négocier avec le personnel de la station, en grève depuis quinze jours. Ils sont séquestrés une nuit et une partie de la journée par "les grévistes" (tous ne viennent pas de la station, il s'en faut), qui réclament, entre autres, la création d'une direction régionale et d'une cellule de production avec 36 emplois (la direction n'en propose que deux).

Le 14 juin 1993, France 3 Corse devient une direction territoriale totalement autonome par rapport à Marseille. Fidèle à ses principes, France 3 a suivi la politique générale : depuis le 13 mai 1991, la Corse était devenue une collectivité territoriale. Nommé à la tête de la nouvelle station, Jacques Pantalacci a fait toute sa carrière à Radio France. Il a notamment contribué au succès de Radio Corse *Frequenza Mora*, dont il était directeur depuis juin 1984. Il insiste, dans ses déclarations liminaires, sur la nécessité de développer à l'antenne tous les aspects de la société

corse au-delà de la seule information. Nul doute pourtant que celle-ci ne demeure le moment essentiel du programme¹⁶⁶.

Après cette chronique d'une mise en place difficile, il faut insister sur la rupture que représente la diffusion d'un journal télévisé quotidien en Corse depuis quatorze ans, avec une audience considérable, qui montre combien l'île est attachée à être informée par elle-même, sur elle-même. *Corsica Sera* a mis fin à de longues frustrations, mais il en a aussi révélé d'autres. Il ne faudrait pas, ici comme ailleurs, surestimer les pouvoirs de l'information télévisée.

¹⁶⁶En 1993, France 3 Corse diffusait notamment deux journaux quotidiens à 12 h 30 et 19 h 10, et un magazine hebdomadaire le vendredi, *Territoires*, à 21 h 40.

CHAPITRE 5: PRODUIRE À MARSEILLE

PREMIÈRES PRODUCTIONS

Marseille s'enorgueillit d'être la première station régionale à avoir réalisé des dramatiques diffusées sur le réseau national. De fait, dès les débuts de la chaîne, des productions sont lancées. Une des premières sera en décembre 1954 *La Pastorale d'Eygalières*, tournée en Provence avec une équipe de la station, sous la direction de Claude Barma. En 1962, Albert Olivier, directeur de la RTF, généralise cette pratique en faisant produire dans les régions des films destinés à l'ensemble du réseau¹⁶⁷. Ces entreprises ne sont pas toujours aisées, car Marseille ne dispose pas alors de studios de taille suffisante et ses équipes techniques sont maigres.

Au cours des années soixante, les productions régionales sont de deux types : d'une part, les émissions à diffusion régionale dont font partie les émissions d'information et une émission artistique hebdomadaire, auxquelles l'équipe de production apporte un soutien logistique ; d'autre part, quelques émissions à diffusion nationale. En 1962 par exemple, il s'agit principalement des *Dimanches en France*, des productions d'une trentaine de minutes, à «caractère touristique ou documentaire», réalisées par l'ensemble des centres de production régionaux, avec les moyens techniques de la station et du personnel majoritairement parisien : "Paris est venu, très tôt, faire des émissions, à Marseille, qui étaient diffusées en direct sur le réseau national. C'est de Marseille par exemple qu'a été retransmise, en direct, en 1954, une opération à cœur ouvert. Le professeur Henri était le chirurgien, assisté de Robert Devin, alors externe,

¹⁶⁷ Lettre de Pierre-Antoine Deraigne au rédacteur en chef de *Télé-Magazine*, 20 juillet 1964.

aujourd'hui professeur. Je ne sais pas pourquoi, mais j'étais le seul provincial à participer à ces émissions. Toute l'équipe venait de Paris chaque fois¹⁶⁸". La même année, les services de production de Marseille réalise entièrement une dramatique, *L'Huile sur le feu*, adaptée de Hervé Bazin, réalisée par Charles Paolini¹⁶⁹.

A partir de février 1963, les activités de production nationale et régionale sont séparées ; les équipes sont désormais spécialisées, le cameraman de l'actualité ne travaille plus pour l'information et il devient très difficile de passer d'un secteur à l'autre. Pierre Bury¹⁷⁰ se consacre à l'élaboration des émissions de télévision du réseau national, tandis que Henri Galissian, "avec l'aide de Toreilles, chef du centre vidéo, Paolini (Charles) et Aloisi, réalisateurs, Cicalini, décorateur, est chargé des émissions artistiques régionales de radio et de télévision¹⁷¹". Côté production, Marseille réalise alors régulièrement pour l'antenne régionale une émission artistique, de vingt minutes, chaque samedi et un magazine des arts, diffusé le jeudi à 13 h 40.

Jusqu'au début des années soixante-dix, la production reste seconde par rapport à toutes les activités liées à l'information, La hiérarchie professionnelle semble pourtant avoir été inverse et le prestige allait surtout aux activités de production, au point que l'actualité avait pour réputation d'accueillir les "bras cassés" de la production. La production est en effet considérée alors comme plus prestigieuse par les professionnels : "plus difficile que le journalisme, elle demande en tout cas un planning plus serré des tournages, un soin plus grand pour les images."¹⁷² Les activités dépendent fortement de Paris (le car, par exemple, était jusqu'en 1974 géré par le bureau parisien) ; il s'agit pour

¹⁶⁸ Entretien avec Pierre Cordelier.

¹⁶⁹ Entretien avec Henri Galissian.

¹⁷⁰ Entré à la RTF en 1955 à Nancy comme responsable des programmes, il arrive en 1958 à Marseille où il a la charge des programmes tant radiophoniques que télévisés. Entretien avec Pierre Bury.

¹⁷¹ Note de la Direction régionale du 7 février 1963.

¹⁷² Entretien avec Roland Kelberg.

l'essentiel de production parisienne réalisée avec des moyens régionaux. Les programmes destinés à l'auditoire régional sont peu nombreux, ils représentent moins du dixième des heures dévouées à l'information¹⁷³. La production se donne alors essentiellement trois objectifs : utiliser au mieux les moyens de production de la station et en particulier son personnel, donner à connaître les gloires locales (Pagnol, Fernandel ou Giono n'étant, on l'imagine, pas oubliés...), et "profiter des possibilités climatiques exceptionnelles et des décors naturels¹⁷⁴".

Pourtant, l'autonomie relative des stations régionales en matière de production s'impose difficilement. "En 1966, la production artistique télévisée devait être concentrée par les services parisiens. Cette décision était grave de conséquence pour les régions et en particulier pour Marseille. J'ai alors proposé - explique Robert Bellair - au directeur général de faire une expérience de déconcentration d'une fraction de la production sur Marseille et, compte tenu des possibilités naturelles de la région, de réaliser plus particulièrement les productions en extérieurs. Le directeur général me donna son accord pour une période d'essai d'une année. Aucune autre région n'a suivi à cette époque¹⁷⁵".

Paris accepte à titre expérimental et temporaire ; cependant, le provisoire dure plusieurs années, pendant lesquelles le personnel de production de Marseille se sent en sursis, jaloué, et ignoré. Il produit par exemple pour l'antenne nationale en 1967 une dizaine de dramatiques et une vingtaine d'autres émissions (des sujets pour *Cinq colonnes à la une*, le *Gala du Midem*, *Impossible n'est pas français*, *Les élections en Corse...*), mais sans que son activité soit reconnue, ni identifiée. Pourtant la production

¹⁷³ Par exemple en octobre 1969 (données représentatives de l'activité annuelle), 198 heures d'informations, de magazines et de sports régionaux, 11 heures de ces mêmes émissions pour le national. Côté production : 24 heures de production régionale et 22 heures de productions nationales.

¹⁷⁴ Note sur la production de la région de Marseille en 1968 pour l'antenne nationale.

¹⁷⁵ Lettre de Robert Bellair à André François, directeur de la télévision du 12 septembre 1969.

marseillaise emporte en 1962 un succès au festival de Boulogne avec *L'Huile sur le feu* et bénéficie des éloges de la critique (par exemple avec la dramatique *Adeline Vénician*)...

Quelles que soient les plaintes récurrentes du directeur régional, le service de production parvient à se faire allouer quelques moyens. En 1966, un grand studio de tournage est construit ; il permet d'accueillir du public et est équipé de quatre caméras électroniques, d'un orgue électrique à mémoire, d'un kinescope... En 1969, la station obtient un car de reportage noir et blanc, "venu de Paris, un peu désaffecté"¹⁷⁶ (le car couleur arrivera trois ans plus tard, Marseille étant la première région équipée).

De manière significative, c'était sous la responsabilité de l'ingénieur en chef de la station qu'étaient placées les activités de production avant que la production n'acquière son indépendance. Les productions sont encadrées par un chef des services artistiques, Pierre Fabre jusqu'en 1957, remplacé à sa mort par Henri Galissian pour un intérim de deux ans. Pierre Bury lui succède pendant quatre années puis Henri Galissian obtient la fonction en titre et la conserve jusqu'en 1974 où il devient producteur. A l'occasion de la création de la troisième chaîne, Charles Paolini, ce réalisateur réputé, arrivé à Marseille en 1962 frais émoulu du Centre de formation d'Issy-les-Moulineaux, se voit confier une mission plus générale : de 1970 à 1974, il chapeaute toutes les productions de la région sud. Après Henri Galissian, le caractère autoritaire de Robert Bellair semble avoir empêché que soit nommé de manière durable un nouveau responsable des programmes. Il faut attendre son départ en 1977 pour que Jean Bacqué assure à la fonction une nouvelle stabilité.

LES HEUREUSES ANNÉES SOIXANTE-DIX

La préparation et la naissance, à partir de 1970, de la troisième chaîne - qui commencera d'émettre le 1er janvier 1973 - change la donne : "Après une «traversée du désert» de six ans, où notre action a été assez souvent ignorée, la vocation naturelle de la télévision a enfin été reconnue et les

¹⁷⁶Entretien avec Paul Lanteri.

moyens mis à sa disposition pour assurer des objectifs de production de 50 heures en 1972 et 130 heures en 1973.”¹⁷⁷

1972-1974 est même vécu par les gens de production comme un véritable âge d’or de la production régionale. La capitale se fait moins interventionniste, ou du moins affiche une volonté claire de développer une certaine forme de culture régionale. “Il y avait un rapport équilibré entre les projets des régions et ceux de Paris.”¹⁷⁸

Les budgets des centre régionaux augmentent dans des proportions notables¹⁷⁹, une plus large autonomie est laissée aux stations pour leurs propres réalisations. “Jean-Louis Guillaud m’a donné la responsabilité de la production des programmes de la troisième pour la région Sud explique le directeur des programmes. A cette époque-là, je faisais des propositions à l’échelon central, et j’avais des réponses, très rapidement. Tous les grands prix de production ont été gagnés par la troisième chaîne de télévision”¹⁸⁰. “La naissance de la Trois a été une période bénie, jusqu’à l’éclatement. Elle constituait une structure très réduite, avec des responsables d’unités de programmes et une administration très peu importante. A cette époque, des réalisateurs et des comédiens ont choisi de venir s’installer à Marseille pour travailler, comme Régis Forissier. Jean-Jacques Bouin est aussi venu à Marseille, pour le compte de la Trois, à la recherche d’auteurs. Nous avons alors découvert des auteurs régionaux, par exemple Pierre Moustiers, Loup Durand”¹⁸¹ Seul ombre au

¹⁷⁷ Note de la Direction régionale, 27 juillet 1972. Voir aussi archives Paul Lanteri.

¹⁷⁸ Entretien avec Marie-Christine Bouillé, documentaliste, chef monteuse.

¹⁷⁹ Le budget fonctionnel de la troisième chaîne, toute jeune il est vrai, double par exemple entre 1972 et 1974.

¹⁸⁰ Entretien avec Charles Paolini, directeur des programmes pour le sud de 1970 à 1974.

¹⁸¹ Entretien avec Céline Baruch, actuel directeur de la production. Pierre Moustiers travaille toujours pour la production marseillaise, il vient d’adapter *Un si bel orage*, une dramatique produite par France 3 Méditerranée, tournée par Jean-Daniel Verhaeghe.

tableau : “Malheureusement, tout ce qui a été conçu pendant cette période a été diffusé en catastrophe, à des horaires impossibles, pendant les grèves de 1974. La diffusion avait commencé à la rentrée 1973, deux ou trois mois avant le début des grèves. Les circonstances n’ont pas permis à ces programmes d’être appréciés à leur juste valeur. Il y avait par exemple *l’Hiver d’un gentilhomme*, conçu en 8 épisodes de 26 minutes, qui a été plus tard rediffusé par la deuxième chaîne en quatre épisodes de 52 minutes. Il n’en reste pas moins le souvenir d’une période exaltante, riche en idées et en argent”¹⁸².

L’éclatement de l’ORTF vient freiner cet élan : la nouvelle troisième chaîne, FR3 (France Régions 3) est, malgré son nom, moins régionaliste que l’organisation précédente. Réalisateur de talent, son premier directeur des programmes de 1975 à 1977, Maurice Cazeneuve, est “le plus parisien des régionalistes”. Une de ses initiatives marque cependant la chaîne, la création du *Cinéma 16*, diffusé le vendredi soir. Il s’agissait d’une collection réalisée par toutes les unités régionales de production avec l’ambition de trouver des textes originaux et de nouveaux auteurs. La coordination comme le choix des sujets retenus *in fine* se fait à Paris après sélection régionale des projets. Sur ce créneau, les régions peuvent diffuser leur production propre en lieu et place des téléfilms proposés par Paris.

Marseille propose alors nombre de sujets ; ainsi, en 1975-1976 : *Histoire en ballottage*, *Marie Céleste*, *Raimu*, *L’Affaire Marius Jacob*, *Le Cyclope rouge*... A lire les comptes-rendus des réunions mensuelles des responsables de programmes, cette prolifération agace les homologues de la station phocéenne ; ils protestent à Paris contre “la façon unilatérale de travailler de Marseille” qui a tendance à les mettre devant des projets accomplis au lieu d’en discuter¹⁸³, qui n’est pas solidaire de ses collègues... Les autres régions “ont l’impression que Marseille bénéficie de passe-droits par rapport aux obligations qu’elles-mêmes doivent supporter”¹⁸⁴. En effet, le choix du réalisateur leur est souvent imposé par Paris (sauf pour certains

¹⁸² Ibid.

¹⁸³ Janvier 1976.

¹⁸⁴ Réunion des responsables de programmes des 28-29 juin 1976.

projets régionaux); mais c'est l'unité régionale de production qui porte la responsabilité du tournage et en particulier de son budget.

La production télévisée a désormais une histoire à Marseille, un passé qui est parfois vécu comme contrainte. Les créateurs de la première génération revendiquent leur place, et sont parfois mal compris de jeunes journalistes qui ont de la télévision une conception différente.

RÉGIONALISATION ?

La production est faite en région ; est-elle pour autant régionale ? La distinction est parfois nébuleuse, lorsque par exemple la direction insiste pour qu'on ne parle pas à propos du programme *Hexagonal*¹⁸⁵ de diffusion nationale mais d'une diffusion interrégionale depuis un point déterminé¹⁸⁶. Les responsables régionaux de programme réunis en commission en mai 1976 se posent la question "Qu'est-ce que le programme régional ? Y a-t-il même un programme régional ?" Et ils répondent "Oui, si c'est un programme différent, complémentaire et non ségrégationniste par rapport au programme national."

Leur vocation première ne consiste pas, selon eux, à traiter du local ; en revanche ils sont très sensibles à la hiérarchie implicite des réalisations. Comme l'explique l'ingénieur en chef de Marseille, Jacques Douin, le caractère régional d'une émission n'existe pas hors de son mode de fabrication. "Ce qui fait une émission régionale, ce n'est pas le sujet qui est retenu, ce n'est pas le contenu, ce ne sont pas les lieux où se déroule l'action, ce ne sont pas les méthodes de travail ; c'est tout simplement qu'elle soit conçue, réalisée, fabriquée PAR ET AVEC les hommes de la région¹⁸⁷". Le choix d'une production régionale résulte donc d'une volonté politique d'aménagement du territoire alors que l'information

¹⁸⁵ Une émission de la troisième chaîne réalisée à tour de rôle par les différentes stations régionales.

¹⁸⁶ Réunion des responsables de programmes du 19 mars 1976.

¹⁸⁷ Note adressée à Bernard Griveau, le 18 janvier 1977.

régionale “est irremplaçable et correspond à un besoin propre de la région”¹⁸⁸.

Certaines émissions sont destinées à une diffusion spécifiquement locale, quand d’autres sont, dès l’origine, conçues pour l’ensemble du réseau. Pourtant, la direction de FR3 précise, dès 1975, aux directeurs régionaux que “les productions doivent être échangeables” et qu’il ne faut pas qu’elles “s’enferment dans un cadre qui pourrait dissuader les autres régions de les programmer”. L’objectif de FR3 est désormais l’inter-régionalisation : il faut, explique-t-on aux régions qu’elles sortent du “huis-clos de leur territoire”¹⁸⁹. En effet, les responsables de la chaîne le réaffirment à plusieurs reprises : “il n’y a pas de production mineure et majeure, il n’y a qu’une seule programmation. La production régionale ne doit pas être la vassale de la production nationale”.

Pourtant, il existe bien une hiérarchie, implicite des émissions. La production nationale est plus prestigieuse, plus visible, souvent plus coûteuse. Parfois, la direction de la chaîne manifeste clairement ce fait. Un exemple parmi d’autres : en 1976, des auteurs régionaux ont été contactés pour mettre sur pied une dramatique, *Histoire d’A* ; mais “le président tenant au jeu *Artisans la Vertu* de Pierre Sabbagh”, le projet est remis et les responsables régionaux se plaignent dans “de telles situations de ne plus oser contacter les auteurs régionaux” qu’ils ont vainement fait travailler. En 1977, confronté à un courant de protestation des réalisateurs régionaux qui, réunis à Paris, dénoncent une “véritable colonisation des régions”, Claude Lemoine, directeur des régions, soutient qu’il n’y a pas d’hégémonie parisienne de droit mais seulement de fait : il y aurait en effet peu de projets en provenance des régions.

UNE NOUVELLE ORGANISATION

La production devient une entrave pour FR3 : comme les moyens sont fixes, il faut absolument les faire travailler. Les antennes régionales

¹⁸⁸ Ibid.

¹⁸⁹ Réunion des responsables de programme régionaux des 24 et 25 novembre 1975.

doivent simplement attendre que le travail leur arrive. L'augmentation importante du nombre d'heures de l'antenne régionale au début des années quatre-vingt s'est accompagné d'un accroissement de leurs moyens. Leur lourdeur incite la direction de FR3 à restructurer sa production.

Au début des années quatre-vingt, comme dans toute la station mais de manière peut être plus aiguë, se pose le problème du vieillissement du personnel et de son renouvellement. Comme l'explique l'ingénieur Jacques Douin, les agents "travaillant en équipe depuis très longtemps en arrivent à trop se connaître et, ainsi que les tristes ménages, ne sont guère enclins à l'indulgence. Le seul remède serait de développer la «mobilité» du personnel... mais cela est une autre histoire"¹⁹⁰. La direction régionale décide donc de faire travailler son "noyau dur" avec des personnels occasionnels

S'ajoute à ce désir de redynamiser les équipes, la loi Lang de 1983 qui crée le compte de soutien aux industries audiovisuelles et modifie de manière sensible l'organisation de la production en général et de celle de la télévision en particulier. Le compte de soutien est alimenté par une ponction sur le chiffre d'affaires du diffuseur qui ne peut plus à la fois cotiser au fonds de soutien et demander à en bénéficier. FR3 et ses productions régionales ont donc dû passer par des producteurs délégués.

Lorsque l'unité de production de Marseille est restructurée en 1983, Céline Baruch en est nommée responsable. Entrée à l'ORTF en 1960 en tant que scripte de production, puis responsable des ateliers de production des variétés au moment de la création de la deuxième chaîne, elle arrive à Marseille en 1972. Ses talents reconnus lui valent le titre de directeur de la production en 1990 avec des pouvoirs étendus pour tout ce qui concerne la fabrication, la conception, la mise en œuvre et la commercialisation des productions¹⁹¹.

La production régionale de la troisième chaîne est, depuis cette date, organisée d'une manière relativement complexe : ses moyens sont

¹⁹⁰Bilan d'activités de 1976. Note du 8 novembre 1976.

¹⁹¹Décision de François Verner du 9 mars 1990 et Entretien avec François Werner.

partagés entre programmes nationaux, programmes régionaux et production propre, avec une comptabilité en coûts réels. Chaque unité régionale de production (il y en a six : Lille, Lyon, Marseille, Rennes, Bordeaux-Toulouse et Nancy-Strasbourg) devient responsable de son budget. Les unités, solidaires entre elles, doivent réaliser chaque année un chiffre d'affaires donné sachant qu'elles ont des charges fixes à assurer (les salaires, l'amortissement des matériels et des locaux). La plus grosse partie du chiffre d'affaires correspond à des demandes des unités de production de FR3 (sport, jeunesse, fiction, documentaire...) et est réalisée avec des producteurs privés; l'unité de programme assure le rôle de producteur exécutif, prenant ainsi des responsabilités accrues. L'antenne régionale a, pour son compte, une sorte de droit de tirage sur les moyens de l'unité de production : la rédaction a, par exemple, automatiquement l'usage de la vidéo mobile quinze jours par an¹⁹². Enfin, une minorité de productions est réalisée sous la forme de prestation de services pour des producteurs indépendants.

L'unité de production appartient à la société FR3 mais elle a des charges spécifiques et elle doit réaliser l'équilibre de son compte d'exploitation par le plein emploi de ses moyens. Le directeur régional est son patron social mais elle est également placée sous l'autorité d'un responsable administratif national. La production est en quelque sorte une société dans de la société, avec ses règles propres.

Actuellement, l'unité marseillaise réalise une centaine d'heures de production par an, dont dix à vingt pour cent de fiction, une majorité d'émissions sportives et de programmes pour la jeunesse¹⁹³. Certaines de

¹⁹² En 1994, l'unité de production a disposé de 196 jours de film lourd auxquels la région n'a pas eu accès, de 182 jours de vidéomobile dont dix pour la région, et de 374 jours de tournage léger dont un peu moins de la moitié pour la région.

¹⁹³ A titre d'exemple, en 1993, l'unité de production de Marseille a réalisé 102 heures pour le programme national (soit 73 MF), dont 11 heures et demi de fiction, 17 heures de variétés, 52 heures de sports, 16 heures 30 de documentaires et 7 heures de retransmissions, théâtrales ou autres.

ses productions ont eu un important écho national, comme Bouvard et Pécuchet de Jean-Daniel Verhaeghe en 1990 ou, en 1991, *La Controverse de Valladolid*, sur un scénario de Jean-Claude Carrière, qui reçurent de nombreuses récompenses. Marseille dispose d'importants moyens techniques, une équipe lourde de tournage, deux équipes légères pour le film, un car vidéo-mobile, un plateau de 380 m²¹⁹⁴... Le centre de production de la station est aujourd'hui une maison de production de taille non négligeable, au prix, selon certains professionnels de la maison, d'un certain alourdissement des procédures.

DE LA PRODUCTION ET DES PROGRAMMES RÉGIONAUX

La situation de cette production demeure doublement originale. Aujourd'hui, aucune chaîne de télévision, publique comme privée, n'a plus d'activité lourde de production, excepté France 3 qui a maintenu, en région de surcroît, des centres¹⁹⁵ chargés de fabriquer des émissions théâtrales, des documentaires, des enquêtes importantes ou des reportages lourds, des retransmissions musicales... Cette activité de production revêt aujourd'hui des aspects très différents : réponses à des demandes de la rédaction locale, construction d'un projet soumis ensuite à Paris, réalisation d'un volet d'une série que se partagent les différentes régions en respectant les règles fixées, ou encore parfois simple sous-traitance.

Cette diversité d'activités tranche avec l'homogénéité de la rédaction qui n'a, quant à elle, que deux destinataires possibles, l'antenne régionale ou le journal national. La production se distingue également par ses conditions de travail : rythme, modes de financement, montage des projets, coopération très étroite avec Paris, voire soumission totale à certaines périodes.

¹⁹⁴ Marseille a été la première unité de France 3 à être équipée d'un car de production apte à travailler dans les deux formats, 4/3 et 16/9.

¹⁹⁵D'où des controverses récurrentes avec les producteurs privés. Voir par exemple *Midi Media*, n°24, février 1988 : "Qui a peur de FR3?".

Aussi, au cours de ce quarante années de cohabitation entre production et informations, les liens ont été souvent tendus entre l'unité de production et la rédaction. Le directeur régional doit arbitrer des conflits d'intérêt, redoublés par des querelles professionnelles. Il est placé dans une situation d'autant plus difficile que Paris ne parle pas nécessairement d'une seule voix : la rédaction nationale peut par exemple ne pas accepter les priorités d'une direction des programmes ; or, les chefs des programmes sont "responsables des émissions ce qui signifie qu'ils sont responsables de la qualité des émissions et du respect des enveloppes financières et, par conséquent, qu'ils seront jugés en dernier lieu sur les réussites et les échecs"¹⁹⁶. Mais la production, en particulier de fictions, apporte à la station un prestige certain sur la scène professionnelle et une image de marque valorisante.

Le prestige n'empêche pas un certain sentiment de vulnérabilité. La production de la troisième chaîne doit sans arrêt témoigner de sa spécificité, d'autant plus que ses moyens - et ses charges, une centaine de salariés dans les années quatre-vingt - ne sont pas négligeables : "Nous avons constamment à prouver notre utilité, pas l'information. L'information régionale sera toujours là, les décideurs et les politiques en ont besoin. Mais comment faire sentir l'apport d'un centre de production ?"¹⁹⁷

¹⁹⁶Réunion des responsables de programmes régionaux du 15 janvier 1976.

¹⁹⁷ Entretien avec Céline Baruch.

CHAPITRE 6 : 1983-1994, LE TEMPS DE LA CONCURRENCE

Après une régionalisation à demi réussie en 1983-1984, la station méditerranéenne se consacre, plus que jamais, à l'information et aux magazines, multipliant les rendez-vous avec des moyens réduits. L'information est un des grands enjeux de la concurrence - avec Antenne 2 et TF1, libérées de l'obligation de diffuser les actualités régionales¹⁹⁸, avec TF1 privatisée qui passe des accords avec la presse régionale¹⁹⁹, avec Télé Monte-Carlo, l'ancienne station rénovée, avec M6. Après un plan social douloureux, FR3 Méditerranée²⁰⁰ développe aussi, non sans réticences internes, sa connaissance de l'audience.

L'EXPÉRIENCE DE LA RÉGIONALISATION

Après 1981, pendant presque deux ans, la CFDT, premier syndicat de FR3 Marseille, critique tour à tour les départs qui frappent la station, la permanence du personnel dirigeant - ou son effacement. En juillet 1983, Paul Lanteri, alors directeur technique de la Sofratev et chargé de mission au cabinet de Louis Mexandeau, ministre des PTT, devient directeur régional. Il a le double avantage d'être un homme de télévision et un ancien de la station. Malgré ses sympathies politiques (il est réputé compagnon de route, même s'il n'est plus, depuis longtemps, membre du

¹⁹⁸ TF1 en février 1985, Antenne 2 en juillet 1989. Une campagne de promotion est alors lancée sur l'ensemble de la chaîne, avec pour leitmotiv : "A partir d'aujourd'hui, l'actualité régionale c'est sur FR3 - et seulement sur FR3".

¹⁹⁹ *Le Provençal* à Marseille.

²⁰⁰ France 3 Méditerranée depuis septembre 1992.

Parti Communiste), il ne se souvient pas d'avoir été attaqué "sauf lorsque le directeur général de FR3 a fait le tour des régions et a cru bon d'écarter de l'antenne deux ou trois présentateurs qui ne lui plaisaient pas. Or, l'un d'entre eux était l'enfant chéri du *Méridional*, et cela a fait un certain bruit"²⁰¹. Il se consacre surtout, il est vrai, aux programmes - avec un rédacteur en chef, on l'a vu, de tempérament fort modéré.

Le 5 septembre 1983, les stations de FR3 proposent, de 16 h 30 (ou 17 h) à 20 h, douze programmes régionaux qui précèdent les traditionnelles actualités. Les ambitions affichées sont considérables, particulièrement en Méditerranée : offrir aux téléspectateurs "tous les aspects de la vie régionale", mais aussi concevoir "la régionalisation comme une ouverture sur les autres régions et sur le monde méditerranéen en particulier". Il s'agit aussi de sortir du bocal professionnel en accueillant "films et documents vidéo produits par des associations culturelles ou institutions de la région en harmonie avec des thèmes proposés"²⁰².

On régionalise ainsi des recettes traditionnelles, mais en cherchant à toucher un public plus jeune que le public traditionnel de la télévision régionale. Plus que la fiction, les magazines sont à l'honneur, par exemple *Tremplin* pour les jeunes chanteurs de la région, *Studio J*, deux mercredis par mois, pour les jeunes avec de la musique, des informations sur l'avenir et les métiers, *Anticoratrois*, les antiquités et la brocante, un mercredi par mois, *Le combat des chefs*, émission-concours consacrée à la cuisine. La régionalisation est aussi l'occasion d'accroître l'autonomie de la Corse, qui développe des magazines quotidiens et des programmes locaux d'informations. Enfin, initialement programmé le vendredi à 18 heures, un magazine d'un quart d'heure en langue provençale, *Vaqui*, fait son apparition à la rentrée 1984.

Les moyens ne suivent pas. Symbole des limites de la régionalisation : un organisme d'acquisition en commun et d'échanges de programmes, l'API (l'Agence de programmes interrégionale), est immédiatement mis en place et la première émission vedette de la régionalisation, commune à

²⁰¹Entretien avec Paul Lanteri.

²⁰²*France Régions 3 : la régionalisation*, Paris : Publications FR3, 1984 .
Archives Paul Lanteri.

toutes les régions, est *Dynasty*, un feuilleton populaire américain démarqué du célèbre *Dallas*. En effet, il faut alimenter l'équivalent d'une chaîne nouvelle, à un rythme rapide, et les programmes attrayants, notamment en fiction, ne sont pas légion. La télévision régionale ne fait pas autrement que la nationale : elle va chercher en Amérique ce qui n'existe pas sur son territoire. Dès avant le début de l'expérience, les syndicats se cabrent, notamment à Nice où la grève menace en septembre 1983. Les services niçois, il est vrai, auraient aimé profiter du changement pour réaliser leur vieux rêve d'autonomie.

A la fin de 1984, l'idée d'une régionalisation en profondeur est abandonnée. Les tranches d'antenne nationale croissent à nouveau. La chaîne déclare fonctionner désormais en *network*. Les directeurs gardent le titre de "directeurs délégués à la régionalisation" (qui sera abandonné quelques années plus tard). Une autre innovation, dans l'intervalle, s'était préparée : en janvier 1985, la station de Provence-Côte d'Azur-Corse émet, pour la première fois, de la publicité régionale²⁰³.

1986 : RETOUR À L'INFORMATION?

Nouvelle présidente de FR3 depuis septembre 1985 (elle remplace André Holleaux), Janine Langlois-Glandier est une professionnelle de l'audiovisuel. Elle manifeste très tôt un souci, profiter de "l'armée de journalistes" de sa chaîne²⁰⁴ et développer le potentiel d'information. FR3 revient donc à ses orientations de l'après 1974 : le régional, c'est d'abord l'information. Dans toutes les régions, deux créneaux lui sont progressivement dévolus. D'abord, le 19/20, créé le 6 mai 1986 : l'information nationale, mais nourrie par les régions, l'information régionale et parfois locale, y alternent avec bonheur. Le 5 janvier 1987, le décrochage d'avant 19 h est déplacé à 12 h-13 h²⁰⁵. Des journaux

²⁰³ La publicité était apparue sur France 3 nationale en janvier 1983, et pour la première fois en région en janvier 1984.

²⁰⁴ Conférence de presse le 30 janvier 1986.

²⁰⁵ FR3 Aquitaine avait pris l'initiative d'occuper cette tranche horaire en semaine, dès 1982.

régionaux d'un quart d'heure sont créés, auxquels on adjoindra, le 22 janvier 1990, un journal national à 12 h 45. Le 7 janvier, FR3 diffuse des actualités régionales à 19 h 10 les dimanche et jours fériés²⁰⁶.

En juin 1986, Claude Marchand, "directeur délégué à la régionalisation" en Lorraine-Champagne-Ardenne depuis 1983, est nommé à Marseille. Paul Lanteri a été remplacé par un homme qui ne va pas mener une politique sensiblement différente. "A l'époque, les syndicats avaient redouté, avec l'arrivée de Nancy de cet ingénieur X-télécom, une "reprise en main" par la droite. En réalité, peu de choses ont changé, et la chasse aux sorcières n'a pas eu lieu"²⁰⁷. Le nouveau directeur emboîte le pas à la présidente de la chaîne : "Nous n'avons qu'une fonction de décrochage. Les régions sont cantonnées dans un rôle d'information et de service. Le rêve d'une télévision régionale n'est plus à l'ordre du jour"²⁰⁸. Il se préoccupe aussi de diversifier les ressources de la station. Discret à l'époque précédente, le parrainage se fait systématique. L'émission de rock du samedi, *Attendez pour faire la vaisselle*, animée par Thierry Bezer, est parrainée par les montres Beuchet. Claude Marchand s'essaie aussi - avec un succès inégal - à commercialiser les moyens de production de la station.

En Provence-Côte d'Azur, la priorité donnée à l'information n'empêche pas le souci de culture régionale de perdurer : en avril 1987, *Vaqui* passe de 15 minutes à 25 minutes. Il est désormais diffusé le samedi à 12 h 15, précédé de la *Télegazette* à 12 h (un magazine des Hautes-Alpes coproduit avec un producteur local, Vidéo-Gueule de Lion). Le mardi soir, après le journal national *Soir 3*, des soirées régionales distinctes sont proposées en Corse et en Provence-Côte d'Azur. Les samedis et dimanches, de 13 h à 14 h, la grille s'ouvre, dans l'ensemble de la région, à des magazines culturels, par exemple *Méridiennes*, une innovation conçue par l'un de ses responsables, le journaliste Jacques Bonnadier²⁰⁹, comme "une sorte de

²⁰⁶ Effort d'autant plus considérable qu'il représente, dans notre région, trois nouvelles éditions chaque fois, en Provence, Côte d'Azur et Corse.

²⁰⁷ *Le Monde Radio-Télévision*, 31 mai-1er juin 1987.

²⁰⁸ *Midi Media*, n°36, mars 1989.

²⁰⁹ Cité par *Midi-Media*..

*Grand Echiquier*²¹⁰ régional”, réalisé avec le car régie en direct de lieux significatifs de la culture régionale, le théâtre du Gyptis à Marseille, le Musée océanographique de Monaco, le musée Raimu à Cogolin...

1990 : DIFFICULTÉS SOCIALES

Le 1er mars 1990, François Werner remplace Claude Marchand. Agé de 37 ans, il est entré comme agent d’administration à l’ORTF en 1973. Il est surtout connu pour avoir occupé le poste de secrétaire général du SURT-CFDT, le principal syndicat de l’audiovisuel public, de 1982 à 1988. Sa science des négociations et des rapports de force lui sera utile pour s’imposer, d’autant que, comme il le reconnaît : “Je n’avais, en arrivant, ni la légitimité de l’ingénieur, ni celle du journaliste”²¹¹.

A l’invitation de sa direction générale, il nomme Céline Baruch directeur de la production et Sampiero Sanguinetti responsable des programmes. Ainsi se mesure l’évolution des pouvoirs régionaux ; les ingénieurs sont passés au second plan. Le tandem responsable d’antenne/directeur régional devient plus important que le tandem directeur régional/rédacteur en chef. L’ancien responsable de Corse est à la fois “très mal et très bien reçu” à la station. Certains, qui s’attendaient à la cogestion, sont déçus : ils ont affaire à un patron. D’autres lui sont, pour des motifs politiques, radicalement hostiles. Lui-même doit opérer une reconversion délicate, courante à FR3 dans les années quatre-vingt : de journaliste, il faut se faire programmeur. L’encadrement régional est renouvelé à la même époque. Guy-Laurent Chénine achève son très long mandat de rédacteur en chef. Emmanuel Yvon, un Breton, sera le nouveau rédacteur en chef. A Nice, Luc Mousseau remplace, en juillet, Jacky Davin avec, comme lui, la “double casquette” de chef des services et de rédacteur en chef²¹².

²¹⁰ Emission de “variétés culturelles” fameuse de l’animateur Jacques Chancel.

²¹¹ Entretien avec François Werner.

²¹² A Nice, Luc Mousseau reste un an pour être remplacé par Alain Castanié, issue de la station (qui demeurera trois ans en poste). Emmanuel

Les deux premières années sont marquées par des grèves et des mouvements sociaux, nés de problèmes nationaux. En août 1989, Philippe Guillaume est devenu Président commun aux deux chaînes de service public, Antenne 2 et FR3. En septembre 1990, alors qu'il connaît des problèmes financiers sur fond de relations aigres avec ses autorités de tutelles, démarre un mouvement original : dans plusieurs régions, les journalistes de FR3 dont la Provence, mettent un embargo sur les "remontées" de reportages régionaux à Paris. Fin novembre, le mouvement tourne à la grève. La station de Marseille compte 80 % de grévistes. Le 4 décembre, ses syndicats déclarent, au cours d'une conférence de presse : "Nous assistons à une manipulation de nos sujets, nos reportages sont souvent coupés à Paris, nous sommes traités par le mépris, alors que selon un sondage Médiamétrie de septembre, le journal régional du soir de FR3 Marseille a enregistré un taux d'audience de 41,7 %, davantage que le journal du soir d'Antenne 2". Jean-Claude Gaudin lui-même rend publique une lettre à Philippe Guillaume, réclamant les "vrais moyens de son existence à la station régionale" : "il est clair que FR3 existe d'abord par ses journaux régionaux".

Les insatisfactions ne tiennent donc pas qu'aux salaires, il s'en faut : "Le 19/20 était jusqu'au début 1990 la vitrine des régions. Au fil des semaines, il est devenu un journal national", reconnaît Sampiero Sanguinetti dans une déclaration reprise par l'AFP. Le 26 décembre, les journaux quotidiens de Corse et de Marseille-Provence ne sont pas diffusés. Le lendemain, le travail reprend, dans une certaine amertume.

Entre temps, Hervé Bourges, candidat déçu un an auparavant, et candidat souhaité par le gouvernement, est devenu président commun des deux chaînes. Au prix d'un plan social radical, le nouveau président obtient un supplément de financement des autorités de tutelle. En juin 1991, à l'annonce des effectifs concernés par le départ (à la station, 63 personnes, soit 20 % du personnel), les protestations commencent, surtout à FR3, où la grève est puissante le 14. Le mouvement se ralentit, mais la station marseillaise demeure particulièrement combative. Le directeur

Yvon est remplacé le 16 août 1993 par Claude Tronel, rédacteur en chef à Lille.

régional y sera séquestré ou retenu trois fois, en juin, en septembre et en novembre. Le 12 novembre, le personnel interrompt la tenue du comité d'établissement. Les vagues de départ sanctionnent aussi le déclin définitif de la catégorie professionnelle jadis la plus prestigieuse de la télévision, les réalisateurs. A cette occasion, certains anciens quittent définitivement la station, refusant d'être de simples "metteurs en image".

NOUVEAUX PROGRAMMES

Dans le contrat d'objectifs signé le 31 mars 1990 entre la station et la direction de FR3, la notion de télévision de proximité, nouveau leitmotiv de la direction générale²¹³, est mise en valeur. Mais les responsables émettent des réserves²¹⁴. François Werner envisage un décrochage à Toulon avec l'appui du conseil général du Var ; "en revanche, les tours de table que j'ai essayé de constituer n'ont pas permis d'envisager le financement d'un décrochage local à hauteur de 3 à 4 millions de francs"²¹⁵.

Le lundi 10 septembre, la nouvelle grille des programmes est inaugurée solennellement. Dans la tranche de la mi-journée, un rendez-vous quotidien remplace les magazines thématiques qui alternaient antérieurement : *Midi Méditerranée* est réalisé en direct chaque semaine, "depuis une grande manifestation régionale". Parmi les premiers rendez-vous "les prémices du riz en Arles, la biennale des jeunes créateurs, le Festival du film et des cultures méditerranéennes à Bastia". Les meilleurs moments seront rediffusés le samedi et feront l'objet d'une promotion en cassettes. "C'est risqué et coûteux", déclare le responsable des programmes, mais c'est un moyen de "fidéliser le public"²¹⁶.

²¹³ En 1990, trois éditions locales (de 19 h à 19 h 10) seront créées.

²¹⁴ François Werner, interview à *Midi-Media*, mai 1990.

²¹⁵ Ibid.

²¹⁶ *Le Méridional*, 8 septembre 1990. Rappelons que dans *Télé7Jours*, le 7 décembre 1985, Paul Lanteri évoquait un projet de formule "3M, Midi, Méditerranée, Magazine", lorsque FR3 ouvrirait la tranche de la mi-journée.

Outre *Vaqui*, le provençal bénéficie d'une chronique journalière dans le cadre de *Midi Méditerranée*. Le samedi, les magazines culturels disparaissent, au profit de *Attendez pour faire la vaisselle* : l'ancien magazine mensuel de rock devient hebdomadaire (le samedi de 13 h à 14 h). Depuis les origines, son contenu s'est ouvert : au show business, au cinéma, au théâtre, à la mode, à la peinture. Le magazine régional des sports passe du dimanche au lundi pour céder la place à *Midi Méditerranée*. Le mardi soir, à 22 h 30, sont créés quatre magazines en direct. Sous le titre *Enjeux Méditerranée*, ce rendez-vous, qui sera déplacé du mardi au mercredi, voit défiler des "stars" de la région ; c'est aussi le principal foyer de tensions avec les personnalités politiques²¹⁷.

Lorsque la Sept quitte, en 1992, le créneau du samedi après midi qu'elle occupait sur FR3 depuis 1990, la troisième chaîne y diffuse une alternance de rendez-vous nationaux et régionaux sous le titre *Samedi chez vous*. A 13 h, *Arguments* est une émission politique classique, différente sur Marseille et Nice : portrait, actualité de la semaine, réaction de l'invité. De 15 h à 16 h, puis de 17 h à 17 h 30, d'autres magazines sont proposés : *Arts-TV* (sur les manifestations artistiques, c'est le nouveau titre de *Attendez pour faire la vaisselle*), et pour beaucoup, des magazines de la mer, comme *Plongée*, *Iktus*, *Mémoire de la mer* (avec la Cinémathèque de la mer à Toulon).

Cette dernière programmation est l'héritière d'un mouvement amorcé dès les années soixante-dix : la coopération interméditerranéenne. Les 12 et 13 avril 1985, en marge de la réunion INPUT (qui réunit les télévisions de service public), un salon méditerranéen de la communication (le Medcom 85) avait été organisé, où furent échafaudés plusieurs projets de coproductions. Du 12 au 23 septembre 1990, le 42ème Prix Italia (festival de télévisions publiques) s'ouvre sur une conférence intitulée : "Les télévisions européennes et nord-africaines de la région méditerranéenne".

²¹⁷ Le 9 octobre 1993, Mathieu Proust, ancien journaliste de la station, est mis en examen pour avoir offensé le prince de Monaco lors d'un reportage sur la Principauté diffusé le 12 avril 1993 dans l'émission *Enjeux Méditerranée* dont un reportage évoquait une éventuelle implantation de la mafia à Monaco.

En juin 1991 (lors de la deuxième édition du festival international du documentaire "Sunny Side of the Doc"), FR3 Méditerranée annonce la réalisation d'une série de dix documentaires de 26 minutes. Thème : les épaves en Méditerranée. Titre : *Les fantômes du monde sous-marin*. Le premier numéro est réalisé par FR3²¹⁸. La série sera coproduite par les télévisions algérienne, égyptienne, grecque, espagnole et roumaine. Elle sera programmée en 1992. Le 27 juin 1991, autre coproduction ambitieuse, la *Nuit de La Méditerranée* est diffusée par FR3 depuis Arles. Menacée aujourd'hui par les évolutions politiques, au Nord comme au Sud, en Algérie et en Italie, la coopération méditerranéenne a suscité un réel élan.

POLITIQUE ET SPORT

Cette mutation des programmes s'effectue, on ne saurait l'oublier, sur un arrière-plan politique particulièrement agité. On le sait, le Front national prend volontiers pour cible les médias ; la plupart des campagnes électorales sont l'occasion de difficultés avec le parti d'extrême-droite. En janvier 1988, une équipe de FR3 Nice est attaquée physiquement dans une réunion électorale. Le 1er mars 1989, des journalistes sont victimes d'agression lors d'un meeting du Front national à Marseille. La société des journalistes de la chaîne ainsi que les syndicats CFDT, FO, CGT et SNJ demandent alors à la présidence de FR3 de différer l'interview du président du Front national qui devait avoir lieu dans le cadre du 19/20 national.

Les élections municipales de 1989 occasionnent d'autres tensions. Le 19 mars, à la Seyne-sur-Mer (Var), des militants communistes molestent un cameraman d'une équipe de FR3. Les relations de la chaîne avec Jean-Claude Gaudin se dégradent à la même époque. Le président du conseil régional a élevé, le 19 janvier, une protestation solennelle "contre le manque d'objectivité de FR3". Il regrette que la télévision n'ait pas couvert comme il le faut son projet pour la ville présenté le 17 janvier lors

²¹⁸ Avec la participation de l'URTI (Université radiophonique et télévisuelle internationale) et du CMCA (Centre méditerranéen de la coopération audiovisuelle).

d'une réunion au parc Chanot. Il rappelle un "manquement similaire à l'objectivité" lors des municipales de 1983. Il n'appréciera guère *Enjeux Méditerranée* qu'il qualifiera, à l'antenne, "d'émission inquisitoriale". Cette même année, s'amorce "la chute de la maison Médecin" à Nice. FR3 Côte d'Azur n'est pas étranger à l'affaire. Le 27 novembre 1989, le journal de la station produit un document²¹⁹ mettant en cause Jacques Médecin, ce qui entraîne une vive protestation du maire contre FR3 Nice et contre Antenne 2.

L'arrivée de Bernard Tapie sur la scène sportive et municipale donne à FR3 Méditerranée un "partenaire" particulièrement combatif et tonitruant. Avec le chef d'entreprise à sa tête à partir de 1987, l'OM cherche à vendre ses images au plus offrant²²⁰, et mène simultanément une politique de communication agressive. C'est lorsque le député-président de club est mis en examen dans un scandale politico-financier-sportif que les relations avec la station se tendent : en juillet 1993, un journaliste de France 3 loue une embarcation pour filmer le yacht le *Phocea*, où le président de l'OM reçoit Jean-Pierre Bernès, directeur du club, peu avant sa remise en liberté. Il voit avec surprise Bernard Tapie foncer à bord de l'annexe du yacht, se saisir de la caméra et la jeter à la mer. Quelques jours après, trois membres du club viennent, au nom du patron de l'OM, proposer une caméra dans une valise ornée d'un nœud rouge au siège de la station. La direction refuse. Contre-attaquant, elle attaque Bernard Tapie en justice. Le même mois, lors de la rencontre Marseille-Lens à Marseille, des contrôleurs de l'OM interdisent l'entrée de caméras autres que celles de TF1 et de Canal Plus, tandis qu'un supporter, issu d'une foule reprochant aux médias leur attitude dans l'affaire du match Valenciennes-OM, frappe violemment un journaliste de France 2.

²¹⁹ La photocopie d'un procès verbal de la Direction des affaires douanières, à propos d'un compte du maire à Los Angeles.

²²⁰ Le 18 octobre 1989, Canal Plus fait jouer la clause d'exclusivité qu'il a obtenue et FR3 ne peut filmer une rencontre de Coupe d'Europe.

1994

En mars 1993, les élections législatives provoquent une alternance gouvernementale. En décembre, le CSA remplace Hervé Bourges par Jean-Pierre Elkabbach, seul candidat demeuré en lice. Des renouvellements se préparent à la tête des stations régionales. François Werner partira, à regret, en février 1994. La direction de France 3 fait savoir qu'il "sera chargé de l'élaboration pour France 3 du plan stratégique de France Télévision". Robert Thévenot, directeur de France 3 Bourgogne Franche-Comté depuis 1990, le remplace. C'est un ancien de l'ORTF où il est entré en 1973 comme assistant de direction mais il a également une longue expérience d'élu municipal à Lyon et de représentant syndical pour les personnels d'encadrement au sein de la société.

Le départ de Sampiero Sanguinetti surprend plus. Il provoque le 14 avril une grève de 24 heures, "peu suivie"²²¹. Robert Thévenot nomme responsable des programmes Alain Desmaris qu'il a connu en Bourgogne, et qui occupait au moment de sa nomination le poste de rédacteur en chef du journal de la mi-journée sur France 3 national ; Jacques Laurent, ancien rédacteur en chef de France 3 Franche-Comté, devient rédacteur en chef à Nice en remplacement d'Alain Castanié, qui partira peu après s'occuper de l'antenne de Toulon. Le nouveau directeur explique ainsi les changements : "J'aime travailler avec des gens que je connais"²²². Il évoque aussi un changement d'horaire pour *Vaqui* et annonce qu'il veut donner plus de place à l'information : priorité donc au décrochage local de Toulon, et mise en chantier de trois magazines communs aux deux rédactions, dont un nouveau magazine «tout images» consacré aux faits de société.

²²¹ Selon *Le Monde*, 16 avril 1994.

²²² *Midi Media*, mai 1994.

CÂBLE, M6, TMC : D'AUTRES TÉLÉVISIONS

En matière de programmes, la station a été stimulée aussi par une concurrence croissante, notamment sur le front de l'information, élément clef de la réussite des chaînes locales et régionales. A Nice, le câble a été très tôt l'affaire de la municipalité. En 1977, un réseau a été mis en place à l'instigation de Jacques Médecin pour couvrir les zones d'ombre. Le 21 décembre 1984, la Haute Autorité autorise la ville de Nice à distribuer son propre vidéo-magazine sur le réseau câblé. Diffusé depuis le début de l'année par cassette et sur certains circuits internes publics, Nice Vidéo Magazine passe sur le Canal 40 du réseau câblé. Le 14 décembre 1987, 4 460 foyers sont équipés à Nice pour recevoir 21 chaînes de télévision françaises et étrangères, annonce Bernard Leconte, président de Région Câble, concessionnaire du réseau niçois. 20 000 foyers sont déjà raccordés au réseau traditionnel, et Région Câble compte alors 3 300 abonnés à Nice. En 1988, la ville lance un deuxième réseau de 29 canaux qui sera primé comme le meilleur plan câble à Médiaville - la convention annuelle des villes câblées. En octobre 1989, selon *Midi Media*, Région Câble Riviera offrait 55 000 prises raccordables et 12 300 raccordées.

Le câble marseillais s'est lui aussi beaucoup préoccupé d'information. Le réseau Marseille Citévision a ouvert en décembre 1988. Communication-Développement, filiale de la Caisse des dépôts et consignations, est l'actionnaire majoritaire de la Société méditerranéenne de vidéocommunication qui exploite le réseau de Marseille sous la dénomination "Citévision Marseille"²²³. Après un démarrage difficile, le réseau enregistre son dix millième abonné en janvier 1991. Un accord cadre est signé en mai avec les organismes HLM de la ville pour promouvoir l'abonnement collectif, ce qui permet une sensible baisse de prix (99 F pour l'abonnement de base de vingt canaux contre 149 F pour l'abonnement individuel). Fleuron de la programmation, Canal Marseille, que Marseille Citévision maintient quand beaucoup de villes choisissent d'abandonner leur canal local, est fait "par et pour les Marseillais" selon

²²³ L'enseigne "Citévision" caractérise les réseaux de Communication-Développement.

Jean-Claude Boscher, directeur général de Marseille Citévision²²⁴. Le programme municipal se nourrit de partenariats locaux, avec la ville, avec le conseil général, avec l'INA-Méditerranée (l'émission *Télé Club*), et avec les autres chaînes de télévision. En 1991, grâce à un accord avec FR3 Méditerranée signé le 21 janvier, Canal Marseille rediffusera le journal de 19 h 40, *Corsica Sera* et *Midi Méditerranée* ; un accord similaire permettra la reprise du *6 minutes Marseille* de M6 dont sera proposée aussi une compilation le week-end sous le titre *5X6*. Car Métropole 6, la chaîne privée de la CLT lancée en 1987 au plan national s'est fait connaître en pratiquant une politique active de décrochages locaux ; en octobre 1990, elle a ouvert le *6 minutes Marseille*, version locale de son journal tout en images.

Enfin, à la même époque, Télé Monte-Carlo, qui fut la première télévision privée à émettre du territoire français, rajeunit capital, audience et stratégie. On s'en souvient, la chaîne était traditionnellement reçue à Nice et Cannes, et jusqu'à Toulon par les bricoleurs d'antenne. En 1976-1980, elle avait connu un réel succès d'audience en programmant pléthore de fictions qu'elle était seule à pouvoir interrompre de publicité. Son directeur général était alors Jacques Sallebert, ancien journaliste de l'ORTF.

Le 23 janvier 1984, une petite phrase de François Mitterrand bouleverse le destin de la chaîne : il annonce qu'un accord est presque acquis pour la construction d'un émetteur dans la région de Marseille. Le 15 octobre, Télé Monte-Carlo étend sa desserte au Var et aux Bouches-du-Rhône - plus marginalement aux Alpes-de-Haute-Provence et au Vaucluse. Avec les Alpes-Maritimes - la terre d'origine, la zone de couverture des émetteurs représenterait trois millions et demi de personnes²²⁵. C'est presque la même zone qu'FR3 Méditerranée. La chaîne ne profite pas tout de suite de cet avantage. Elle ne peut faire face à la concurrence accrue des années quatre-vingt ; les dirigeants se succèdent rapidement ; le capital est

²²⁴*Le Monde*, 26-27 mai 1991, "Marseille choisit l'abonnement collectif".

²²⁵*Sud-Affaires* n°35, jeudi 24 octobre 1985.

plusieurs fois recomposé²²⁶. En 1989, elle s'essaie à programmer des clips vidéo le matin, pour regagner un public jeune.

En 1990, une stratégie stable est instaurée²²⁷. Titulaire de l'autorisation d'émettre, la Société spéciale d'entreprise (SSE) - alors filiale à 60 % de RMC et 40 % de la Principauté de Monaco - confie l'antenne à la Société Monégasque des Ondes, qui dépend de la Générale d'Images²²⁸. Philippe d'Amalric devient directeur général de TMC. Il ouvre un bureau à Marseille et procède, en décembre 1990, à une première rénovation de la grille²²⁹, où l'information fait une entrée en force, avec des magazines comme *Le Sud à la carte*, *le Sud qui gagne*, *les Lettres de nos Villages* et *InfoSud*.

En 1993, la Monégasque des Ondes confie les programmes de TMC à Ellipse Câble, filiale de Canal Plus. Michel Thoulouze, P-DG d'Ellipse, jadis reporter vedette du service public, devient vice-président délégué de la chaîne. La grille lancée le 20 septembre 1993 se veut, dans la tradition de la chaîne, familiale et généraliste. TMC émet désormais de midi à 1 h du matin, et le week-end, de 8 h à 1 h du matin. La grille est renouvelée, avec des émissions comme *Télé-TV* (talk show quotidien sur la télévision) et *Méditerranée 40*, annoncée comme la première émission européenne sur "la musique du Sud". Enfin, TMC "monte" sur le satellite Télécom 2B le 16 octobre 1993. Elle peut donc être reprise, dans toute la France, par les réseaux câblés - même si elle entend demeurer conserver son identité régionale.

²²⁶ Thierry Funck-Brentano, venu de Matra, en 1980, Bernard Spindler - qui s'en va en 1989.

²²⁷ Cf. *Midi Media*, n°82, octobre 1993.

²²⁸ Filiale de la Générale des Eaux, la Générale d'Images est l'un des principaux opérateurs du câble français.

²²⁹ Cf. *Midi Media*, n°63, novembre 1991.

CONNAÎTRE L'AUDIENCE

Une dernière révolution marque cette époque : la télévision régionale accède à une connaissance plus approfondie de son public. Le CEO²³⁰ posait certes, depuis 1976, toutes les semaines, des questions sur les habitudes d'écoute des actualités régionales. Ces chiffres étaient demeurés stables. A titre d'exemple, dans la semaine du 31 janvier au 6 février 1977, 37 % des personnes interrogées regardaient les informations régionales de 4 à 6 fois par semaine, 17 % de 2 à 3 fois par semaine, 6 % une fois par semaine, 31 % jamais (auxquels il faut ajouter 9 % de sans réponse). Il y a donc un fort public d'habitues (pour beaucoup les très gros consommateurs de télévision qui n'ont affaire qu'à l'offre unique des actualités régionales sur les trois chaînes). Les détails de l'enquête confirment ce trait : les personnes âgées et les inactifs sont surreprésentés dans le public des actualités régionales.

Pour les émissions régionales, les résultats sont plus sévères. Dans cette même semaine, 55 % des possesseurs de télévision seulement disent "connaître, ne serait-ce que de nom, les émissions régionales de FR3", 27 % disent "ne pas les connaître", 18 % ne répondent pas. De plus, une part importante de ceux qui regardent les actualités régulièrement disent "ne pas connaître" les émissions régionales (34 %).

Une connaissance de l'audience région par région devient indispensable avec la disparition de la diffusion simultanée. Si les enquêtes "Médialocales" de Médiamétrie, à partir de 1987-1988, permettent de régionaliser la part d'audience de la chaîne, il faut attendre janvier 1990 pour disposer d'un indice d'audience, émission par émission et région par région.

Quel est le bilan de janvier 1990 à mars 1994 ? En semaine, dans la tranche 19 h 15-19 h 30, l'audience de la région Méditerranée est à peu

²³⁰ Le Centre d'études d'opinion, rattaché au Service juridique et technique de l'information, mesurait l'audience de la télévision publique jusqu'en 1985, année où Médiamétrie, société anonyme, lui succéda.

près régulière : la part d'audience²³¹ oscille entre 33 et 43 % de téléspectateurs, ce qui est supérieur à la moyenne nationale dans la même tranche horaire (autour de 33 %). Par contre, la tranche 12 h-12 h 45 voit une progression spectaculaire, à Marseille (de 4,4 % de part d'audience en janvier-juin 1990 à 22,7 % en janvier-mars 1994) comme à Nice (de 9,7 % à 33,5 %). Le samedi, France 3 Méditerranée demeure au-dessus de la moyenne de FR3. De 12 h à 12 h 30, *Vaqui* attire en moyenne 16 % de part d'audience, puis le journal régional, 21 %.

En 1992, le service des études de France 3 fait aussi procéder à une évaluation qualitative des soirées *Mercredi chez vous*²³². Des groupes de discussion sont réunies dans toutes les régions de la chaîne. Résultat général : l'offre ne jouit pas d'une forte notoriété, et n'a pas suscité la fidélisation, à l'exception, persistante, de la tranche d'information régionale. Les émissions régionales sont mal identifiées à l'antenne, et bénéficient d'une très faible publicité dans la presse quotidienne régionale, ce qui impose une politique de rendez-vous encore plus stricte que sur les chaînes nationales. Dans ce bilan en demi-teintes, France 3 Méditerranée tire son épingle du jeu. "Le fait que les magazines portent l'estampille région paraît appréciable" en soi. Les journalistes présents à l'antenne suscitent de fortes réactions - et sont constitutifs de l'identité des émissions régionales²³³. Les émissions régionales sont mieux identifiées et suscitent un plus fort attachement qu'ailleurs.

²³¹C'est à dire le pourcentage de téléspectateurs qui regardent l'émission par rapport au total des téléspectateurs présents devant le poste à ce moment-là.

²³² Voir les deux volumes : Institut national de l'audiovisuel (1992). *France 3, étude soirées régionales, rapport de synthèse*, et *France 3, étude soirées régionales, Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Bry-sur-Marne, dactylographié.

²³³ Plusieurs émissions sont testées à Marseille et à Nice, dont *Enjeux 92* avec Bernard Tapie (diffusé le 1er avril 1992), ainsi que *Spécial Tango* (19 novembre 1992), et *Touaregs* (11 mars 1992).

CONCLUSION: QUEL AVENIR POUR LA TÉLÉVISION RÉGIONALE PUBLIQUE ?

France 3 Méditerranée connaît d'abord les problèmes et les questions de toute station régionale. Le rapport avec le centre est crucial. Trop souvent, certes, l'excès de centralisation est dénoncé sans qu'une réflexion sur les alternatives possibles soit amorcée. Comme l'écrivait Pierre Grémion dans un classique sur cette question : "L'administration se voit conférer le statut ambigu de *socius ex machina* et de bouc émissaire. Mais lui conférer cette capacité démiurgique pour mieux la contester a quelque chose de suspect : la part émotionnelle est trop forte ; la démonstration rationnelle trop congrue. Il faut y regarder de plus près"²³⁴. La plupart des témoins, il est vrai, s'interrogent non sur une rupture avec Paris, mais sur une définition adéquate des rapports entre la périphérie et le centre qui paraît très (trop ?) lointains dans certains propos : "vous savez, Marseille est à dix mille kilomètres de Paris", ou bien encore : "il faut en finir avec le côté comptoir des Indes et ses distantes succursales de France 3". Bref, il faut se rapprocher pour mieux se comprendre : mais aussi, garder ses distances pour bénéficier, là où elle est nécessaire, d'une véritable autonomie.

Pour cela, il faut définir de façon claire ce que l'on entend par "régionalisation" de la télévision. Plusieurs conceptions sont possibles. Elles ont été résumées par Robert Stéphane²³⁵, responsable de la RTBF (la radio télévision belge francophone), qui esquisse une typologie des

²³⁴Pierre Grémion, *Le pouvoir périphérique, bureaucrates et notables dans le système politique français*, Paris, Editions du Seuil, 1976, p. 10.

²³⁵Robert Stéphane, cité par Carlo Garitaonandia (1993). "Regional Television in Europe", *European Journal of Communication*, Londres: Sage, Vol. 8, p.p 277-294.

formes de relations entre une télévision centrale et ses régions : la télévision déconcentrée (simple déconcentration de moyens), la télévision décentralisée (actualités régionales avec des contributions au journal national), la télévision régionale (production - hors informations - produite et diffusé régionalement), la télévision fédérale (des stations indépendantes mais associées, avec éventuellement échange de programme : l'ARD allemande), les stations autonomes (Catalogne). On voit apparaître en fait trois critères : la nature des liens avec le centre, la nature des activités, le type de région.

A France 3, rappelons-le, les liens avec le centre sont considérables : les stations régionales n'agissent pas juridiquement en leur nom, mais en celui de la société toute entière. Leur autonomie est très réduite sur certains plans : sur le plan budgétaire d'abord. Comme le dit un ancien directeur, dans le budget d'une station régionale, "il n'y a pas un franc qui dépasse de l'autre". Les décisions d'investissement dans les moyens, les effectifs, sont décidés "depuis Paris". Reste l'essentiel : l'antenne. Celle-ci est conditionnée, bien sûr, par le système des décrochages et l'insertion à une antenne nationale. Double contrainte : d'abord de créneau horaire ; la notion de *prime time* y est trop souvent nationalisé. Défini nationalement, le 20 h 30 n'est pourtant pas adapté à toutes les habitudes locales ; on se couche ainsi plus tôt au nord. Mais la contrainte de décrochage est autre ; dans un environnement concurrentiel, elle suppose que l'antenne - nationale ou régionale - demeure homogène, en termes de styles, de décor, ou, pour parler le langage du jour, d'"habillage" et de "signalétique", pour être à même de "fidéliser" un peu mieux le téléspectateur. Cette "surveillance" de l'antenne s'est accrue dans les années quatre-vingt.

Deuxième critère de classement des stations régionales : la nature des activités. A Marseille, production et information doivent être solidaires. Mais les deux activités ne travaillent pas selon les mêmes logiques, les mêmes rythmes. Elles ne s'insèrent pas dans le même ensemble. De plus, leur place a évolué. Selon un journaliste : "à France 3, la production a longtemps été considérée comme une aristocratie - cela était certainement vrai aux débuts de la troisième chaîne. Depuis, ça s'est un peu inversé. On

donne plus facilement la priorité au journal". De fait, au fil de notre histoire, le journalisme a pris une place croissante ; en même temps que sa définition s'est élargie, d'un prudent journal télévisé, à des actualités plus étoffées, entourées de magazines. L'attention politique pèse peut-être sur les informations. Elle assure aussi leur prestige : on a vu des hommes politiques régionaux, pas toujours favorables aux journalistes de la chaîne, plaider pour que les moyens de France 3 se renforcent. Elle pose le problème délicat du recrutement des hommes, qui doit être suffisamment varié pour ne pas risquer la "connivence" avec le terrain (péril dont on croit trop souvent qu'il n'est que régional). La production, quant à elle, doit sans cesse prouver ses capacités. Elle ne répond pas à une logique d'antenne, mais à une gestion de moyens. Les responsables sont particulièrement attentifs à ce qui est simple déconcentration : les productions décidées et gérées depuis Paris utilisant des moyens locaux.

Enfin, la nature de la région est déterminante. La Corse a depuis peu, gagné son autonomie. Le reste de la région a progressivement fait régresser sa "double dualité". D'une part, et depuis longtemps, l'information n'est plus centrée sur Marseille et s'est intéressée aux autres départements. Évolution facilitée par la télévision câblée qui, créant un "canal Marseille", donne à la ville une "identité audiovisuelle" distincte. Deuxième dualité, entre Marseille et Nice, éternelles rivales et compagnes.

La région se définit aussi par son caractère urbain, peuplé, cosmopolite. Riche d'événements et d'hommes, elle a bien répondu aux efforts de la télévision régionale dans les années quatre-vingt. Rien ne dit que cet effort ne puisse être prolongée, et de nouveaux créneaux ouverts : si les moyens suivent, si la volonté politique est présente. La conquête de nouveaux créneaux de programmation paraît en tout cas possible, et de "grands décrochages" difficilement concevables auparavant sont envisagés. Mais, en même temps, une information plus locale est partout réclamée, de la base où elle obtient un réel succès, du sommet où elle relève de la politique générale de la chaîne. Il paraît difficile d'assumer, jusqu'au bout, les deux orientations. Alors, à quelle échelle, quand, comment, avec quels moyens ? La régionalisation répond au fond à des demandes diverses :

des pouvoirs locaux et centraux, des professionnels de la télévision. A considérer le nombre croissant d'heures transmises, et surtout produites, régionalement : des deux heures de journaux de 1974 à plus de huit heures hebdomadaires aujourd'hui, et surtout les succès d'audience et la satisfaction des téléspectateurs, plus élevées dans la région qu'ailleurs, elle a su aussi se construire un public.

ANNEXES

ANNEXE 1 : EFFECTIFS, 1976-1990

EFFECTIFS			Marseille	Nice	Corse
TOTAL					
31.12.76	J	19	16	9	44
	A	230	50	13	293
30.4.78	J	22	17	6	45
	A	227	51	15	293
31.1.80	J	21	19	8	48
	A	229	51	18	298
30.7.82	J	26	22	14	62
	A	238	57	22	317
19.2.90	J	25	23	22	70
	A	212	43	50	305

J = journalistes, A= Autres

N.B. Il s'agit seulement des effectifs réels permanents. On ne tient donc pas compte des pigistes.

ANNEXE 2 : CHRONOLOGIE

I- LES RESPONSABLES

1947: René Besse, directeur régional

1961: Pierre Antoine Deraigne, directeur régional

1964: Robert Bellair, directeur régional, Max Gausсен, chef de BRI à Marseille.

1964 : Jacques Donot, rédacteur en chef à Nice?

1972: Robert Pietri?, rédacteur en chef à Marseille.

1975: Guy Jolivet, rédacteur en chef à Marseille, Jean-Claude Courdy, chef des services à Nice, Paul Fougerol, rédacteur en chef à Nice.

1977: Gérard Morin, chef des services à Nice, Patrick Visonneau, rédacteur en chef à Nice.

1977: Bernard Griveau, directeur régional

1978 (février): Jean-Marie Belin, rédacteur en chef à Marseille.

1981 (14 mai): Sampiero Sanguinetti chef du service en Corse.

1982 (octobre): Guy-Laurent Chénine, rédacteur en chef à Marseille.

1983 (juillet): Paul Lanteri, directeur régional à Marseille.

1988 : Max Gausсен, rédacteur en chef à Marseille de 1964 à 1972, devient chef des services à Nice

1987 (mars): Michel Satti, chef du service de la radiotélévision en Corse.

1990 (mars): François Werner, directeur régional à Marseille. Sampiero Sanguinetti, responsable de l'antenne. Céline Baruch, directeur de la production. Emmanuel Yvon, rédacteur en chef. Luc Mousseau, chef des services et rédacteur en chef à Nice (remplace Jacky Davin).

1991: Alain Castanié, chef des services et rédacteur en chef à Nice.

1993 (juin): Jacques Pantalacci, directeur territorial en Corse.

1994 (février): Robert Thévenot, directeur régional. Alain Desmaris, responsable de l'antenne.

1994 (octobre): Jacques Pantalacci demande à être relevé de ses fonctions. René Siacci le remplace.

II- L'ANTENNE

1952 (10 avril) : La Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille vote un emprunt pour la construction d'un émetteur de télévision en Provence.

1954 (16 septembre): Anne-Marie Peysson et Nathalie Saltchenko, premières speakerines de la télévision provençale

1954 (20 septembre) : Inauguration de la 30ème foire de Marseille et de l'émetteur de télévision du parc CHANOT (circuit fermé), l'émetteur du massif de l'Etoile entrera en service quelques semaines plus tard.

1954 (2 octobre): Première de *Provence Magazine*, émission de Jean de Benedetti (le samedi de 13h à 13H30)

1954 (9 octobre) : Première émission d'*Actualités Méditerranée* .

1954 (10 novembre) : Gaston Defferre suspend l'arrêté qui interdisait la prise de sons ou d'images sur la voie publique.

1954 (1 décembre): Le relais avec Paris est opérationnel.

1954 (6 décembre): *La Pastorale* de Eygalières, première dramatique tournée en région (elle sera diffusée le 24 décembre).

1954 (13 décembre) : *La Marseillaise* évoque sur un ton vengeur la parution régulière d'un "courrier des téléspectateurs" dans *Le Provençal*.

1955 (mars) : Mise en place de l'antenne définitive.

1955 (3 octobre): Premières images des fonds marins en direct de la Calypso avec le Commandant Cousteau, visite de l'Aquieila, navire coulé en 1944

1956 (3 janvier) : Emission télévisée à 19h15 avec les députés François Billoux (Parti communiste), Gaston Defferre (SFIO), Alexis Pelat (UDCA).

1956 (26 septembre) : Inauguration du relais-retour Marseille-Paris en direct de l'Aven d'Orgnac, avec Pierre Tchernia.

1956 (9 décembre) : Inauguration de l'émetteur de télévision du Pic de l'Ours, dans l'Estérel.

1957 (janvier) : L'émission *Actualités Méditerranée* se sépare de *Provence Magazine* et est diffusée, deux fois par semaine, sur un créneau différent.

1957 (7 janvier) : Lancement de l'émission sportive hebdomadaire *Sport Flash* animée par Bruno Delaye (le lundi en fin d'après-midi, puis à partir de 1961 à la mi-journée). L'émission sera intégrée au journal régional en 1964.

1958 (16 mars) : Marseille réalise son premier *Dimanche en France*, pour le réseau national, filmé par Jacques Bianchi et André Giran, consacré à Fernandel et au Festival de Cannes.

1958 : Arrivée de la chaîne unique de la RTF en Corse

1959 (juin) : *Reflets de Provence* remplace *Actualités Méditerranée*. (jusqu'en novembre 1961 où l'émission retrouve son titre original) En septembre, *Escale au soleil* succède à *Provence Magazine*, toujours avec Jean de Benedetti (samedi de 13 h 30 à 14 h 30). L'émission sera supprimée en octobre 1962.

1962 (8 mars) : Marseille inaugure son *Magazine de la mer* (tous les jeudi 26 minutes à 13H30).

1962 (21 juin) : "Un sens à la vie", essai de spectacle total dédié à la mémoire de Saint-Exupéry, avec François Périer et Hélène Martin.

1962 (7 décembre) : Lancement de *L'album des lettres et des arts*, magazine culturel mensuel de Axel Toursky (26 minutes).

1963 (29 novembre) : Naissance de *Provence Actualités*, journal télévisé quotidien de quinze minutes qui remplace *Actualités Méditerranée*.

1963 : Naissance de *Midi Variétés*, (hebdomadaire puis mensuel), une émission de variétés réalisée par Max Leclerc, présentée par Raymond Gimel ou Jean-Paul Seligman (26 minutes).

1964 (février) : Le Centre d'actualités télévisées de Nice a son propre journal.

1964 (21 février) : Diffusion d'un journal quotidien à Nice.

1964 (20 juin) : Inauguration de la deuxième chaîne à Marseille.

1965 : Création du magazine *De soleil et d'azur*

1967 (juillet) : La télévision niçoise déménage et s'installe à La Brague, à Antibes. Irène Fouquet devient responsable du centre de production.

1969 (16 avril) : Naissance du magazine corse

1969 : Première émission radio en Corse.

1970 (2 avril) : Premier sujet en couleur de *Provence Actualités*. Toute l'émission sera entièrement en couleur à partir de septembre 1971.

1972 : Création du Spécial Corse, magazine hebdomadaire diffusé le mercredi.

1973 (1er janvier) : Naissance de la troisième chaîne couleur.

1973 (30 juin) : Démarrage des émetteurs 3^e chaîne de l'Etoile, du Mont Ventoux et de Pomègues.

1975 (1er janvier) : Naissance de FR3

1975 (février) : Présentation publique de la première grille de FR3 PACAC. Le BRI réalise, en plus des actualités, un magazine d'1 h 30 programmé trois soirées par semaine et le magazine sportif *Sport Méditerranée*, diffusée le lundi en alternance avec *Record Sud* (présenté par Marie ALBE et Henri TOULOT). Le mercredi, reportages économiques ou culturels sur la région.

1976 : Au journal régional s'ajoutent deux magazines de 13 minutes, les lundi et les jeudi.

1976 (mai) : *Vita Corsa* (magazine hebdomadaire moitié en corse, moitié en français) est diffusée sur la Corse par les émetteurs de Marseille le vendredi à 18h.

1977 (mars) : Elections municipales, Jean-Claude COURDY, responsable du BRI de Nice, est candidat de la majorité, ce qui provoque une grève, les 22 et 23 février.

1977 : Pour l'ensemble de la région, deux autres magazines sont diffusés les mercredi et les samedi.

1977 (14 octobre) : La télévision de Marseille diffuse pour la première fois un court métrage en provençal.

1978 (22 mai) : Nouvelle formule du journal à Marseille.

1978 (6 juin) : Premières émissions en décrochage spécifique pour la Corse: *Corse 3* (en français, 13 minutes, mercredi, 19 h 40), et *Di Casa* (en corse, 13 minutes, samedi, 19 h 40).

1978 (avril et septembre) : Attentats contre le chantier de la station de Corse au Scudo.

1978 (décembre) : Inauguration de l'ENG à Marseille.

1980 (6 janvier) : Evénements de Bastelica en Corse.

1980 (26 juin) : Création du Club de la Presse à Nice.

1982 (octobre) : Création de la Vidéothèque régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur (futur INA-Méditerranée), première vidéothèque

décentralisée de l'Institut national de l'audiovisuel qui s'installe à la Vieille Charité à Marseille.

1982 (16 décembre) : Début du journal télévisé quotidien (*Corsica Sera*) en Corse - en langue corse

1983 (mars) : Débat Gaudin-Defferre en direct avant le deuxième tour des élections municipales.

1983 (5 septembre) : Création d'un décrochage régional de 17 h-19 h sur l'ensemble du réseau de FR3.

1984 (juin) : Publication du rapport sénatorial sur l'information en Corse.

1984 (septembre) : Création de *Vaqui*, magazine hebdomadaire en provençal, un quart d'heure au début puis 25 minutes en 1987, il est confié à Michèle Bramerie.

1985 (1er janvier) : Début de la publicité régionale sur FR3-PACAC

1986 (6 mai) : Lancement du "19-20" sur FR3

1987 (5 janvier) : Précédé d'un flash d'informations national, le décrochage régional de FR3 passe de 18 h-19 h à 12 h 15-13 h 15. La tranche sera progressivement dévolue à l'information, et baptisée le "12-13".

1993 (14 juin) : France 3 Corse devient une direction autonome de France 3.

BIBLIOGRAPHIE

André, Jean-Louis, (1987) "Le label FR3-Méditerranée", *Le Monde-Radio-Télévision*, 31 mai-1er juin.

Braudel, Fernand (1985). *La Méditerranée. L'espace et l'histoire*, Paris, Flammarion, Champs.

Bury, Pierre (1963). "Marseille dans les plus beaux décors du monde". *Les cahiers de la télévision*, (n°5), pp.20-26.

Bury, Pierre (1963) "L'action culturelle des services artistiques de la radiodiffusion télévision française à Marseille", *Bulletin des jeunes de l'Association Guillaume Budé*, n°8 à 10.

Charon, Jean-Marie (dir.) (1990). "Les médias du local", *Médiaspouvoirs*, n°18, mai-juin, pp 108-172.

Denery Jérôme (1984). *L'évolution du journal télévisé régional Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse de 1954 à 1974*, Mémoire de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix en Provence.

Désormeaux, Didier (1982). *Les sources de l'information audiovisuelle régionale*. Université de Bordeaux III.

Désormeaux, Didier & Ricard, Alain (1983). *Une télévision introuvable, la régionalisation de FR3*. Bordeaux: Lasic (laboratoire associée des sciences de l'information et de la communication).

Données économiques et sociales PACA, Edition 1992. Paris : Editions de l'INSEE, 1991.

Fabiani, Jean-Louis (1988). La télé au pays, production locale des images et représentation politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 102-107.

Garitaonandía, Carlo (1993). "Regional Télévision in Europe", *European Journal of Communication*, Londres: Sage, Vol. 8, p. 277-294.

Institut national de l'audiovisuel (1992). *France 3, étude soirées régionales*, Rapport de synthèse. Bry-sur-Marne, dactylographié.

Institut national de l'audiovisuel (1992). *France 3, étude soirées régionales, rapport Provence-Alpes-Côte d'Azur*. Bry-sur-Marne, dactylographié.

Institut national de l'audiovisuel (1990). *Dossiers de l'audiovisuel*, n°33, "La télévision régionale en Europe".

Killius, Frantz (1993). *1923-1993: Eléments pour une histoire de la radio-télévision de service public en région provençale*, Rapport pour FR3, mars, 49 p.

Lafrance Jean-Paul, Simon, Jean-Paul, (1989). "Les télévisions locales en France", *Pouvoirs*, n°51, pp.61-75.

Matien, Michel (1991). "Plaidoyer régional pour FR3", *MédiasPouvoirs*, n°24, octobre-novembre, pp. 50-54.

Mounier, B. (1989). *La nature de l'action régionalisée de FR3, aujourd'hui et pour demain*. Paris: dactylographié.

Musso, Pierre, (dir.) (1991). *Régions d'Europe et télévision*, Lille, Miroirs Editions.

Pailliard, Isabelle, *Les territoires de la communication*, Grenoble, PUG, 1993.

Pasqua, Charles, Boileau, Roger et Faigt, Jules (1984). *Rapport d'information fait au nom de la commission des Affaires culturelles à la suite de la mission effectuée du 28 février au 1er mars 1984 pour étudier les conditions dans lesquelles l'information diffusée par les sociétés de programme de radio et de télévision en Corse rend compte de l'activité des mouvements séparatistes*, annexe au procès-verbal de la séance du 13 juin 1984.

Pineau, Guy (dir.), (1984). "Les télévisions de proximité", *Dossiers de l'audiovisuel*, octobre, n°57.

Roncayolo, Marcel, (s.d.). *L'imaginaire de Marseille, Port, Ville, Pôle*, Marseille, Chambre de commerce et d'industrie.

Sanguinetti, Sanpiero (1984). *Analyse du rapport d'information présenté par Messieurs Charles Pasqua, Roger Boileau et Jules Faigt, au nom de la commission des Affaires culturelles du Sénat, au sujet des conditions dans lesquelles l'information diffusée par les Sociétés de Programme de radio et de Télévision en Corse rend compte de l'activité des mouvements séparatistes*, FR3, Ajaccio, 29 juin 1984.

Sanmarco Philippe, Morel, Bernard, (1985). *Marseille, l'endroit du décor*, Aix-en-Provence, Edisud.

FR3, une présence différente, 1975-1979. Paris: FR3, 1979.

FR3, la régionalisation, 1984. Paris: FR3, 1984.

SNJ-FR3 (1978). *FR3, l'information bâillonnée*. Paris: Supplément au journaliste, n°162.

Stéfani, M.-F. (1989). *Chronique d'un échec annoncé ou des pressions politiques sur l'information du service public en Corse*. Université Aix Marseille 2.

TABLE DES MATIÈRES

1	
Remerciements	4
Introduction	6
L'espace régional	7
Sources	12
Chapitre 1 : Le temps des pionniers	13
La TSF	13
Un émetteur en région	14
Premières constructions	16
«Il n'y a pas qu'à Paris»	18
«Provence-Magazine»	19
Le poète et la télévision	23
Pannes et concurrence	25
Paris-Provence	27
Chapitre 2 : Provence Actualités	30
Le long règne de Robert Bellair	30
La belle époque des journalistes	32
L'information au quotidien	34
Marseille et ses provinces	37
Des autorités	40
Des élus et de Gaston Defferre	44
Chapitre 3 : 1974-1983 : Journalisme d'abord ?	48
Controverses	48
Une nouvelle direction	50
Mutations professionnelles	52
Tensions et menaces	54
La Côte d'Azur	55
Le provençal à l'antenne	58
Rêves nouveaux, problèmes anciens	60

Chapitre 4 : la spécificité corse	62
Une histoire ignorée	62
Premières émissions	64
Sous le feu des attentats	66
L'information en procès	69
Vers une direction autonome	75
Chapitre 5: Produire à Marseille	77
Premières productions	77
Les heureuses années soixante-dix	80
Régionalisation ?	83
Une nouvelle organisation	84
De la production et des programmes régionaux	87
Chapitre 6 : 1983-1994, le temps de la concurrence	89
L'expérience de la régionalisation	89
1986 : retour à l'information?	91
1990 : difficultés sociales	93
Nouveaux programmes	95
Politique et sport	97
1994	99
Câble, M6, TMC : d'autres télévisions	100
Connaître l'audience	103
Conclusion: quel avenir pour la télévision régionale publique ?	105
Annexes	109
ANNEXE 1 : Effectifs, 1976-1990	109
ANNEXE 2 : Chronologie	110
I- LES RESPONSABLES	110
II- L'ANTENNE	111
Bibliographie	115